

Congrès statutaire
Palais des Congrès de Liège
19 mai 2026

Rapport d'activités

FGTB
Wallonne

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
LIEUX D'ACTION	4
La FGTB wallonne dans les institutions régionales et communautaires	4
FONCTIONNEMENT	13
Les instances	13
Les travaux du Bureau de la FGTB wallonne	17
Le Bureau wallon des femmes	24
Les Jeunes FGTB	25
Les Commissions de la FGTB wallonne	30
Les services de la FGTB wallonne	35
PLACE PUBLIQUE	50
Émissions télévisées « regards » et autres réalisations audiovisuelles	50

INTRODUCTION

2022, 2023, 2024, 2025... Passer en revue les années écoulées est toujours un exercice un peu particulier. On revient sur le contexte social et politique, les événements qui ont marqué le monde du travail. On dresse l'inventaire de nos débats, de nos positions, de nos combats, de nos actions. Il en ressort souvent un bilan contrasté, entre victoires engrangées, avancées obtenues et coups reçus.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les quatre dernières années n'ont pas échappé à la règle. En 2024, la Belgique et la Wallonie ont reçu en pleine face le vent de droite néo-réactionnaire qui souffle sur le monde. Au fédéral, le gouvernement s'est lancé dans une vaste entreprise de destruction de l'ensemble des conquêtes du monde du travail. Il saque dans la sécurité sociale et les services publics tout en renforçant les inégalités sociales et de genre, en précarisant l'emploi, en menaçant les droits démocratiques fondamentaux.

En Wallonie, le gouvernement régional déploie lui aussi sa ligne austéraitre de précarisation de l'emploi, de marchandisation, de démantèlement des services publics et du non-marchand. Les dispositifs d'insertion à l'emploi sont ciblés de toutes parts, pour le plus grand bonheur des agences d'intérim. Des milliers d'emplois APE sont menacés, mettant en péril de nombreux services à la population. Les services publics sont dénigrés et définancés. Les associations se voient amputées de leurs moyens. Les organisations syndicales sont ignorées, voire exclues d'organes de concertation. La culture et la jeunesse sont méprisées.

Mais ce coup d'œil dans le rétro ne doit pas nous pousser à la résignation. Il doit nous inciter à continuer le combat. Car les stratégies et mesures de droite se heurtent à une résistance historique du monde du travail. Malgré le mépris de la concertation, malgré l'arrogance des gouvernements face aux mobilisations massives, malgré le dédain qu'ils affichent face aux signaux d'alarme de la société civile, malgré les politiques répressives de plus en plus violentes qu'ils déploient contre les mouvements sociaux... La mobilisation ne faiblit pas. Au contraire.

Chaque manifestation, chaque mobilisation, chaque grève générale démontre la prise de conscience et la détermination du monde du travail. La Marche pour l'emploi durable et de qualité du 24 septembre 2025 en a été un exemple criant. 10.000 personnes dans les rues de Namur, un chiffre qui, avouons-le, a dépassé les estimations initiales des organisations syndicales. Et qui démontre parfaitement que, contrairement à ce que l'on entend parfois, les matières régionales sont au plus proche du monde du travail et de la population.

Mais on aurait tort de se satisfaire trop vite de ce succès. S'il a permis de démontrer notre force et notre capacité à peser, il n'a pas permis de faire changer le gouvernement de ligne. La colère reste donc intacte. Et la FGTB wallonne continuera d'entretenir la résistance sur tous les fronts. Tout d'abord dans les organes où elle siège, dans les médias et sur ses réseaux, via l'action de ses instances et de ses différents services... Autant de lieux d'action et d'expression de la FGTB wallonne, dont vous pourrez découvrir un aperçu des quatre années écoulées dans les pages qui suivent.

Mais aussi, évidemment, dans les entreprises, dans la rue, dans les manifs, sur les piquets... Ces lieux et moments de solidarité et de lutte qui font la force de notre organisation. Pour les années à venir, comme pour celles qui viennent de s'écouler, un seul mot d'ordre, camarades : On lâche rien !

Jean-François Tamellini,
Secrétaire général.

Selena Carbonero Fernandez,
Présidente.

LIEUX D'ACTION

LA FG TB WALLONNE DANS LES INSTITUTIONS RÉGIONALES ET COMMUNAUTAIRES

En tant que premier syndicat de Wallonie, la FG TB assume ses responsabilités, notamment au travers de son engagement dans tous les processus de concertation au niveau de la Région ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ces dynamiques et démarches sont variées (concertation, gestion, régulation...), comme les lieux, les institutions ou les organismes qui les abritent ou les illustrent. Les modalités de ce dialogue entre les instances de décisions et les citoyennes et citoyens représentés par l'organisation syndicale ont été adaptées selon les cas.

La FG TB wallonne défend ainsi les intérêts des travailleuses et travailleurs et les orientations fixées par son Congrès au sein d'une série d'institutions et organismes publics actifs tant dans le domaine social qu'économique et environnemental : Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) ; FOREM, Agence pour une vie de qualité (AViQ), IFAPME, Office de la naissance et de l'enfance (ONE), Wallonie entreprendre, Société publique d'aide à la qualité de l'environnement (SPAQuE)...

Elle participe aussi à certaines institutions actives dans le monde de l'éducation : le Conseil de la politique scientifique, le Conseil d'administration des universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le CEF, le Service francophone des métiers et des qualifications, le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale...

La FG TB wallonne est également présente et active dans plusieurs coordinations relevant du monde associatif, comme le CIRÉ (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Étrangers) ou le CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement).

Les pages qui suivent proposent un relevé non exhaustif des principaux organismes où sont actifs les représentants et représentantes de la FG TB wallonne. Dans certains organes de concertation, elle attribue des mandats interprofessionnels aux Régionales, aux Centrales ou au CEPAG, afin de bénéficier de leur expertise.

LE CESE WALLONIE

Lieu de dialogue, le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) est l'organisme paritaire régional qui réunit les mandataires des organisations syndicales et patronales. Le CESE Wallonie exerce une mission d'avis, une mission de concertation et une mission de secrétariat des Pôles, Conseils consultatifs et Commissions d'agrément. Ces trois responsabilités interagissent pour déboucher sur une aide à la décision du pouvoir politique.

La FG TB est représentée par 12 membres au sein du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie : Françoise Bernard (SETCa), Morgane Bodson (Horval), Raphael Emmanuelidis (IW), Geoffrey Goblet (CG), Laure Homerin (IW), Patrick Lebrun (IRW-CGSP), Michel Mathy (IW), Olivier Nyssen (CGSP), Alain Rebier (SETCa), Hillal Sor (MWB), Jean-François Tamellini (IW), Laurie Van Isacker (FGTB Verviers).

Actuellement, Jean-François Tamellini est Vice-Président de l'Assemblée générale.

La FG TB dispose de 4 mandataires au sein du Bureau : Laure Homerin (IW), Michel Mathy (IW), Olivier Nyssen (CGSP), Jean-François Tamellini (IW).

Des représentantes et représentants permanents de la FG TB siègent dans les Commissions du CESE Wallonie.

1. LES COMMISSIONS DU CESE WALLONIE

- **Commission de l'Action et de l'Intégration sociale, des Services collectifs et de la Santé**

Président : Raphael Emmanuelidis.

Morgane Bodson, Sandra Delhayé, Thomas Di Panfilo, Raphael Emmanuelidis, Geoffrey Goblet, Nathalie Lionnet, Patrick Rehan, Martine Ugolini.

- **Commission Economie-Finance-Politiques industrielles**

Vice-Président : Michel Mathy.

Olivier Bonfond, Thomas Di Panfilo, Laure Homerin, Stéphane Jaumoné, Patrick Lebrun, Marialise Magno, Michel Mathy, Margot Maillard, Olivier Nyssen, Laurent Pirnay, Zoé Rongé, Hillal Sor, Clarisse Valles, Michel Venturi.

- **Commission Emploi-Formation-Education**

Vice-Président : Jérôme Thiry.

Renaud Bierlaire, Olivier Bouillon, Sébastien Dupanloup, Laure Homerin, Isabelle Michel, Agnes Ramaeckers, Jérôme Thiry.

- **Commission germanophone**

Laurie Van Isacker, Danny Laschet.

2. LES PÔLES AU SEIN DU CESE WALLONIE

- **Pôle Aménagement du territoire**

- Section Aménagement régional : Olivier Bonfond (eff.), Didier Smetz (suppl.).
- Section Aménagement opérationnel : Didier Smetz (eff.), Olivier Bonfond (suppl.).
- Section Développement commercial : Didier Smetz (eff.), Lydie Gaudier (suppl.).

- **Pôle Energie**

Lydie Gaudier (eff.), Zoé Rongé (eff.), Olivier Bonfond (suppl.).

- **Pôle Environnement**

Olivier Bonfond, et Lydie Gaudier (eff.), Evelyne Jadoul et Philippe Raway (suppl.).

- **Pôle Logement**

Michel Mathy et Nicolas Almau (eff.), Didier Smetz et Michel Rosenfeldt (suppl.).

- **Pôle Mobilité**

Olivier Bonfond et Julie Rigo (eff.), Philippe Raway et Laurent Pirnay (suppl.).

- **Pôle Politique scientifique**

Laure Homerin et Zoé Rongé (eff.), Nicolas Latteur et Laurent Pirnay (suppl.).

- **Pôle Ruralité**

- Tronc commun : Michel Rosenfeldt (eff.).
- Section Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation : Patrick Rehan (eff.).
- Section Forêt et filière du Bois : Andrea Della Vecchia (suppl.).

3. LES CONSEILS CONSULTATIFS

- **Comité de Contrôle de l'Eau**

Avelino Gonzalez Gonzalez et Joël Thône (eff.), Evelyne Jadoul et Yves Thomas (suppl.)

- **Conseil du Tourisme**

Michel Mathy (eff.), Laure Homerin (suppl.).

- **Conseil wallon de l'Économie sociale (CWES)**

Benoit Simonet et Vincent Fanara (eff.), Nicolas Vandewynckel et Stéphane Balthazar (suppl.).

- **Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes (CWEHF)**

Sandrine Lorfèvre, Benjamin Wery et Maria Patrizia Cecconi (eff.) ; Dalila Larabi et Julien Smal (suppl.).

- **Conseil wallon de lutte contre le racisme (CWLR)**

Sidi Katumwa (eff.), Julien Smal (suppl.).

4. LES COMMISSIONS D'AGRÉMENT

- **Commission des Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)**

Jérôme Thiry (eff.), Renaud Bierlaire (suppl.).

- **Commission Chèques**

Jérôme Thiry (eff.), Julien Smal (suppl.).

- **Commission Congé-éducation payé**

Jérôme Thiry et Vanessa Amboldi (eff.), Céline Moreau et Maurizio Vitullo (suppl.).

- **Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale (COMES)**

Jérôme Thiry et Vincent Fanara (eff.), Benoit Simonet et Stéphane Balthazar (suppl.).

- **Commission consultative et de concertation en matière de placement (COPLA)**

Francisco Barrera et Francis Lambert (eff.), Gandolfo Alleri et Jérôme Thiry (suppl.).

- **Commission consultative Entreprises Titres-Services**

Michel Mathy et Sébastien Dupanloup (eff.), Patrick Rehan et Laure Homerin (suppl.).

- **Commission consultative Fonds de Formation Titres-Services**

Sébastien Dupanloup (eff.), Laure Homerin (suppl.).

- **Commission Digistart**

Jérôme Thiry (eff.), Laure Homerin (suppl.).

AGENCE POUR UNE VIE DE QUALITÉ (AVIQ)

1. LE CONSEIL GÉNÉRAL

Jean-François Tamellini, Raphaël Emmanuelidis et Minervina Bayon (eff.) ; Enzo Gramaglia Constantina Papamarinou et Michel Mathy (suppl.).

2. COMITÉ DE BRANCHE FAMILLES

Michel Mathy et Raphaël Emmanuelidis (eff.), Jean-François Tamellini et Minervina Bayon (suppl.).

3. COMITÉ DE BRANCHE HANDICAP

Raphaël Emmanuelidis (eff.), Michel Mathy (suppl.).

4. COMITÉ DE BRANCHE SANTÉ

Raphaël Emmanuelidis (eff.), Laetitia Melon (supp.).

WALLONIE ENTREPRENDRE

Jean-François Tamellini, Michel Mathy, Françoise Bernard, Stéphane Breda, Sébastien Dupanloup.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OPÉRATEUR DE TRANSPORT DE WALLONIE (OTW)

Serge Delchambre.

COMITÉ STRATÉGIQUE DANS LE CADRE DES CONVENTIONS CARBONE

Lydie Gaudier.

COMITÉ D'EXPERTS DU CADRE FRANCOPHONE DES CERTIFICATIONS

Laure Homerin (eff.), Renaud Bierlaire (supp.).

COMITÉ CONSULTATIF POUR LE PFI

Jérôme Thiry.

COMITÉ DES UTILISATEURS AUPRÈS DU SYSTÈME STATISTIQUE WALLON (IWEPS)

Laure Homerin.

COMITÉ DE CONTRÔLE DE L'EAU

Joël Thône et Avelino Gonzalez Gonzalez (eff.), Evelyne Jadoul et Yves Thomas (supp.).

COMITÉ DE GESTION DE FAMIWAL

Ahmed Ryadi (eff.), Julie Rigo et Robin Sprumont (supp.).

COMITÉ DE GESTION DE L'IFAPME

Laure Homerin et Arnaud Lévêque (eff.), Renaud Bierlaire (supp.).

COMITÉ DE GESTION DU FOREM

Jean-François Tamellini, Minervina Bayon, Ahmed Ryadi, Renaud Bierlaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFA

Laure Homerin (eff.), Jérôme Thiry (supp.).

COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT DE L'INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC (ISSEP)

Mandat en attente de renouvellement.

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

Kelly Josse (eff.), Laure Homerin (supp.).

INSTANCES BASSIN EMPLOI FORMATION

1. MANDATS DES INSTANCES BASSIN EMPLOI FORMATION

- Liège : Agnès Ramaekers et Marc Autmans (eff.), Lison Dessard (supp.).
- Brabant wallon : Nathalie Walgraeve et Philippe Genin (eff.), David Pastorelli et Claudia Reckinger (supp.).
- Hainaut centre : Isabelle Nocera et Christophe Morais (eff.), Steve Cheron et Mathieu Masini (supp.).
- Hainaut sud : Renaud Bierlaire (président), Christophe Hemberg et Marie Schiavon (eff.), Vincent Pestieau et Constantina Papamarinou (supp.).
- Luxembourg : Joël Thiry et Anne Binet (eff.), Pascale Pluymen et Magali Houba (supp.).
- Namur : Sébastien Carboni et Monique Simon (eff.), Philippe Tomczyk (supp.).
- Wallonie Picarde : Philippe Delfosse et Vincent Miclotte (eff.), Gaëtan Vanneste et Catherine Boel (supp.).
- Verviers : Didier Brissa et Jean-Claude Servais (eff.), Delphine Cupers et Chanelle Bonaventure (supp.).
- Huy-Waremme : Clara Beelen et Agnès Ramaekers (eff.).

2. MANDATS DES CHAMBRES SUBRÉGIONALES EMPLOI FORMATION

- Liège : Agnès Ramaekers et Marc Autmans (eff.), Lison Dessard (supp.).
- Brabant wallon : David Pastorelli et Claudia Reckinger (eff.), Rita Foucart et Philippe Genin (supp.).
- Hainaut centre : Mathieu Masini et Christophe Morais (eff.), Gaëlle Cranenbrouck et Ahmed Ryadi (supp.).
- Hainaut centre Mons : Jason Dieu et Lionel Quebella (eff.), Dominique Harchy et Michèle Honoré (supp.).
- Hainaut sud : Pascal Laenen et Marie Schiavon (eff.), Vincent Pestieau et Constantina Papamarinou (supp.).
- Luxembourg : Sabine Delaunoy et Anne Binet (eff.), Pascale Pluymen et Magali Houba (supp.).
- Namur : Martin Pierrard et Philippe Tomczyk (eff.), Sébastien Carboni et Monique Simon (supp.).
- Wallonie Picarde : Philippe Delfosse et Catherine Boel (eff.), Gaëtan Vanneste et Vincent Miclotte (supp.).
- Verviers : Jean-Claude Servais (eff.), Delphine Cupers (supp.).
- Huy-Waremme : Clara Beelen et Christophe Coplin (supp.).

COMMISSION DIGISTART

Jérôme Thiry (eff.), Laure Homerin (supp.)

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA GRANDE RÉGION

Joël Thiry et Henri Lewalle (eff.), François Malherbe et Pascale Pluymen (supp.).

SOCIÉTÉ PUBLIQUE D'AIDE À LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT (SPAQUE)

Comité d'orientation : François Bernard, Brahim Hilami, Michel Mathy, Jean-François Tamellini.

W.ALTER

Comité d'orientation : Stéphane Balthazar, Enzo Gramaglia, Michel Mathy, Jean-François Tamellini.

COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES RECONVERSIONS COLLECTIVES

Renaud Bierlaire.

COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT DU SUIVI ACTIF DES CHÔMEURS

Jérôme Thiry, Renaud Bierlaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION INTERMIRE

Renaud Bierlaire.

COMMISSION D'AGRÉMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT DES AGENCES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL (ADL)

Renaud Bierlaire.

FONDS POUR LA FORMATION À LA RECHERCHE DANS L'INDUSTRIE ET DANS L'AGRICULTURE (FRIA)

Zoé Rongé.

CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ACADÉMIE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (ARES)

Christiane Cornet (eff.), Benjamin Vandevandel (supp.).

CHAMBRE DES MÉTIERS DU SERVICE FRANCOPHONE DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS (SFMQ)

Virginie Largo, Laure Homerin, Oriane Denys, Morgane Bodson, Isabelle Michel.

COMMISSION CONSULTATIVE ET D'AGRÉMENT DES CENTRES DE VALIDATION DES COMPÉTENCES (CODA)

Renaud Bierlaire et Fabian Meulenyser (eff.) ; Jean-François Lankester, Isabelle Michel (supp.).

CAISSE PUBLIQUE D'ALLOCATIONS FAMILIALES EN WALLONIE (FAMIWAL)

Ahmed Ryadi (eff.) et Julie Rigo, Robin Sprumont (supp.).

COMITÉ TECHNIQUE « INCITANTS RÉGIONAUX EN FAVEUR DES GRANDES ENTREPRISES »

Michel Mathy (eff.) et Jean-François Tamellini (supp.).

CONSEIL DE LA FISCALITÉ ET DES FINANCES DE WALLONIE

Zoé Rongé.

COMITÉS PARITAIRES FRANCOPHONES DE CONTRÔLE DES SERVICES EXTERNES POUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION AU TRAVAIL (SEPPT)

La FGTB est représentée dans les Comités paritaires francophones des services suivants : Mensura, Cohezio, Idewe, Cesi, Attentia, Securex, Liantis.

CONSEIL D'AVIS DE L'OFFICE DE LA NAISSANCE ET DE L'ENFANCE (ONE)

Pour la catégorie des organisations syndicales interprofessionnelles représentées soit dans les instances de l'Agence pour une Vie de Qualité (AViQ) pour la Région wallonne, soit au Conseil de gestion des prestations de Iriscare pour la Région de Bruxelles-Capitale : Raphaël Emmanuelidis (eff.) et Samuel Droolans (supp.).

COMITÉ DE PROGRAMMATION DE L'ONE

Raphaël Emmanuelidis et Isabelle Vanhorick (eff.), Patricia Vermoote et Marie-Line Colin (supp.).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Maurizio Vitullo et Cédric Devriese.

LIRE & ÉCRIRE

- Au niveau wallon : Joseph Burnotte, Vanessa Amboldi.
- Au niveau communautaire : Joseph Burnotte.

COMITÉ DE PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN ALTERNANCE (COPIL)

Olivier Bouillon, Kelly Josse.

AGENCE POUR L'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Olivier Bouillon (eff.), Kelly Josse (supp.).

HAUTES ÉCOLES

Haute Ecole du Hainaut : Isabelle Nocera (eff.), Lydie Gaudier (supp.).

Haute Ecole Albert Jacquart : Monique Simon (eff.), Laure Homerin (supp.).

Haute Ecole Robert Schuman : Vincent Merken (eff.), Claude Renoy (supp.).

Haute Ecole Charlemagne : Luc Toussaint (eff.) ; Jorre Dewitte et Maire Jamaigne (supp.).

Haute Ecole Bruxelles-Brabant : Valérie De Nayer (eff.), Michel Thomas (supp.).

ACADÉMIE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (ARES)

Conseil d'administration : Kelly Josse (eff.), Sylvie Vanderheyden (supp.).

Bureau exécutif : Kelly Josse (supp.).

Conseil d'orientation : Christine Cornet (eff.), Benjamin Vandevandel (supp.).

CONSEILS D'ADMINISTRATION DES UNIVERSITÉS DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

ULiège : Joël Thône.

UMons : Stéphane Rybczack.

COMMISSION CONSULTATIVE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE (CCOJ)

Catherine Opalinski (supp.)

FÉDÉRATION DES JEUNES SOCIALISTES ET PROGRESSISTES (PROJEUNES)

Catherine Opalinski (eff.), Nicolas Fragapane (supp.).

RÉSEAU WALLON POUR L'ACCÈS DURABLE À L'ÉNERGIE (RWAE)

Bureau - Assemblée - Vice-présidence : Lydie Gaudier.

OPÉRATEUR DE TRANSPORT DE WALLONIE (OWT)

Conseil d'administration : Laurent Pirnay.

COMMISSION RÉGIONALE WALLONNE DES MARCHÉS PUBLICS

Benoit Simonet (eff.), Michel Mathy (supp.).

COORDINATION ET INITIATIVES POUR RÉFUGIÉS ET ÉTRANGERS (CIRE)

Conseil d'administration : Marcel Etienne.

Assemblée générale : Marcel Etienne, Maurizio Vitullo.

CONSEIL CONSULTATIF POUR L'OCCUPATION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS (CCOTE)

Sidi Katumwa (eff.).

CONSEIL WALLONIE BRUXELLES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (CWBCI)

Laurent Atsou, Maurizio Vitullo.

CENTRE NATIONAL DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT (CNCD-11.11.11)

Conseil d'administration : Ahmed Ryadi.

Assemblée générale : Maurizio Vitullo.

SOLIDARITÉ SOCIALISTE (SOLSOC)

Conseil d'administration : Rehan Patrick, Levêque Arnaud, Ryadi Ahmed.

Assemblée générale : Jean-François Tamellini, Rehan Patrick, Levêque Arnaud, Ryadi Ahmed.

COMITÉ JEUNES DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

Catherine Opalinski.

FRANCOPHONIE SYNDICALE (FS/CISL)

Assemblée générale et Conseil consultatif : Jean-François Tamellini.

Comité technique : Maurizio Vitullo.

COOPÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (IFSI)

Administrateur : Jean-François Tamellini.

Assemblée générale : Jean-François Tamellini, Maurizio Vitullo.

FONCTIONNEMENT

LES INSTANCES

LE SECRÉTARIAT

Le Secrétariat de la FGTB wallonne est l'instance interprofessionnelle qui veille à la mise en œuvre des décisions politiques prises par le Bureau wallon. Il est composé du/de la Président.e, du/de la Secrétaire générale, du/de la Secrétaire générale adjoint.e de la FGTB wallonne ainsi que du/de la Secrétaire fédérale francophone.

LA PRÉSIDENTE & LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le 19 mai 2022, près de 700 militantes et militants de la FGTB Wallonne, réunis en Congrès, ont réélu Jean-François Tamellini au poste de Secrétaire général de la FGTB wallonne. Ils ont également procédé aux parrainages de Thierry Bodson et de Selena Carbonero aux postes respectifs de Secrétaire général et Secrétaire fédérale de la FGTB. Ces derniers, également parrainés par les francophones de l'Interrégionale de Bruxelles, ont été réélus à leurs mandats fédéraux par le Congrès de la FGTB fédérale des 2 et 3 juin 2022.

Thierry Bodson ayant annoncé son départ anticipé à la pension en date du 31 décembre 2025, un appel à candidatures a été envoyé en vue du renouvellement des mandats. Le 23 octobre 2025, le Comité interrégional wallon a procédé au parrainage de la candidate Secrétaire générale, Selena Carbonero, et du candidat Secrétaire fédéral, Philippe Borsu. Ils ont tous deux été élus par le Congrès fédéral qui s'est réuni le 18 décembre 2025.

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT

Lors du Congrès du 19 mai 2022, les militantes et militants ont reconduit Sabine Libert, élue pour la première fois en 2018, à son poste de Secrétaire générale adjointe de la FGTB wallonne. Suite à son départ en pension, le Bureau de la FGTB wallonne a décidé, le 15 février 2024, du non-remplacement temporaire de ce mandat.

LE CONGRÈS

CONGRÈS STATUTAIRE DU 19 MAI 2022

Le 19 mai 2022, 700 militantes et militants se sont réunis à Marche-en-Famenne à l'occasion du Congrès de la FGTB wallonne afin de débattre et de décider des orientations à défendre durant les quatre prochaines années.

Inverser la tendance était l'axe central des débats : renverser le rapport de force entre Capital et Travail, pour affronter les urgences sociales, économiques, environnementales et démocratiques qui s'imposaient.

De meilleurs emplois, mieux redistribuer les richesses, mieux vivre en Wallonie, un syndicat de combats et de victoires, autant de lignes directrices que la FGTB wallonne allait défendre durant les quatre prochaines années. La lutte contre les inégalités sociales et de genre, la création d'emplois durables et de qualité,

des services publics forts et accessibles étaient autant de fils rouges transversaux à défendre pour la FGTB wallonne, des objectifs devant guider l'ensemble des politiques.

Les libertés syndicales étaient elles aussi au centre des attentions du Congrès, qui a tenu à marquer sa solidarité avec les militantes et militants FGTB condamnés par la justice pour leurs activités. Ces 20 délégués et déléguées sont montés sur scène et plusieurs d'entre eux ont pris la parole : Bruno Verlaeck, président de la FGTB Anvers, Billy Dethier et Laurent Wagon, délégués CGSP Amio ainsi que Gianni Angelucci, un des 17 militants liégeois condamnés dans le cadre des actions contre les mesures d'austérité du gouvernement Michel. Le Congrès s'est engagé à faire de la défense des libertés syndicales une de ses priorités et à répondre de manière radicale à toute nouvelle attaque contre nos camarades.

Après avoir approuvé le Rapport d'activité 2018-2022, les congressistes ont également procédé à l'élection de l'équipe aux commandes de la FGTB wallonne. Jean-François Tamellini a été réélu à son poste de Secrétaire général, pour un deuxième mandat, et Sabine Libert à celui de Secrétaire générale adjointe. Ils ont également procédé au parrainage de Thierry Bodson et de Selena Carbonero aux postes respectifs de Secrétaire général et de Secrétaire fédérale de la FGTB.

Les militantes et militants ont ensuite adopté les Orientations de la FGTB wallonne pour les 4 années qui allaient suivre, ainsi que ses résolutions. Ils ont également adopté plusieurs motions :

- Une motion *Territoire zéro chômeur de longue durée : attention, danger !*
- Un texte consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes.
- La motion *Pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales.*
- Une motion sur le *Fédéralisme de coopération, anticapitaliste, antinationaliste, antifasciste.*

LE COMITÉ INTERRÉGIONAL WALLON

COMITÉ INTERRÉGIONAL WALLON ÉLARGI DU 7 DÉCEMBRE 2023

Les militantes et militants se sont réunis à Namur autour de la thématique « Ils ne passeront pas : s'organiser pour vaincre l'extrême droite ». Après avoir accueilli et entendu Ugo Palheta, sociologue, auteur de *La possibilité du fascisme*, ils ont débattu de la situation sociale et politique, ainsi que des politiques régionales, communautaires et fédérales, dont l'orientation austéritaire risque d'entraîner la prolifération des thèses et idées d'extrême droite. Ils ont également débattu des stratégies de résistance à mettre en place pour s'y opposer.

COMITÉ INTERRÉGIONAL WALLON ÉLARGI DU 23 OCTOBRE 2025

Un mois après la Marche pour l'emploi de qualité, qui avait réuni près de 10.000 personnes dans les rues de Namur, le CIW a débattu des suites à apporter au mouvement de résistance et au plan d'action contre les mesures austéritaires, tant sur le plan wallon que communautaire et fédéral. Les militantes et militants ont également réaffirmé leur soutien et leur solidarité à l'égard du peuple palestinien. Le Comité interrégional wallon a enfin procédé au parrainage de la candidate Secrétaire générale, Selena Carbonero, et du candidat Secrétaire fédéral, Philippe Borsu, qui ont par la suite tous deux été élus par le Congrès fédéral qui s'est réuni le 18 décembre 2025.

LE BUREAU

Depuis 2002, la composition du Bureau met l'accent sur la représentation des femmes (30 % des mandats). Sa composition reste déterminée sur base d'une proportion de 50% pour les Centrales et de 50% pour les sections régionales.

COMPOSITION DU BUREAU AU 31 DÉCEMBRE 2021

Centrales			Régionales		
		Mandats réservés « Femmes »			Mandats réservés « Femmes »
SETCa	N. Lionnet P. Salvi (en attente)	F. Bernard C. Roisin	Liège	J.-F. Ramquet J. Thône M. Vreuls	S. Delhaye M. Wellens
Centrale Générale	A. Della Vecchia J. Hubert P. Leclercq	B. Deroubaix D. Desimone	Charleroi	V. Pestieau R. Pirquet	(en attente)
CGSP	P. Barbion P. Lebrun L. Pirnay	J. Michiels R. Nulens	Wapi	Ph. Dumortier G. Vanneste	C. Boël
MWB	A. Cocciolo T. Grignard	(en attente)	Namur	L. D'Altoe G. Woïrin	T. Malphair
HORVAL	M. Duray	M.-L. Colin	Centre	A. Ryadi	S. Gervasi
UBT	D. Maratta	S. Lossignol	Mons	(en attente)	M. Honoré
Jeunes	M. Fontaine		Brabant wallon	E. Gramaglia	C. Reckinger
			Luxembourg	J. Thiry	A. Binet
			Verviers	D. Richard	L. Van Isacker
	Présidente du Bureau wallon des femmes			M. Vanderstukken	

- **Membres de droit**

- T. Bodson, Président de l'IW
- S. Carbonero, Secrétaire fédérale
- J.-F. Tamellini, Secrétaire général de l'IW
- S. Libert, Secrétaire générale adjointe de l'IW

- **Membres invités**

- Membres cooptés « Centrales »
 - SETCa : M. Delmée
 - CG : G. Goblet
 - CGSP : M. Meyer
 - MWB : H. Sor
 - HORVAL : T. Cornu
- Membres invités « Régionales »
 - Liège : J. Dohet
 - Charleroi : C. Briscolini
 - Wapi : S. Panarisi
 - Namur : J. Tissaen
 - Centre : M. Martelez

- Groupes spécifiques
 - Travailleurs sans Emploi : F. Leroy
 - Travailleurs immigrés : M. Etienne
 - Pensionnés & Pré-pensionnés : L. Jansen ou A. Sabbatini

- **Représentation de la FGTB wallonne au Bureau fédéral**

L. D'Altoe, V. Pestieau, J.-F. Ramquet, A. Ryadi, J. Thône.

COMPOSITION DU BUREAU AU 1^{ER} MARS 2026

Centrales			Régionales		
		Mandats réservés « Femmes »			Mandats réservés « Femmes »
SETCa	F. Bernard R. Pirquet B. Delplanque	N. Lionnet C. Roisin	Liège	M. Bayon J. Thône J. Schifano	N. Saroglou M. Wellens
Centrale Générale	A. Della Vecchia J. Hubert P. Leclercq	en attente D. Desimone	Charleroi	P. Barbion V. Pestieau	C. Mathy
CGSP	O. Bouillon P. Lebrun L. Pirnay	en attente N. Cheffi	Wapi	Ph. Dumortier G. Vanneste	C. Boël
MWB	I. Del Percio S. Breda	I. Michel	Namur	T. Malchair S. Carboni	N. Ajdain
Horval	E. Duchesne	M.-L. Colin	Centre	A. Ryadi	S. Gervasi
UBT	J. Coin	S. Lossignol	Mons	L. Dufrasne	S. Goret
Jeunes	C. Traversin	C. Opalinski	Brabant wallon	E. Gramaglia	C. Reckinger
			Luxembourg	S. Delaunoy	A. Binet
			Verviers	D. Brissa	M. Thomas
	Présidente du Bureau wallon des femmes		Sandrine Lorfèvre		

- **Membres de droit**

- S. Carbonero, Présidente de l'IW
- J.-F. Tamellini, Secrétaire général de l'IW
- Ph. Borsu, Secrétaire fédéral

- **Membres invités**

Membres cooptés « Centrales »	Membres invités « Régionales »	Groupes spécifiques
SETCa : M. Delmée & J. Dohet CG : G. Goblet + F. Michel CGSP : En attente + L. Van Isacker MWB : H. Sor + Salvatore Panarisi HORVAL : P. Rehan + en attente UBT : en attente	Liège : L. Dessard + en attente Charleroi : C. Briscolini + C. Fasano Wapi : S. Panarisi Namur : M.SIMON Centre : S. Fragapane Mons : en attente Brabant wallon : C. Bouvier Luxembourg : F. Malherbe Verviers : C. Jacquemin	Travailleurs sans Emploi : en attente Travailleurs immigrés : M. Etienne Pensionnés & Prépensionnés : L. Jansen ou Catherine Michiels

- **Représentants de la FGTB wallonne au Bureau fédéral**

M. Bayon, S. Carboni, V. Pestieau, A. Ryadi, J. Thône.

- **Commission de contrôle**

Eric Besson & Randy Tshibangu

LES TRAVAUX DU BUREAU DE LA FGTB WALLONNE

2022

JANVIER 2022

- Organisation des Congrès statutaires wallon et fédéral
- Congrès statutaire 2022 : Orientations - De meilleurs emplois
- Suite des événements de Gilly
- Projet : Implication des interlocuteurs sociaux dans la gouvernance du Plan de relance de la Wallonie
- Ordre du jour et Mandats du Congrès wallon du 19 mai 2022
- Congrès statutaire 2022 - Orientations - Inverser la tendance : débats
- Rapport d'exécution du contrôle de la disponibilité au sein du FOREM portant sur l'année 2021

FÉVRIER 2022

- Congrès statutaire 2022 : Orientations - Inverser la tendance : débats
- Mesures sociales pour faire face à l'augmentation du prix de l'énergie
- Appel aux candidatures pour le/la Secrétaire général·e, le/la Secrétaire général·e adjoint·e et le parrainage des membres francophones du Secrétariat fédéral de la FGTB (constitué de 4 Secrétaires fédéraux et des Secrétaires des Interrégionales)
- Appel aux candidatures pour la Commission de contrôle

- Evolution de la Commission wallonne des TSE
- Recomposition du Bureau wallon
- Réseau de déléguées et délégués actifs sur les questions d'environnement, d'énergie et de mobilité

MARS 2022

- Congrès statutaire 2022 : Orientations - Inverser la tendance - Propositions d'amendements et débats
- Projet de déclaration commune concernant les priorités du Plan de relance de la Wallonie
- Les Solidarités 2022

AVRIL 2022

- Congrès statutaire 2022 : Orientations - Inverser la tendance : débats
- Communication et réseaux sociaux
- Réintégration des malades de longue durée

MAI 2022

- Projet de décret *Market design et méthodologie tarifaire*
- Plan de relance de la Wallonie
- Pour un fédéralisme de coopération anticapitaliste, antinationaliste, antifasciste

JUIN 2022

- Réforme de la taxe de circulation et de mise en circulation automobile de la Région wallonne
- Ajustement budgétaire
- Lancement d'un nouvel appel à projets pour la création de 3.143 places subventionnées en crèches en Wallonie d'ici 2026
- Plainte pour violences policières
- Plan de Relance de la Wallonie : Kern du 23 juin
- Les Solidarités 2022

AOÛT 2022

- Suppression du plafond de revenus pour les étudiantes et étudiants en alternance pour l'octroi des allocations familiales
- Analyse de l'épure pour une vaste réforme fiscale du ministre Van Peteghem

SEPTEMBRE 2022

- Contrôle Dispo Forem - Analyse du 1^{er} semestre 2021
- Crise énergétique : analyse et propositions
- Pénuries de main-d'œuvre

OCTOBRE 2022

- Résistance syndicale – Campagne et commande de matériel
- Plan de relance de la Wallonie - État des lieux après le conclave budgétaire d'octobre
- Budget initial 2023 de la Wallonie : premiers éléments

NOVEMBRE 2022

- Opération 11.11.11
- Contrôle de la disponibilité des demandeurs d'emploi : procédures régionales et sanctions infligées depuis 2017
- Dette wallonne – Où en sommes-nous ?

DÉCEMBRE 2022

- Réforme des instances de l'AViQ

2023

JANVIER 2023

- Solidarités 2023
- Finances publiques - Crise des dépenses ou crise des recettes ?
- Les Accords de branche de 3^{ème} génération
- Politique d'activation : analyses de résultats

FÉVRIER 2023

- Plan de relance de la Wallonie : Implication des interlocuteurs sociaux et environnementaux - État des lieux
- Crise énergétique : les mesures prises

MARS 2023

- Alternance : premières actions prioritaires 2023
- Politiques d'activation de la demande de travail : analyse des résultats
- Les Solidarités 2023
- Réforme des incitants financiers à la formation continue : état des lieux et orientations

AVRIL 2023

- Stratégie coordonnée de sortie du sans-abrisme du Plan de relance de la Wallonie : État des lieux
- La dimension genrée du Plan de relance de la Wallonie
- Petite enfance : Création de places en crèches
- Impact budgétaire pour la Région wallonne du projet de réforme fiscale du ministre Van Peteghem

MAI 2023

- Projet d'adaptation du décret wallon « Entreprises d'insertion » au nouveau Code des sociétés et des associations : une opportunité pour une réforme plus en profondeur du dispositif ?
- Taux de marge, profits et redistribution des richesses : premier ciblage

JUIN 2023

- Plan de relance de la Wallonie - Stratégie de la commande publique
- Combattre le sexisme à la FGTB - résumé de la prochaine campagne du Bureau wallon des femmes

- Evolution de la Commission des Travailleuses et travailleurs sans emploi (TSE)
- Solidarités 2023

AOÛT 2023

- Composition des Commissions interprofessionnelles Jeunes wallonne et fédérale

SEPTEMBRE 2023

- Mémorandum 2024 de la FGTB Wallonne
- Chômage indemnisé vs. chômage non indemnisé : état des lieux
- Rapport d'exécution du contrôle de la disponibilité par le Forem portant sur le 1^{er} semestre 2023
- Avant-projet de décret relatif à l'organisation de la première ligne d'accompagnement et de soins

OCTOBRE 2023

- Avant-projet d'arrêté portant modification de la législation du permis unique en Wallonie
- Critique populaire de l'exploitation
- Opération 11.11.11 - Récolte 2023
- Mise en place du plan d'action du gouvernement wallon
- Budget 2024 de la Wallonie
- Contexte international et dette publique. Où en sommes-nous ?

NOVEMBRE 2023

- Décret neutralité carbone, socle de la nouvelle politique climatique de la Wallonie – Focus sur les conventions carbone
- IWEPS - Rapport de recherche : évaluation des effets macroéconomiques à long terme du Plan de relance de la Wallonie (2030-2040)
- AViQ : éléments macro du budget initial 2024 et points d'attention relevés par les différentes instances
- Bons d'État wallons et livret A
- Subventionnement des infrastructures des milieux d'accueil de la petite enfance
- Calendrier des réunions du BIW pour l'année 2024
- Communautés Carbone : les syndicats marquent des points sur la transparence, l'emploi et la formation

DÉCEMBRE 2023

- ETS : vers une taxe carbone européenne en 2027

2024

JANVIER 2024

- Réforme des incitants financiers à la formation continue

FÉVRIER 2024

- Mouvement des agriculteurs : Revendications et perspectives
- Rapport d'exécution du contrôle de la disponibilité par le Forem portant sur l'année 2023

- Réforme des aides à l'investissement
- Les solidarités 2024
- Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD)
- Bons d'État au niveau wallon

MARS 2024

- Le certificat de compétence professionnelle
- Fonds *Retour au travail* : Agrément des prestataires de services spécialisés adaptés
- 161 signalements reçus en 2023 par la Cellule de Lutte contre les Discriminations (CLCD)
- Territoire Zéro sans-abrisme
- Préparation de la note de conviction sur les politiques d'insertion, d'emploi et de formation - DPR 2024-2029

AVRIL 2024

- Plan de relance wallon et européen : Suivi de la création de 3.143 places subventionnées en crèches
- La structure tarifaire applicable aux utilisateurs du réseau de distribution basse tension en Wallonie (2026-2029)
- Mémoire du RWADé en vue des élections régionales et fédérales 2024
- Phase pilote de la mise en œuvre d'une procédure *fast track* pour les projets d'entreprises
- Discussions au Conseil national du travail sur le travail étudiant et le contrat d'alternance
- Cellules de reconversion : état des lieux

MAI 2024

- Appel à projets *Biodiversité Entreprises*
- Décret portant des mesures diverses en matière d'emploi
- Coalition *Élections 2024* à l'initiative du CNCD
- Certificat d'Université en Politiques économiques et sociales
- Job étudiant

JUIN 2024

- Les enjeux des politiques de l'AVIQ : état des lieux et éléments fondamentaux à moyen terme
- Le Service francophone des métiers et des qualifications : renforcer pour rendre incontournable

JUILLET 2024

- Analyse globale de la Déclaration de politique régionale (DPR)

SEPTEMBRE 2024

- Analyse de la mise en œuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions
- Bon d'État : Et à la fin, ce sont les banques qui gagnent
- Rapport d'exécution du contrôle de la disponibilité par le Forem portant sur le premier semestre 2024
- Les droits d'enregistrement
- APE 2025 : Une réforme inutile et dangereuse pour l'emploi
- Présentation de la campagne du Cepag *Défendre le chômage, c'est défendre l'emploi*

OCTOBRE 2024

- Opération 11.11.11
- ETS2 et Plan social climat : proposition de position commune syndicale et associative
- Arrêt du Conseil d'État dans le dossier Titres-services

NOVEMBRE 2024

- Les actions FGTB durant la Semaine de la Mobilité 2024
- Analyse des résultats des élections communales et provinciales du 13 octobre 2024
- Les dérives de la commercialisation des crèches en France

DÉCEMBRE 2024

- Les enjeux liés à la migration
- Note d'orientation relative à la réforme du paysage de l'emploi
- Budget initial 2025

2025

JANVIER 2025

- Budget initial 2025 : Focus trajectoire budgétaire, dette, outils économiques et énergie
- Réseau de déléguées et délégués actifs sur les questions d'environnement et de mobilité
- Note d'orientation relative à la réforme systémique de l'Enseignement qualifiant, de l'Enseignement de Promotion Sociale et de la Formation professionnelle

FÉVRIER 2025

- Rapport d'exécution du contrôle de la disponibilité par le Forem portant sur l'année 2024
- Conséquences pour la Wallonie des mesures fédérales
- Analyse de la réforme des primes à la rénovation énergétique
- Solidarités 2025

MARS 2025

- Modifications des conditions de droit aux allocations familiales pour les 18-25 ans et les familles monoparentales
- Le Plan de relance de la Wallonie sous le gouvernement MR - Engagés
- Matinée d'information sur les Conventions et les Communautés carbone
- Territoires zéro chômeur de longue durée : bilan à mi-parcours et perspectives
- Rapport des activités et cas traités par la Cellule de lutte contre les discriminations en 2024

AVRIL 2025

- ALE : contexte et perspectives
- État des lieux des discussions au CESE sur la réindustrialisation de la Wallonie
- Cellules de reconversion : une *success story* menacée par le dogmatisme du Ministre wallon de l'emploi
- Coup de Boost, dispositif à soutenir de toute urgence

MAI 2025

- Guerre commerciale et droits de douane : Conséquences pour la Belgique et la Wallonie
- Enquête sur la concertation sociale en matière environnementale et de mobilité dans les entreprises wallonnes de plus de 50 travailleurs et travailleuses
- État des lieux de l'économie sociale
- État des lieux des discussions au CESE sur la réindustrialisation de la Wallonie
- Réforme de l'accompagnement et du contrôle des demandeurs et demandeuses d'emploi : présentation des modalités et positionnement syndical
- Réforme de l'exonération du précompte professionnel des chercheurs : nouveau transfert de charge du Fédéral vers les Communautés, les Régions, les citoyennes et citoyens
- Formation ULB - CEPAG

JUIN 2025

- Participation de la FGTB wallonne à la Marche pour le climat du 5 octobre 2025
- Action coup de poing Cellules de reconversion
- Marche pour l'emploi durable et de qualité
- La semaine de la mobilité, moyen d'action pour le bien-être
- Allocations familiales : simulation en cas de report de deux mois de l'indexation
- Économie sociale : focus sur le secteur des Titres-services
- Réforme systémique de l'Enseignement qualifiant, de l'Enseignement pour adultes et de la Formation professionnelle : état d'avancement
- Intérêts de la dette wallonne
- Ventilation communale des exclusions chômage : la Wallonie et Bruxelles en (toute) première ligne

SEPTEMBRE 2025

- Injustice fiscale croissante entre travailleuses et travailleurs au salaire moyen et dirigeants d'entreprise et autres très hauts revenus
- Avant-projet de Décret-programme : Focus sur les mesures emploi et formation
- Institutionnalisation des Comités stratégiques
- Rapport d'exécution du contrôle de la disponibilité par le FOREM portant sur le 1er semestre 2025
- Guerre commerciale : Où en sommes-nous ?
- Analyse du projet *Améliorer le cadre de gouvernance en matière d'immigration économique afin d'attirer et de retenir des talents qualifiés en Wallonie*
- Récompenser le travail ? Cas d'une maman solo
- Réforme des droits de succession en Wallonie
- Nouveau régime de soutien à la rénovation énergétique du logement

OCTOBRE 2025

- Opération 11.11.11 - Récolte 2025
- Dispositifs d'insertion socio-professionnelle en danger
- Congrès statutaire 2026-chronologie et méthodologie des débats

NOVEMBRE 2025

- Décret-programme budgétaire : focus sur les APE

- Congrès statutaire 2026 : Orientations, projet de canevas
- Budget 2026 de l'AViQ
- Congrès statutaire 2026. Orientations : suivi des travaux et débats
- Projet de réforme des incitants à l'embauche
- Boucle du Hainaut : urgence confirmée par une nouvelle étude, décision attendue

DÉCEMBRE 2025

- Réforme systémique de l'Enseignement qualifiant, de l'Enseignement pour Adultes et de la Formation professionnelle : état des lieux des discussions au CESE
- Congrès statutaire 2026. Orientations : suivi des travaux et débats (suite)

LE BUREAU WALLON DES FEMMES

Le Bureau wallon des femmes (BWF) a été mis en place en 1998, suite aux modifications de statuts de la FGTB (Congrès de décembre 1997).

Le rôle du BWF est de défendre les droits des femmes au sein de la société et de la structure syndicale par un travail de veille, d'actions et de formation avec et pour les affiliées et affiliés de la FGTB et pour la population au sens large. Le BWF s'assure de la présence et de la participation active et décisionnelle des femmes au sein de la FGTB et travaille à la convergence des luttes contre les inégalités et les discriminations.

COMPOSITION

Le Bureau wallon des femmes est composé :

- d'une Présidente (élue en son sein) ;
- de deux vice-Présidentes (élues en son sein) ;
- des membres féminins du Bureau de l'Interrégionale wallonne (membres de droit du BWF) ;
- de 12 représentantes et représentants désignés par les Centrales professionnelles de la FGTB wallonne ;
- de 12 représentants et représentantes désignés par les Régionales interprofessionnelles de la FGTB wallonne ;
- de personnes ressources issues de la FGTB ;
- de membres invité-e-s ;
- d'une personne assurant le secrétariat.

FONCTIONNEMENT

Le Bureau wallon des femmes se réunit une fois par mois. Entre 2022 et 2025, il s'est réuni 37 fois.

ACTIVITÉS

- **Veille politique**
 - Analyse et prise de position avec un éclairage féministe des actualités et thématiques, internes et externes, telles que le fonctionnement interne de la FGTB, les choix de plans d'action et la représentation paritaire des femmes dans la structure et lors des élections sociales.
 - Dénonciations des pratiques de harcèlement et des visions sexistes dont sont victimes les femmes, phénomènes encore trop souvent à l'œuvre dans de nombreuses institutions, et auxquelles la FGTB ne fait pas exception.

- Participation au Bureau fédéral des femmes, à la mise en place du plan *Gender* et à la commission de suivi.
- Rédaction et relecture de motions, rapports et notes FGTB (réalités spécifiques vécues par les femmes, sensibilisation à l'écriture inclusive...).
- Analyse de déclarations gouvernementales, projets de lois et de décrets, aux niveaux fédéral, régional, communautaire et local.
- **Concertation sociale**
 - Participation de certains membres du BWF aux réunions du Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes (CWEHF), dans la formulation d'avis et de recommandations relatives à l'égalité hommes-femmes.
- **Evènements et formations**
 - Depuis 2022, reprise (et succès !) des États généraux féministes : chaque année, 3 événements organisés autour de thématiques telles que les violences faites aux femmes, le parcours et le travail des femmes migrantes, les conséquences genrées des crises, l'histoire du 8 mars, les femmes et l'extrême droite, les idéologies masculinistes, les violences économiques, etc.
 - Lancement de la campagne « Pas de sexisme ici ! » : présentation des outils et de la brochure lors de deux événements liés aux États généraux féministes. L'un de ceux-ci fut l'occasion de débattre avec une militante de la CGT des comportements sexistes dans les organisations syndicales.
- **Groupes de travail spécifiques mis en place**
 - Groupe de travail lancé à la suite du Congrès wallon de 2022 pour développer une campagne de sensibilisation contre les comportements sexistes.
 - Groupe de travail pour la mise en place d'une procédure interne à la FGTB wallonne de lutte contre les comportements sexistes.
- **Participation aux campagnes et journées nationales telles que :**
 - 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes : organisation d'actions de grève, d'arrêts de travail, de manifestations délocalisées (Liège, Namur, Charleroi, Bruxelles, etc.) et organisation des États généraux féministes en lien avec le 8 mars.
 - Égalité salariale :
 - * poursuite de la mise en place d'une campagne fédérale pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, avec des outils symboliques, porteurs et récurrents au fil des années ;
 - * organisation et soutien aux arrêts de travail et actions symboliques lors de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars pour marquer l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes.
 - Lutte contre les violences faites aux femmes : chaque année, participation aux actions du 25 novembre via, par exemple, l'organisation d'un des États généraux du féminisme et un appel à la participation à la manifestation.
 - Fureur de lire : chaque année, dans le cadre de la Fureur de lire, rencontre d'une auteure et/ou d'un livre pour développer la force critique et l'inventivité citoyenne... La culture comme vecteur du combat social !

LES JEUNES FGTB

PRÉSENTATION

Les Jeunes FGTB, Organisation de Jeunesse reconnue depuis 2012 par la Fédération Wallonie-Bruxelles et issue de la fusion de deux ASBL (les Étudiants FGTB et les Jeunesses syndicales FGTB), défend des valeurs de solidarité, d'égalité, de justice et de progrès social pour les jeunes. Regroupant des étudiantes

et étudiants, des jeunes en alternance, des jeunes travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, en stage ou en allocations d'insertion professionnelle, les Jeunes FGTB proposent de nombreux services : information, défense des droits sociaux, accompagnement dans différentes démarches (recherche d'emploi, rédaction de CV, recours...).

Les Jeunes FGTB agissent également dans le but de sensibiliser les jeunes aux intérêts de la collectivité, à la solidarité ainsi qu'à l'importance de la démocratie politique et sociale. Pour ce faire, toute une série d'activités et de collaborations sont chaque année mises en place : formations et animations, débats, concerts, manifestations, réactions dans la presse, activités culturelles, voyages à thème, échanges internationaux, actions de sensibilisation et de lutte contre l'extrême droite, publication de documentation informative... La sensibilisation et l'information des jeunes via l'éducation permanente favorise l'expression de leurs propres inquiétudes, et le développement d'une analyse critique du monde qui les entoure. En plus de ces compétences, les Jeunes FGTB souhaitent outiller au mieux les jeunes à défendre leurs droits, seuls mais aussi et surtout collectivement.

L'élaboration d'analyses et de revendications communes, l'identification des interlocuteurs adéquats et enfin la construction d'actions sur le terrain, concrétisent l'action des Jeunes FGTB et permettent une implication maximale des membres qui souhaitent s'y investir.

MISSIONS

Au niveau des étudiants au sens large (étudiants et étudiantes, jeunes en alternance, jeunes en stage d'insertion professionnelle et allocataires d'insertion affiliés aux Jeunes FGTB) :

- Défense des étudiants dans le cadre de leur job étudiant et de leur parcours scolaire (réponse aux demandes individuelles, aide au recours...).
- Formations et animations dans les écoles (Jobs étudiants, Fin d'école, Qu'est-ce qu'un syndicat ?, Sécurité sociale...).
- Organisation de débats, groupes de travail, actions, manifestations en collaboration avec d'autres associations.
- Prises de positions politiques.
- Organisation et/ou participation à diverses activités culturelles : festivals, théâtre-action, ciné-débats..
- Formation des militantes et militants à travers l'École syndicale des Jeunes FGTB : décolonisation, complotisme, sécurité sociale, intersectionnalité...
- Projets internationaux d'échange de jeunes dans un objectif de convergence des luttes.
- Actions contre l'extrême droite.
- Participation aux Forums sociaux relatifs à la jeunesse.
- Création d'outils pédagogiques et de brochures informatives à destination des jeunes.
- Représentation et défense des intérêts généraux des jeunes dans des instances communautaires (Conseil de la jeunesse francophone, CCOJ, ProJeunes...) et syndicales (Comités régionaux et fédéraux, Congrès ...) et dans le milieu associatif.

Au niveau des jeunes travailleuses (travailleuses et travailleurs, déléguées et délégués ou allocataires sociaux de moins de 35 ans affiliés au sein d'une Centrale professionnelle de la FGTB) :

- Accueil de jeunes travailleuses et travailleurs, avec ou sans emploi, en recherche d'informations sur les plans professionnel, juridique, social... Suivi d'une mise en relation avec la Centrale professionnelle.
- Organisation de formations propres à une réalité « Jeunes » (recherche d'emploi, droit du travail...), édition de fiches d'information.
- Représentation et défense des intérêts généraux des jeunes travailleuses et travailleurs dans des instances de la FGTB ou au niveau syndical européen (CES...) ainsi que dans le milieu associatif.
- Organisation et/ou participation de manifestations et d'actions – y compris de lutte contre l'extrême droite, les discriminations de genre...
- Participation aux Forums sociaux internationaux.

- Collaboration avec des jeunes syndicalistes européens dans un objectif de convergence des luttes.
- Prises de positions politiques.
- Création d'outils pédagogiques et de brochures informatives à destination des jeunes.

ACTIONS

AXE 1 : COMMUNICATION

Brochures :

- « Guide de l'étudiant-e » : droits des étudiantes et étudiants, aides spécifiques, conseils et infos logement...
- « Guide de l'apprenti-e » : informations utiles pour faire valoir ses droits en tant que jeune en apprentissage.
- « Détox » : déconstruction des préjugés et stéréotypes véhiculés par la pensée unique néolibérale.
- « Détox 2 Anti réac' » : autour de la déconstruction des discours d'extrême droite.
- « Lexique des jeunes travailleur-euses » : secrétariat social, travail de nuit, pécule de vacances... Des termes que les jeunes rencontreront dans le monde du travail et qu'il est indispensable de connaître et comprendre.
- « Fin d'école, faim d'emploi » : les informations indispensables sur les démarches à effectuer à la fin des études, l'inscription comme demandeur d'emploi, le stage et les allocations d'insertion... Cette brochure est déclinée en une version bruxelloise et une version wallonne.
- ...

Médias :

- Sites internet : jeunes-fgtb.be et camarade.be
- Développement de la stratégie de communication à travers les réseaux sociaux, notamment via Instagram et TikTok.
- La ligne éditoriale vise à développer un discours critique vis-à-vis du capitalisme et de ses dérivés (libéralisme et néolibéralisme).

Camarade ! :

- Journal trimestriel lancé en septembre 2020.
- Le journal regroupe des articles, des interviews et des comptes-rendus de livres ou de films ; autour de thématiques faisant l'actualité dans le monde politique ou syndical.
- Camarade ! est diffusé en version « magazine papier » mais dispose également d'un site spécifique (camarade.be).

Campagnes :

- La campagne d'affiliation « S'unir, lutter, gagner » a pour objectif de sensibiliser les jeunes, de former de jeunes militantes et militants syndicaux (en les impliquant dans les processus décisionnels des Jeunes FGTB et en les mettant en contact avec le monde politique et associatif) et mettre en avant les services que proposent les Jeunes FGTB.
- Revendications émanant des rencontres avec les jeunes (assemblées militantes, ateliers dans les sections locales...) :
 - Étudiantes et étudiants : gratuité des études, fin des discriminations salariales liées à l'âge, augmentation des bourses, accès au logement, amélioration des conditions de travail pour les jobistes, rémunération des stages, meilleur encadrement dans l'enseignement supérieur...
 - Jeunes en apprentissage : respect du contrat de travail et de la formation, amélioration de l'encadrement pédagogique, augmentation de la rémunération des stages en entreprises...

- Jeunes en stage d'insertion : priorité à la création d'emplois durables et de qualité, inconditionnalité des allocations de chômage, suppression des contrôles et du statut cohabitant, abrogation de la limitation dans le temps et des restrictions d'accès...

Campagne de syndicalisation & d'information sur les jobs étudiant :

- Analyse macro de l'évolution des emplois sous statut « job étudiant » de 2006 à 2025 : impact sur les secteurs d'activité, évolution du nombre d'heures prestées et de la répartition du temps de travail sur l'année...
- Analyse de l'impact tant sur le cursus et les résultats des jobistes que sur la précarité étudiante, en lien avec l'augmentation du coût des études et des loyers, la complexification de l'accès aux aides sociales, etc.
- Campagne revendiquant la rémunération des stages, ainsi que l'amélioration du statut et des droits des stagiaires (étudiantes, étudiants, jeunes en apprentissage). La campagne Pas de salaire, Pas de stagiaires ! et ses revendications ont été pensées, élaborées et développées par des étudiantes, étudiants et jeunes en apprentissage.

AXE 2 : PARTICIPATION ACTIVE DES JEUNES

Instance politique et démocratique des Jeunes FGTB :

- Assemblée militante : expérience démocratique forte, mise en place en 2022, l'Assemblée militante est le lieu d'instance décisionnelle pour les questions politiques des Jeunes FGTB. Elle a lieu en moyenne tous les 3 mois - mais communique quotidiennement à travers un groupe Signal. Seuls les militantes et militants Jeunes FGTB, membres de la centrale Jeunes / Cadets, y disposent d'un droit de vote.

Travail avec l'Union Syndicale Étudiante (USE)

- La section étudiante regroupe un certain nombre des militantes et militants, sur différents campus de l'enseignement supérieur.

Activités des Jeunes FGTB, campagnes et participation :

- Groupes de travail sur diverses thématiques.
- Camp Jeunes et Week-end Jeunes : organisés une fois tous les deux ans en alternance.
 - Formation résidentielle où sont proposés des ateliers thématiques, des débats et formations (idéologie gauche/droite, féminisme, syndicat, écologie...) ainsi que des activités ludiques et sportives pour les jeunes de moins de 35 ans.
- L'« École syndicale » : projections et conférences qui donnent de la visibilité aux combats des jeunes.
- Présence sur plusieurs festivals : stands informatifs et animations à Manifiesta, Esperanzah et aux Solidarités.
- Participation aux luttes sociales (jeunes et syndicales)
- Action de solidarité avec la Palestine ainsi que d'autres pays attaqués : Iran, Cuba, Liban, etc.
- Engagement au sein de la Maison des livreurs.
- Événements récurrents : Wapi Show, Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, Journée des étudiants, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, 1er mai, 8 mai, Manifestation annuelle pour le climat...

AXE 3 : PARTENARIATS

- Actions communes avec les ABVV Jongeren, les Jeunes CSC, les Jong ACV et la Fédération des Étudiants Francophones. Rédaction d'un mémorandum commun en vue des élections de 2024 et participation active et régulière au front commun « Jeunesse Unie ».
- Soutien aux comités antifascistes locaux, en réponse à la montée de l'extrême droite.
- Partenariat avec la Coordination Antifasciste de Belgique (CAB).

- Partenariat avec le Collectief 8 maars.
- Partenariat avec la Coalition 8 mai (local & fédéral)
- Partenariat avec la Coalition Climat
- Partenariat avec le CEPAG, le Comité des Femmes Eliane Vogel-Polsky, la CCB, la Commission Intérim de la FGTB..
- Partenariat avec la CNAPD (les Jeunes FGTB sont membre de l'Assemblée générale et de l'Organe d'administration).
- Partenariat avec la plateforme « AchACT » (« Vêtements propres ») qui travaille sur les conditions de production et de travail dans la fast fashion, l'impact environnemental, etc.

AXE 4 : INTERNATIONAL

Instances, rencontres et échanges internationaux :

- La participation des Jeunes FGTB au Comité Jeunes de la Confédération Européenne des Syndicats permet le suivi des enjeux syndicaux européens et des luttes qui peuvent en émerger.
- Rencontre internationale au Maroc avec des militantes et militants syndicaux marocains, durant laquelle un focus a été mis sur la sensibilisation aux questions de coopération internationale.
- Les militants de l'USE organisent régulièrement des rencontres et échanges internationaux avec des syndicats étudiants partenaires en France (Solidaires étudiants, Projet « Balais en lutte ») et en Suisse (SUD étudiants et précaires). Ces projets visent à tisser des liens permettant une action syndicale commune, notamment autour des politiques européennes.

Partenariat IFSI :

- La collaboration avec l'Institut de Formation Syndicale Internationale (IFSI) a permis de travailler sur le volet « Jeunes » destiné à l'Amérique andine, avec les Jeunes CSA (régionale américaine de la Confédération Syndicale Internationale), les Jeunes CUT-Colombie (Centrale Unitaire des Travailleurs) et les ABVV Jongeren.
 - Suivi de l'actualité internationale sur les thématiques des droits humains, des droits démocratiques, des libertés syndicales et d'organisation, du droit du travail, d'égalité de genre, du travail étudiant et d'économie de plateforme.
 - Invitation de jeunes représentants à participer aux Camps Jeunes FGTB.

AXE 5 : ÉCOLE SYNDICALE, FORMATION ET ANIMATION

École syndicale :

- L'objectif est de former les jeunes militantes et militants à l'engagement associatif syndical et de devenir une véritable école du syndicalisme pour les jeunes générations.
- Proposition, sous forme d'un cycle ou de formations régulières : des conférences, des débats, etc.
 - Formation, politique et technique, sur la réforme du décret paysage
 - Formation, politique et technique, sur les jobs étudiants
 - Visite guidée autour du thème des ultra-riches
 - Syndicalisme et antiracisme : comment penser l'action syndicale dans une dynamique antiraciste
 - Atelier banderole
 - Cycle de formations sur le marxisme
 - Ciné-débats : féminisme, syndicalisme, Palestine..

Formation des animateurs et animatrices :

- La formation des animateurs et animatrices des Jeunes FGTB est essentielle afin de répondre aux attentes des militantes et militants mais également développer des activités et supports de qualité. Les formations se font dans une dynamique d'éducation permanente.

Animation pour et dans les écoles :

- « Fin d'école ? Faim d'emploi ! »
- « Sexisme ordinaire »
- « Comment lutter contre l'extrême droite »
- « TOR »
- « Égalité des genres »
- « Qu'est-ce qu'un syndicat ? »
- « L'IA au service de la recherche d'emploi »
- Animation sur les conditions de travail et de vie des personnes migrantes via l'exposition interactive Beldavia
- ...

EN CONCLUSION

L'étendue géographique que touchent les Jeunes FGTB, ainsi que leur capacité d'analyse et de réaction, leur confèrent une certaine expertise dans le secteur jeunesse et dans le paysage socio-économique et politique actuel.

Le nombre de membres actifs aux Jeunes FGTB a augmenté ces dernières années et le service consacré à l'apprentissage a été développé. L'ensemble des membres des Jeunes FGTB – qu'ils soient aux études, en apprentissage, sous contrat de travail ou en recherche d'emploi – peuvent bénéficier de publications, de brochures et de fiches informatives les concernant.

Les Jeunes FGTB ont par ailleurs pu accroître leur visibilité via leur site et leurs réseaux sociaux. Avec plus de 5.000 abonnés, la page Instagram permet de diffuser largement des outils et contenus d'information et de sensibilisation, d'informer des activités organisées, d'interagir et de mettre en débat certains sujets d'actualité, etc.

Enfin, l'Assemblée Générale et l'Assemblée Militante se sont considérablement développées. Aujourd'hui, une cinquantaine de jeunes prennent activement part à l'élaboration des revendications et des actions des Jeunes FGTB. C'est un lieu de rencontre et d'échanges précieux pour les membres, militantes et militants, et les travailleurs et travailleuses.

LES COMMISSIONS DE LA FGTB WALLONNE

LA COMMISSION WALLONNE DES PENSIONNÉS & PRÉPENSIONNÉS

La Commission wallonne des pensionné-es et prépensionné-es (CWP&Pp) analyse les questions liées à la place occupée par les aînées et aînés dans la société. Elle développe un travail de réflexion qui appuie des démarches de revendications et d'actions. À travers les thématiques abordées, la Commission s'est engagée à défendre une société qui unisse, par la solidarité, les différentes générations et qui préconise une pleine intégration sociale et politique des aînées et aînés.

La CWP&Pp est composée de 55 militantes et militants, pensionné-e-s ou prépensionné-e-s, dont 27 représentantes et représentants des Centrales et 28 des Régionales. Ce sont, pour la plupart, d'anciennes et d'anciennes délégués, militantes et militants syndicaux. Les animateurs sont membres à part entière de la Commission.

Se réunissant une fois par mois (sauf en juillet et août), elle a un rôle d'avis, de proposition, d'animation et d'action sur toutes les matières de compétence fédérale, communautaire et wallonne qui concernent les aînées et aînés.

- **Pension - Fin de carrière - Soins de santé - Maison de repos - Accompagnement à domicile - Allocation pour l'aide aux personnes âgées (APA) - Assurance autonomie**

Dans un contexte où une idéologie politique et économique dominante utilise comme prétexte le vieillissement de la population et la recherche continue d'un équilibre budgétaire pour :

- remettre en question la viabilité de la sécurité sociale. Celle-ci coûterait trop cher sous prétexte qu'il y a de moins en moins de travailleuses et travailleurs en activité pour la financer en regard d'un nombre toujours plus grand de pensionnées et pensionnés ;
- retarder l'âge légal de la pension et vider de leur contenu tous les dispositifs permettant de lever le pied avant l'âge légal de la pension (durcissement des conditions d'accès à la pension anticipée et au crédit-temps fin de carrière, et suppression du RCC - anciennement prépension - pour les nouveaux entrants) ;
- justifier les attaques contre les régimes légaux de pension et les périodes assimilées ;
- justifier des économies qui se chiffrent en milliards d'euros pour le financement de l'INAMI, à tel point que se soigner devient un luxe inabordable pour la plupart des pensionnées et pensionnés et, par-là, justifier la marchandisation des soins de santé et du secteur des maisons de repos.

La CWP&Pp revendique, a contrario :

- une politique de pensions axée prioritairement sur le renforcement et la revalorisation de la pension légale par répartition, c'est-à-dire le 1^{er} pilier constitué et organisé au sein de la sécurité sociale. Fondé sur la répartition et à l'abri de la spéculation, il est le seul système pouvant garantir un revenu de remplacement décent à tous les pensionnés et pensionnées ;
- le maintien des trois régimes légaux de pension par répartition (celui des salariées et salariés du secteur privé, celui des indépendantes et indépendants et celui des fonctionnaires) ; pas d'harmonisation vers le bas en détruisant la pension des fonctionnaires !
- une politique de fin de carrière axée sur un vrai projet de sortie en douceur du circuit du travail qui s'accompagne d'une réduction collective du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche compensatoire. Pour la CWP&Pp, une politique de fin de carrière doit d'abord s'appuyer sur une prise en compte des facteurs de pénibilité du travail (en lien avec les services chargés de la prévention et de la protection au travail) et de la prise en compte de l'espérance de vie en bonne santé au lieu de l'espérance de vie à la naissance qui ne prend pas en compte la dureté des conditions de vie et de travail ;
- un meilleur financement de la sécurité sociale et de l'INAMI, et la création de maisons médicales au forfait pour un meilleur remboursement solidarisé des soins de santé, du coût des médicaments et des frais d'hospitalisation ;
- l'instauration d'une assurance autonomie au plan wallon ;
- un rejet de la marchandisation des soins de santé et du secteur des maisons de repos

La Commission défend ses revendications en matière de pension, de fin de carrière et de soins de santé dans les représentations extérieures à la FGTB, au sein :

- de la Fédération européenne des retraités et des personnes âgées (FERPA) qui est l'organisation représentative des travailleuses et travailleurs retraités et des personnes âgées issue de la Confédération européenne des syndicats (CES), fondée en 1993 et où la CWP&Pp dispose d'un mandat effectif et d'un mandat suppléant ;
- des cinq commissions permanentes du Conseil consultatif fédéral des aînés (CCFA), organe fédéral représentatif des aînées et des aînés. La CWP&Pp y est représentée par trois mandats (un effectif et deux suppléants). Les cinq commissions permanentes sont les commissions *Pensions*, *Intégration sociale et lutte contre la pauvreté*, *Égalité des chances*, *Accès aux soins de santé* et *Mobilité* ;

- de la Coordination des associations de seniors (CAS) qui est l'organe consultatif et représentatif des aînées et des aînés au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles. La CWP&Pp y dispose d'un mandat effectif et d'un mandat suppléant ;
- de la Confédération des seniors socialistes (C2S) instaurée au sein du PS et où la CWP&Pp dispose d'un mandat effectif.

- **Brochures, formations et colloques**

En collaboration avec le CEPAG, la CWP&Pp :

- a publié la 3^{ème} édition de la brochure « La Santé est un droit, non une marchandise ! Quels enjeux pour les personnes âgées ? »
- a organisé des formations à destination de (pré)pensionnées et (pré)pré-pensionnés, de permanentes et permanents, déléguées et délégués syndicaux :
 - * Treize séances de formations sur les pensions : deux en 2022, six en 2023, une en 2024 et cinq en 2025.
 - * Quatre formations sur les crédits-temps : deux en 2022, une en 2024 et une en 2025.
 - * Une formation sur la sécurité sociale le 26 avril 2023.
 - * Une présentation de la brochure *La Santé est un droit, non une marchandise ! Quels enjeux pour les personnes âgées ?* aux Conseils consultatifs communaux des aînés de Verviers le 24 mai 2023.
- a organisé des colloques à destination de (pré)pensionnées et (pré)pré-pensionnés, de permanentes et permanents, déléguées et délégués syndicaux, ainsi que des organismes d'éducation permanente et associations :
 - * *Quels logements pour les personnes âgées* (Cycle CEPAG sur le logement - 17 mai 2022)
 - * *Regards des aînées et aînés sur la marchandisation de la santé* (17 novembre 2022)
 - * *Les Conseils consultatifs communaux des aînés* (7 novembre 2023)
 - * *Maison de repos : à quand un modèle adapté aux besoins des personnes âgées* (5 novembre 2024)
- a organisé une journée de réflexion sur les droits dérivés en matière de pension et la dimension ménage pour les salariées et salariés du privé (30 novembre 2022) ;
- a participé aux actions de la FGTB, avec les Jeunes FGTB, contre la suppression du ticket Seniors et Jeunes de la SNCB le 13 mai 2024 dans les gares de Belgique, et devant le siège de la SNCB le 13 décembre 2024.

LA COMMISSION WALLONNE DES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI

Si des commissions de Travailleuses et travailleurs sans emploi (TSE) se réunissent régulièrement dans certaines Régionales, la dynamique wallonne s'est essouffée à partir de 2023. Néanmoins, la FGTB wallonne a continué à se mobiliser sur les questions relatives au non-emploi, aux politiques sociales et à leurs effets, à la précarisation grandissante subie par de plus en plus d'allocataires sociaux... La défense des personnes privées d'emploi reste une priorité et leur parole est cœur de nos réflexions.

Pour ce faire, des actions d'information et de sensibilisation, aussi à destination des travailleuses et travailleurs avec emploi, ont été organisées aux plans local, régional et wallon. Il en va de même pour les liens avec le monde associatif, comme le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, qui se sont renforcés.

En 2024, après une campagne électorale durant laquelle les personnes privées d'emploi ont été présentés comme les responsables de tous les maux de la société, la limitation dans le temps des allocations de chômage a constitué le trophée du gouvernement Arizona et de son ministre de l'Emploi, le libéral David Clarinval.

La FGTB wallonne a multiplié les informations et communications pour déconstruire, pendant la campagne électorale et après, les idées reçues à l'égard des chômeuses et chômeurs. Pour cela, en 2024, la campagne *Défendre le chômage, c'est défendre l'emploi* du CEPAG a été un outil de sensibilisation majeur.

Face au couperet de la limitation dans le temps des allocations de chômage, une dynamique de Commission wallonne a été relancée et s'est concrétisée dès 2025.

- **Colloques en collaboration avec le CEPAG**

- 15 juin 2023 : Défaites vos idées toutes faites sur le chômage
- 15 mai & 27 novembre 2025 : Démantèlement de l'assurance-chômage, faisons le point.
- 20 juin 2025 : Fédéral : les chômeurs dans le viseur

- **Interventions extérieures**

- Diverses interventions extérieures ont eu lieu sur la limitation dans le temps des allocations de chômage, sur les idées reçues à l'encontre des personnes privées d'emploi mais aussi sur les politiques prises à l'encontre de l'ensemble des allocataires sociaux...
- Dans le cadre de ces campagnes de sensibilisation et de lutte, un dossier de presse démontrant l'inexactitude des stéréotypes colportés sur les chômeuses et chômeurs ainsi que l'inefficacité des mesures répressives à leur égard a été largement diffusé en 2023.
- En juin 2025, en collaboration avec le CEPAG et la FGTB Bruxelles, la FGTB wallonne a rendu publiques les projections des futures exclusions causées par la limitation des allocations de chômage et d'insertion. Ces chiffres, ventilés par Régions et communes, ont permis de mettre en avant le caractère profondément inégalitaire de cette mesure, qui touche en effet davantage les Régions et communes déjà les plus défavorisées.

LA COMMISSION WALLONNE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

COMPOSITION ET ANCRAGE SYNDICAL

Sur la période 2022-2025, la Commission wallonne des travailleurs immigrés (CWTI) a continué à rassembler des travailleuses et travailleurs avec ou sans papiers, des animateurs et animatrices des régionales du CEPAG et de Promotion et Culture, des déléguées et délégués syndicaux, des associations engagées dans la défense des droits des personnes étrangères ainsi que divers collectifs locaux.

La Commission constitue le cœur de l'action syndicale en matière de migration, articulant travail de terrain, analyse politique et mobilisation collective. Elle joue un rôle actif dans la présence syndicale au sein de nombreux organes consultatifs, tels que le Conseil Wallon de Lutte contre le Racisme et le Conseil consultatif fédéral pour l'occupation de ressortissants étrangers.

Elle alimente également les actions et travaux du CIRé (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Étrangers), du groupe de travail *Justice migratoire* du Centre National de la Coopération au Développement, ou encore du groupe de travail *Régularisation* du Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes Subsahariennes.

TRAVAIL DE TERRAIN RENFORCÉ

La CWTI a poursuivi son travail de terrain en Wallonie par :

- L'organisation des groupes de travail thématique et coordinations pour maintenir un espace d'analyse et d'action collective.
- L'accompagnement des collectifs de personnes sanspapiers.
- La défense des travailleuses et travailleurs précaires exposés aux abus et à l'exploitation.

- La participation à la coordination (en lien avec les réseaux associatifs et syndicaux) des plates-formes *In my name* et *We are Belgium too*, pour répondre aux politiques de plus en plus restrictives en matière d'immigration et d'asile.

ACTIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES

SUIVI DES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE MIGRATOIRE

La CWTI a suivi de près la réforme entrée en vigueur le 1er septembre 2024, concernant la migration économique salariée. Cette réforme modifiait en effet les conditions d'accès au permis unique, les critères de pénurie de main-d'œuvre, les obligations de l'employeur ainsi que les procédures d'admission au travail pour les ressortissants de pays tiers.

Ces changements ayant des effets directs sur les travailleuses et travailleurs migrants, notamment en matière de dépendance à l'employeur, d'accès aux droits et de vulnérabilité, la CWTI en a fait un axe majeur de monitoring syndical, en lien avec les équipes juridiques des régionales.

LUTTE CONTRE LE DUMPING SOCIAL

Le dumping social est un mécanisme dégradant les droits de l'ensemble du monde du travail et exacerbant la mise en concurrence entre Belges et personnes migrantes.

La CWTI agit dans ce cadre par la documentation des abus, l'accompagnement de travailleurs et travailleuses victimes d'exploitations, des actions de sensibilisation et d'interpellation politique ainsi que par la collaboration avec les Centrales professionnelles pour faire remonter les cas d'abus et garantir l'égalité salariale.

DIMENSION FORMATION : L'ÉCOLE DES SOLIDARITÉS, UNE ÉCOLE EN EXPANSION

L'École des solidarités (EDS) a connu un essor considérable entre 2022 et 2025. Active dans plusieurs régionales (Charleroi, Liège, Mons, Namur), elle est devenue un pilier essentiel de la formation critique et de l'action collective.

L'EDS a renforcé ses activités autour du triptyque : Savoir – Pouvoir – Agir, permettant aux travailleurs et travailleuses, ainsi qu'aux militantes et militants, de comprendre les rapports sociaux, d'analyser les crises, et de construire des pratiques de lutte.

DIMENSION CULTURELLE ET SENSIBILISATION

LA QUINZAINE DES MIGRATIONS

En 2024, la CWTI et le CEPAG ont inauguré une initiative inédite : la Quinzaine des migrations, organisée à partir du 2 décembre 2024. Il s'agit d'un cycle d'activités destinées à informer, alerter et conscientiser le public aux réalités migratoires et aux conditions vécues par les personnes avec ou sans papiers. Cette Quinzaine des Migrations est organisée autour de différentes activités : conférences-débats, exposition, colloque...

Cette Quinzaine a renforcé la visibilité de la FGTB wallonne sur les enjeux migratoires et a permis de rassembler militantes et militants, académiques, associations et travailleuses et travailleurs migrants.

INTERFACE JURIDIQUE

Entre 2022 et 2025, l'interface juridique liée à la CWTI a intensifié ses permanences, notamment en raison des nombreuses situations d'exploitation liées au travail au noir, des changements législatifs de 2024 et de la nécessité d'accompagner individuellement les travailleurs et travailleuses en situation complexe.

Cette offre reste structurée en partenariat avec les régionales de la FGTB wallonne et les associations partenaires.

LES SERVICES DE LA FGTB WALLONNE

LE SERVICE D'ÉTUDES

Le service d'études est composé de trois départements : Emploi - Formation, Santé - Action sociale et Économie. Il est chargé du suivi de l'actualité de ces matières, des projets politiques en la matière et se charge de la rédaction de notes d'analyse et de textes politiques (notes au Bureau wallon, Orientations de Congrès, mémorandums, courriers d'interpellation..) qui sont soumis aux instances de la FGTB wallonne en vue de préparer ses positions, réactions et actions.

- **Santé et action sociale**

Des conseillers et conseillères suivent plus particulièrement les dossiers spécifiques liés aux matières Santé et Action sociale en participant à l'élaboration d'avis sur les politiques régionales et communautaires sur des thèmes aussi variés que la prévention, les allocations familiales, l'aide aux personnes ou les politiques d'intégration. Ils siègent également dans des organismes d'intérêt public comme l'AViQ ou l'ONE.

- **Emploi/formation**

Les membres du service d'études en charge des dossiers Emploi et Formation traitent de nombreuses thématiques : insertion socioprofessionnelle, politiques de soutien à l'emploi, incitants à la formation, contrôle de la disponibilité des demandeurs et demandeuses d'emploi ou encore l'alternance. Ils élaborent et défendent les positions de la FGTB wallonne, à l'instar de leurs collègues des autres départements au sein du Conseil Économique, Social et Environnemental de Wallonie.

- **Économie**

Les conseillères et conseillers chargés des matières économiques examinent des dossiers tels que l'élaboration des budgets des entités fédérées, la thématique très large de la fiscalité, la loi spéciale de financement, la politique industrielle et la relance économique, l'économie bas carbone, les pôles de compétitivité ou encore les marchés publics.

PROPAGE-S

Propage-s est l'agence-conseil en économie sociale créée par la FGTB wallonne et agréée depuis le 1^{er} janvier 2009 par la Région wallonne.

Ses missions consistent à conseiller et accompagner des projets d'économie sociale dans les domaines suivants : financier, juridique, comptabilité, gestion de projet, gouvernance, communication et marketing.

Il s'agit de projets et d'entreprises, essentiellement des associations sans but lucratif et des sociétés coopératives, qui développent une activité économique et dont l'objectif premier n'est pas la rémunération du capital mais bien une gestion plus démocratique, une pérennisation de l'emploi et une juste redistribution des richesses produites. Les termes « *Économie sociale* » ne renvoient pas exclusivement à du travail social ou d'insertion socioprofessionnelle mais bien à une économie à finalité collective.

La résurgence du mouvement coopératif et de l'économie de la collaboration fait affleurer nombre de projets ayant une base collective, c'est-à-dire portés par des groupes de personnes qui souhaitent

inscrire dans leur projet d'activité économique une dimension collective. S'il convient d'accompagner ce mouvement qui est indéniablement en marche, il est aussi crucial de le stimuler dans des secteurs et territoires où il a plus de mal à émerger.

Au cours de ces dernières années, Propage-s a notamment conseillé et accompagné différentes structures au sein de l'écosystème de la FGTB wallonne, principalement sur les aspects juridiques et financiers (mise en conformité de statuts, conventions, plans financiers...).

Dans les années qui viennent, Propage-s entend :

- Continuer à stimuler et accompagner des projets d'économie sociale et coopérative – à la fois à travers leurs porteuses et porteurs de projets ainsi que de leurs travailleuses et travailleurs ;
- soutenir les actions et entreprises relevant des divers dispositifs wallons de soutien à l'économie sociale ;
- accentuer ses partenariats avec le CEPAG, les mouvements représentatifs de l'économie sociale, les outils de financement, les autres agences-conseils et ce, en vue d'œuvrer à l'émergence d'un mouvement coopératif fort ;
- accentuer ses actions de formations et d'accompagnement de porteuses et porteurs de projets d'entreprises d'économie sociale, tout en maintenant une sensibilité syndicale.

L'ENVIRONNEMENT ET LA MOBILITÉ

RÉSEAU INTERSYNDICAL DE SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT (RISE)

Créé en 1996 et soutenu par la Région wallonne, le Réseau Intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement (RISE) rassemble la FGTB wallonne et la CSC. La CGSLB wallonne est intégrée dans la même convention-cadre sous la dénomination PREPART.

RISE poursuit trois missions principales :

- Sensibiliser les travailleurs, travailleuses ainsi que leurs représentantes et représentants à l'environnement ;
 - Stimuler la concertation sociale en environnement dans les entreprises ;
 - Renforcer la capacité d'intervention des déléguées et délégués sur les questions environnementales.
- **Thématiques abordées**

RISE est le seul acteur qui s'adresse aux travailleuses, travailleurs, ainsi qu'à leurs représentantes et représentants au sein de l'entreprise sur les questions environnementales. L'approche syndicale des questions d'environnement se fonde sur la conviction selon laquelle la transition écologique ne peut réussir que si elle est basée sur la justice sociale et sur le concept de transition juste.

Pour reprendre la définition de la Confédération Internationale des Syndicats (CSI) : « *Une transition juste assure l'avenir et la subsistance des travailleurs et travailleuses et de leurs communautés lors de la transition vers une économie à faible émission de carbone. Elle repose sur le dialogue social entre les travailleurs et travailleuses et leurs syndicats, les employeurs et le gouvernement et sur la consultation des communautés et de la société civile. Un plan pour une transition juste prévoit et garantit des emplois meilleurs et décents, davantage de possibilités de formation et une plus grande sécurité d'emploi pour tous les travailleurs et travailleuses affectés par les politiques en matière de réchauffement global et de changement climatique.* »

La décarbonation de l'économie n'est cependant pas le seul enjeu. Parmi les neuf limites planétaires au-delà desquelles les équilibres naturels pourraient basculer et mettre en péril les conditions de vie de l'humanité, sept ont déjà été dépassées.

Au cours de la période, RISE s'est attaché à analyser dans une optique syndicale les politiques publiques mises en place en matière d'énergie, de climat et d'environnement, leur adéquation avec l'objectif de la transition juste et à formuler des propositions et des revendications.

Il faut noter la victoire obtenue dans le cadre de la mise en place des Conventions et des Communautés Carbone qui ont remplacé depuis 2024 les accords de branche.

Grâce à la pression syndicale, l'information des déléguées et délégués des entreprises contractantes est désormais obligatoire, notamment sur l'impact des projets menés sur l'emploi et les besoins de formation. Les organisations syndicales siègent en outre dans le Comité stratégique du nouveau dispositif.

RISE s'est également concentré sur la promotion des actions possibles en entreprise dans le cadre de la concertation sociale sur toute une série de thématiques : énergie, climat, économie circulaire, alimentation durable, produits dangereux (notamment les perturbateurs endocriniens), déchets, impact du numérique, eau, bruit, santé environnementale, biodiversité... L'objectif est d'outiller les déléguées et délégués tant sur le plan de la vulgarisation scientifique que sur le plan de la connaissance de la législation et des stratégies syndicales à mettre en œuvre, afin de faire avancer leurs projets via l'appui individuel aux déléguées et délégués ou encore par le biais d'interventions en entreprise (midis de l'environnement, animations en entreprise...).

- **Formations**

RISE a dispensé 124,5 jours de formation : formations interprofessionnelles des déléguées et délégués syndicaux, intervention dans les programmes de formation des Centrales professionnelles et des Régionales du CEPAG, formations pour les groupes spécifiques, les cellules de reconversion et le projet CODDI (Formation aux métiers du numérique et à l'économie circulaire), formations externes (Fondation André Renard, Institut Éco-Conseil).

RISE intervient également chaque année dans le cadre d'un cycle d'animations développé en collaboration avec le CEPRé et destiné aux militantes et militants de la Régionale.

- **Réseau de déléguées et délégués**

Depuis 2013, un réseau de déléguées et délégués actifs sur les questions d'environnement et de mobilité dans leur entreprise a été mis en place, conjointement avec la Cellule Mobilité. Vingt réunions ont eu lieu ces quatre dernières années.

Les objectifs poursuivis sont l'échange de bonnes pratiques, l'acquisition de compétences et la création d'un espace de discussion plus large que celui de l'entreprise permettant de renforcer l'action des déléguées et délégués grâce au soutien du groupe et de la Cellule RISE.

Ce réseau comprend aujourd'hui plus de 30 déléguées et délégués issus d'entreprises et secteurs différents : grande distribution, secteur public, énergie, banque, alimentation, certification, chimie, automobile, édition, entreprise de travail adapté, centre d'appel, TIC, commerce, agroalimentaire, construction...

- **Communication et publications**

Un nouveau site RISE a été développé en 2024, plus convivial, plus ergonomique, plus interactif, ainsi qu'un nouveau logo. Le site www.rise.be reprend toute l'actualité de RISE : articles, outils pédagogiques, brochures et fiches didactiques, lettres d'information, formations, événements et outils multimédias.

Entre 2022 et 2025, une brochure, 4 nouvelles fiches, 108 articles et actualités, 14 lettres d'information ont été publiés sur le site RISE.

Dans le cadre du CEPAG, RISE organise chaque année deux séminaires d'actualité et propose sur la base des interventions qui y ont lieu la publication de notes de réflexion et d'analyse.

Depuis 2020, RISE dispose d'une page Facebook et, depuis 2025, d'une page LinkedIn. Le Réseau peut y relayer ses actualités, ainsi que celles d'autres organisations travaillant sur des thématiques similaires.

RISE est également intervenu lors de différents événements organisés par d'autres acteurs, comme le festival de ciné-débat *Projection Transition* organisé par *The Shifters* en 2022 ou le séminaire consacré au paradoxe énergétique wallon et au développement éolien organisé par le CESE Wallonie, le 7 novembre 2025.

• Création d'outils pédagogiques

Entre 2022 et 2025, RISE a développé quatre outils pédagogiques :

- Un outil de formation sur l'économie circulaire en collaboration avec le projet CODDI (Formation aux métiers du numérique et à l'économie circulaire) ;
- un *escape game* sur les produits dangereux, adapté à différents types de publics ;
- un *escape game* sur l'impact des modes de production et de consommation sur la biodiversité, en collaboration avec les étudiantes et étudiants de l'ULB-IGEAT (Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire) ;
- Le jeu RISE, conçu pour initier aux problématiques environnementales en entreprise et leurs liens avec le travail syndical, a été réactualisé.

• Projets

RISE a également collaboré à différents projets menés par plusieurs partenaires associatifs, académiques et institutionnels. Parmi ceux-ci, on peut citer à titre d'exemple :

- La participation à l'appel à projets interdisciplinaire de l'ULB-IGEAT pour des projets environnementaux à réaliser par les étudiantes et étudiants de dernière année du master en sciences et gestion de l'environnement ;
- Le développement de projets de collaboration avec le mouvement *The Shifters* ;
- La participation au jury de l'appel à projets *Biodiversité Entreprises* lancé en 2024 par la Wallonie ;
- La participation au comité de suivi du projet de recherche universitaire LAMARTRA qui s'est intéressé aux liens entre les processus de transition vers la décarbonisation et le travail et l'emploi.

LA CELLULE MOBILITÉ

Depuis sa création en 2002, la Cellule Mobilité du CEPAG a pour objectif de stimuler la concertation sociale sur la thématique de la mobilité durable — en particulier sur les déplacements domicile-travail — et de renforcer la capacité d'intervention des déléguées et délégués dans les entreprises sur les questions de mobilité.

Les enjeux de mobilité demeurent majeurs. Ils sont à la fois sociaux, environnementaux et économiques. L'importance des émissions liées au transport et leur part croissante dans les émissions totales de CO₂ (et donc dans les changements climatiques) font que la mobilité est appelée à évoluer rapidement (sortie des motorisations thermiques, essor de la motorisation électrique, développement des LEZ, MAAS¹⁷, essor du vélo, renforcement des transports publics, etc.). Les changements dans l'organisation du travail (télétravail, flexibilisation des horaires, etc.) impactent également la mobilité des travailleurs et travailleuses au quotidien.

Sur la période 2022-2025, la Cellule Mobilité a intensifié ses activités pour former, informer et soutenir les délégations syndicales sur les questions de mobilité.

Les formations dispensées par la Cellule Mobilité sont désormais, pour la plupart, réalisées conjointement avec RISE, par souci d'économie d'échelle. Au total, ce sont 74 journées de formation qui ont été données sur la période de ce rapport, touchant 1.218 participants.

De la même façon, la Cellule Mobilité intervient conjointement avec RISE au niveau du réseau de déléguées et délégués actifs sur les questions d'environnement et de mobilité (Rézo). 20 réunions ont eu lieu sur ces 4 dernières années.

Sur le plan des publications, la Cellule choisit les thèmes en fonction des besoins sur le terrain et de l'actualité. Sur la période, 7 nouvelles fiches et brochures ont été publiées et 8 ont fait l'objet de mises à jour. 16 lettres d'information « Mobilité » ont été envoyées à près d'un millier de personnes. 34 articles sont parus dans la presse syndicale et 114 posts ont été publiés sur la page Facebook de la Cellule Mobilité (facebook.com/Cellulemobilite). Le site RISE (www.rise.be), dont le lay-out a été entièrement remanié, est régulièrement alimenté sur les questions de mobilité (74 actualités et articles de fond en 4 ans) et regroupe l'ensemble des publications sur le sujet.

Au niveau des actions en entreprise, les activités de la Cellule dans le cadre de la Semaine de la mobilité (SMOB), organisée chaque année en Wallonie du 16 au 22 septembre, se sont amplifiées. Depuis 2018, un Défi Mobilité à destination des représentantes et représentants du personnel a été mis en place durant la SMOB afin de stimuler les actions de sensibilisation en matière de mobilité durable. Sur les 4 dernières années, 51 projets de délégations FGTB ont été menés dans ce cadre. Par ailleurs, la Cellule de mobilité continue à soutenir les démarches et collaborations dans le cadre de l'élaboration de plans de mobilité de zones d'activité (PMZA), malgré l'absence de cadre réglementaire et le fait qu'il ne s'agisse clairement pas d'une priorité politique du gouvernement wallon actuel.

Il faut enfin souligner l'importance du travail de fond sur la mobilité réalisé par les délégations dans les entreprises, notamment celles participant au Rézo. Ce travail est soutenu par l'obligation de réaliser tous les 3 ans une enquête sur les déplacements domicile-travail dans les entreprises de plus de 100 travailleurs et travailleuses. Cette enquête permet au Conseil d'entreprise de disposer d'un état des lieux de la mobilité des travailleuses et travailleurs et d'entamer ou de poursuivre les discussions avec l'employeur sur les questions de mobilité.

LES CELLULES DE RECONVERSION

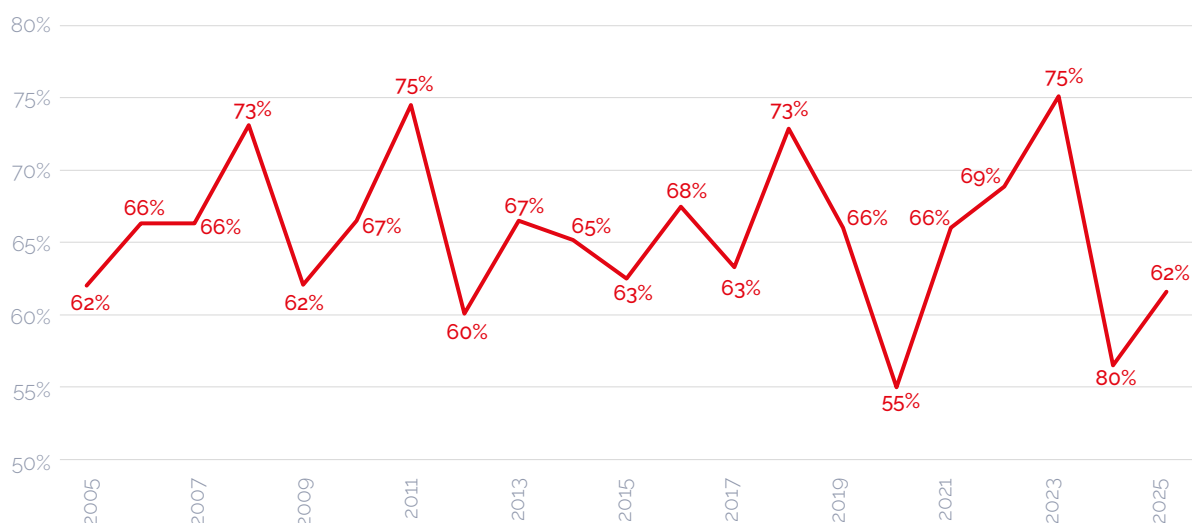
L'arrivée au pouvoir de la droite en Wallonie, en 2024, s'est accompagnée d'une offensive frontale contre les services publics et non-marchand d'emploi et de formation, touchant en particulier plusieurs dispositifs jugés contraires à la rentabilité du secteur de l'intérim. Parmi les cibles du nouveau gouvernement wallon figuraient les Cellules de reconversion. La déclaration de politique régionale en donnait d'ailleurs déjà un aperçu clair.

« Dans le cadre des restructurations d'entreprises, le Gouvernement évaluera le système actuel et, le cas échéant, mettra en place des cellules mixtes en partenariat avec le privé (outplacement) pour la reconversion professionnelle de leurs travailleurs. Les employeurs seront responsabilisés dans ce cadre. »

Bien sûr, toute activité peut être améliorée. En outre, le travail réalisé depuis des décennies par les cellules de reconversion aurait dû permettre de franchir sans difficulté l'étape d'évaluation annoncée par le gouvernement.

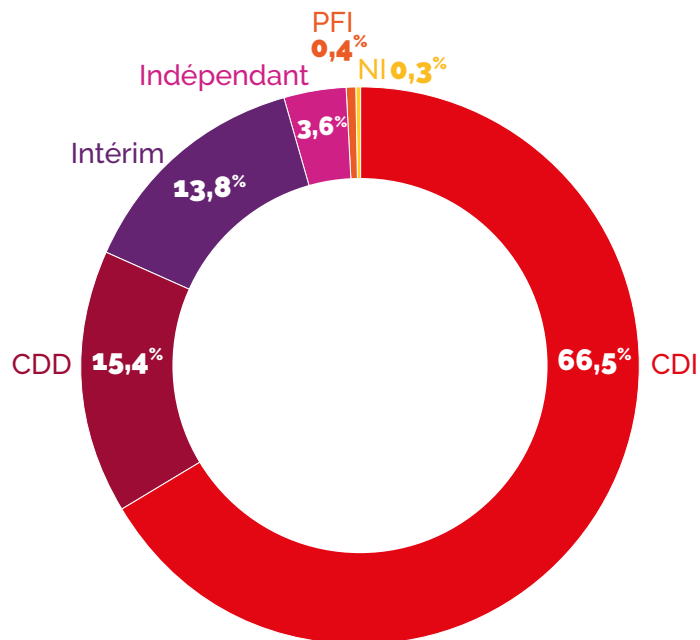
En près de cinquante ans (1977-2026), ces cellules ont en effet accompagné plus de **58.000 travailleuses et travailleurs** issus de plus de **740 entreprises**, avec des **taux d'insertion** dépassant souvent les **60 %** à la fin l'accompagnement. Ces résultats prennent encore plus de relief quand on sait que **61 %** du public a plus de 45 ans, dispose le plus souvent d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur et compte une longue ancienneté dans son entreprise d'origine.

Taux d'insertion à l'emploi 2005-2025



L'un des objectifs centraux des cellules est de favoriser une insertion durable. Là encore, le pari est tenu : entre 2022 et 2025, 66,5 % des travailleuses et travailleurs accompagnés ont retrouvé un emploi à durée indéterminée, alors que parmi les offres d'emploi diffusées par le FOREM, à peine 30 % concernent un contrat CDI.

Nature de l'insertion à l'emploi (2022-2025)



PFI = Plan Formation Insertion - NI = Non identifié

Le dispositif met également l'accent sur la qualité de la réinsertion en soutenant les projets professionnels individuels. Chaque année, environ **30 %** des participantes et participants choisissent de suivre une formation ou de reprendre des études, dans plus de **250 domaines** différents relevant souvent de 17 secteurs d'avenir.

Forts de tels résultats, le dispositif des cellules de reconversion abordait sereinement le processus d'évaluation promis par le gouvernement wallon. Mais le verdict s'est révélé plus idéologique que rationnel. Au lieu d'une analyse rigoureuse, les cellules ont été la cible de critiques sans fondement : « *inefficaces, coûteuses, déresponsabilisantes pour les entreprises* ». Le véritable objectif semblait clair : ouvrir le marché à des sociétés privées d'outplacement, au détriment d'un service public performant.

En avril 2025, le ministre de l'Emploi annonçait ainsi son intention d'abolir le modèle wallon des cellules de reconversion au profit d'un système confié aux opérateurs marchands. Après une mobilisation soutenue du front syndical, un dialogue a pu s'établir avec le cabinet du ministre de l'Emploi et une porte s'est entrouverte à la concertation.

Si le modèle initial n'a pu être sauvé, il a néanmoins inspiré la création d'un nouveau dispositif : le Plan d'accompagnement anticipé. Celui-ci permettra d'intervenir en amont du licenciement, au sein même de l'entreprise, et de poursuivre l'accompagnement jusqu'à six mois après le dernier départ. Il offrira un soutien administratif, une orientation vers la formation, la diffusion d'offres d'emploi et des séances d'information sur la législation sociale.

COUP DE BOOST

Coup de Boost est un dispositif d'accompagnement visant l'insertion socioprofessionnelle à destination des demandeuses et demandeurs d'emploi âgés de 18 à 29 ans et éloignés de l'emploi. Il a été mis en

place dans le cadre d'un partenariat entre le CEPAG pour la FGTB wallonne, le Forem et Réso pour la CSC, sur base du modèle des cellules de reconversion. Le public accompagné est composé de jeunes dits NEETs (en décrochage du marché de l'emploi, de l'enseignement et de la formation), qui ont dès lors un faible niveau de qualification et/ou une période d'inactivité de longue durée et/ou connaissent des problématiques psycho-sociales qui freinent leur insertion socioprofessionnelle. L'accompagnement dure 6 mois, renouvelable 3 mois maximum.

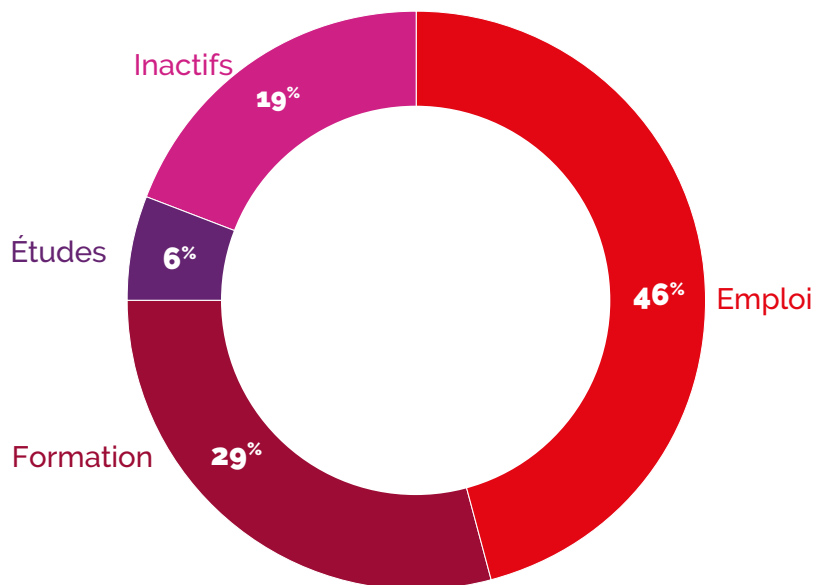
Dans le cadre d'une dynamique reposant essentiellement sur le collectif, Coup de Boost permet d'accompagner chaque jeune dans son orientation professionnelle et de définir avec elle/lui son projet professionnel. Outre la transmission d'outils utiles à la recherche d'emploi, qui est une compétence des conseillers Forem au sein de Coup de Boost, les accompagnatrices et accompagnateurs sociaux du CEPAG et de Réso participent à la levée des freins sociaux pouvant ralentir, voire bloquer, le processus d'insertion à l'emploi. Ces membres du CEPAG et de Réso informent les jeunes sur leurs droits et obligations prioritairement en matière de chômage, droit du travail, etc. Dans une perspective d'éducation permanente, ils réalisent des animations sur divers enjeux sociétaux actuels en lien avec le marché du travail et de l'emploi (sécurité sociale, discriminations, métiers en pénurie, ubérisation, etc.) afin de favoriser le débat, la prise de conscience et de nourrir l'esprit critique.

Pour rappel, Coup de Boost a vu le jour en 2016 à Charleroi et à Mons dans le cadre d'un subside européen (Fonds européen d'ajustement à la mondialisation) et s'est étendu à Namur, Liège ainsi que dans la Province du Luxembourg grâce à un subside du Fonds social européen (FSE) dans le cadre de l'Initiative européenne pour la jeunesse (IEJ 2). Au vu de la dimension non-structurelle de ces subsides, leur existence était régulièrement mise en danger ne permettant pas une continuité de l'accompagnement. Au vu des résultats jugés positifs qui étaient à l'époque de 70% de sorties positives dans l'année de la fin de l'accompagnement, la coalition PS-MR-Ecolo a décidé de soutenir le développement de Coup de Boost en vue de le pérenniser dans le cadre du Plan de Relance wallon (fin 2021-2024). Coup de Boost est alors passé à 10 plateformes auxquelles deux autres sont venues s'ajouter via un subside FSE+ (2023 jusque fin 2025 avec reconduction possible de 2 ans) en visant des territoires non encore couverts à savoir Couvin et Marche-en-Famenne. Actuellement, Coup de Boost compte donc 12 plateformes. Cette expansion a considérablement augmenté le nombre de jeunes accompagnés en cours d'année. En 2025, près de 1.000 jeunes étaient accompagnés par les équipes de Coup de Boost.



Les résultats sont positifs. Malgré qu'il s'agisse d'un public éloigné de l'emploi, 81% des jeunes sont à l'emploi, en formation et/ou en reprise d'études dans l'année de leur accompagnement Coup de Boost (statistiques CDB – période du Plan de relance wallon). Plus de 80% des jeunes ne sont donc plus repris parmi la catégorie NEETs après CDB.

Situation des jeunes 12 mois après l'accompagnement



Suite à la clôture des subsides Plan de relance wallon fin 2025 et grâce à l'atteinte des objectifs fixés, le dispositif comprenant 10 plateformes a été pérennisé par le biais de l'adoption du Décret wallon du 29 avril 2024 portant des mesures diverses en matière d'emploi. Malgré cette apparente pérennisation, le dispositif est constamment évalué (rapports d'activités annuels) et nous restons très attentifs aux signaux politiques car le dispositif a déjà été mis à critiqué, notamment via publications de certains députés de la majorité actuelle et ce, sans fondement.

En ce qui concerne les deux plateformes subventionnées par le FSE+ (Couvin et Marche-en-Famenne), elles devront fermer leurs portes le 31 décembre 2026, faute de reconduction des subsides.

LA CELLULE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

La Cellule de lutte contre les discriminations (CLCD) a été mise sur pied par la FGTB wallonne et le CEPAG en septembre 2008. Son objectif est de promouvoir l'égalité dans le domaine de l'emploi et de la formation, que ce soit à l'embauche ou tout au long de la relation de travail.

Dans la pratique, l'équipe de la CLCD intervient essentiellement auprès des affiliées et affiliés qui signalent une discrimination via le formulaire de contact de la FGTB ou directement auprès de nos services. Entre 2022 et 2025, ce sont plus de 500 situations problématiques individuelles et collectives que la CLCD a eu à analyser et à traiter. Ce travail important est assuré en collaboration avec les Centrales professionnelles concernées. La Cellule dispose également, en tant qu'organisme relais pour la FGTB wallonne, du précieux protocole de collaboration établi entre la FGTB et Unia, organisme public compétent en matière de discrimination, mais également de contacts privilégiés avec l'IEFH (Institut pour l'égalité des femmes et des hommes).

La CLCD intervient également, à la demande des Centrales, auprès des délégations syndicales, en leur proposant des formations et un accompagnement à la mise en place de plans d'action visant à lutter contre les discriminations dans leur entreprise. Ces formations peuvent s'articuler autour des questions de discrimination en général ou à partir d'une thématique spécifique comme le refus d'aménagement

raisonnable, la réintégration des malades de longue durée en lien avec l'état de santé et le handicap... Une formation sur les discriminations qui met en garde contre les dangers de l'extrême droite, concernant les questions du genre, de l'orientation sexuelle, de l'égalité homme/femme, la conviction syndicale, etc.

Ces dernières années ont été marquées par une nette augmentation des signalements. Si ce phénomène est sans doute en partie lié à la promotion qui a été faite autour des services de la CLCD, on doit aussi le mettre en relation avec les politiques de droite décomplexées, la chasse aux malades et aux sans emploi ainsi qu'avec une décomplexion et la banalisation des paroles racistes et misogynes. En 2025, les signalements se sont par exemple répartis comme suit : état de santé 38%, handicap 17%, origine nationale ou ethnique 16%, sexe/genre 8%, conviction syndicale 6%, convictions religieuses ou philosophiques et caractéristique physique 4%, âge 3%, condition sociale, état civil, fortune et orientation sexuelle 1%.

La pratique de terrain de la CLCD, ainsi que les échanges avec plusieurs partenaires, indiquent qu'au-delà des situations individuelles, des discriminations structurelles manifestes persistent. Elles sont dommageables pour les personnes qui en sont victimes et dangereuses pour la cohésion de la société.

Face à ces constats, le combat pour l'égalité des droits doit guider la poursuite des actions de la CLCD sur plusieurs plans :

- sur le plan individuel, en permettant aux travailleuses et travailleurs avec ou sans emploi, victimes de discrimination, d'oser reconnaître le préjudice subi et les inviter à y réagir ;
- au niveau collectif, en travaillant sur les aspects préventifs, en formant et accompagnant les déléguées et délégués syndicaux (et d'autres intervenants) afin qu'ils agissent dans leur entreprise et puissent obtenir un recrutement et des conditions de travail neutres et non discriminatoires ;
- sur le plan juridique et politique, en mettant en lumière les dysfonctionnements systémiques du marché de l'emploi dont sont victimes les travailleuses et travailleurs porteurs d'un « stigmaté ». Ceci en dénonçant publiquement les pratiques discriminatoires, en faisant évoluer la jurisprudence en matière de traitement des cas de discrimination et en militant pour la mise en place de véritables sanctions à l'égard des employeurs discriminants.

• Formations et sensibilisation

La prévention est également un des volets d'action principaux de la CLCD. C'est dans ce cadre qu'elle a organisé en partenariat avec Unia, une formation à destination des déléguées et délégués intitulée *Une politique de diversité, équité et inclusion dans mon entreprise : pourquoi et comment ?*.

La CLCD dispense par ailleurs des formations à des travailleuses et travailleurs avec et sans emploi - notamment dans le cadre des Cellules de reconversion -, des jeunes NEETS du projet Coup de Boost ainsi que des travailleuses et travailleurs éloignés de l'emploi, notamment dans le cadre des missions régionales (MIRE) et de la réinsertion professionnelle via le dispositif "Article 60", afin de mieux les armer dans leur recherche de formation et d'emploi face à de potentielles discriminations.

L'équipe de la CLCD forme également depuis 2017 tout type de public dans le cadre de la formation *Penser & Agir* que ce soit sur les discriminations en général ou sur la question plus spécifique des personnes LGBTQIA+.

La CLCD a également créé un jeu pédagogique sur les discriminations « Discrimin'à tort », en partenariat avec CODDI (Formation aux métiers du numérique et à l'économie circulaire). Destiné à des publics plus jeunes comme celui des NEETS, il a dans un premier temps été testé avec un groupe de travail de la CLCD et est maintenant utilisé lors des séances d'animation collective Coup de Boost avec un franc succès.

La CLCD a également produit des notes d'analyse disponibles sur le site du CEPAG et de la FGTB wallonne : elles informent et alimentent la réflexion au sein de ces structures et vers l'extérieur, souvent à partir du travail de terrain. La Cellule continue également de produire des outils utiles aux déléguées et délégués ainsi qu'aux affiliées et affiliés en éditant des brochures et en mettant à jour les brochures existantes.

Enfin, en vue de développer encore la visibilité et l'accessibilité des services proposés par la CLCD, un article de presse a été rédigé par un journaliste de *Sudinfo* après une entrevue avec les membres de l'équipe.

- **La lutte contre l'homophobie et la transphobie au travail**

Contrairement aux idées reçues, les discriminations sur base de l'orientation affective, sexuelle et du genre sont de plus en plus présentes dans les entreprises. La CLCD, accompagnée de déléguées et délégués investis au sein d'un groupe de travail actif, a choisi de mettre un accent particulier sur ce domaine encore trop souvent tabou. Plusieurs actions d'information et de sensibilisation ont donc été menées : invitation d'auteurs engagés dans la lutte contre les LGBTQIAphobies (Antoine Idier, auteur de « Résistance Queer », Laurent Mullens, auteur de « L'homoparentalité, c'est quoi ? »), poursuite de notre campagne contre les LGBTQIAphobies, séances de formation thématique et participation aux différentes *Prides* wallonnes et belges (Belgian Pride, Pride Liège, Fiertés namuroises, la Fête de l'Amour...). Le groupe de travail à l'initiative de toutes ces activités a depuis été élargi pour s'intéresser à toute forme de discriminations.

- **La lutte contre tout type de discrimination**

La lutte contre le racisme reste un axe prioritaire pour la Cellule. Elle participe ainsi activement aux réunions de préparation de la journée de lutte contre le racisme du 21 mars et (se) mobilise chaque année aux événements en lien avec cette action.

Par ailleurs, la discrimination fondée sur la conviction syndicale a fait l'objet d'un travail spécifique au sein du groupe de travail de la CLCD. Trois délégués SETCa-SEL reconnus victimes de discrimination par le tribunal du travail, sont venus partager leur expérience et leur combat. Un colloque avait d'ailleurs été organisé préalablement sur cette thématique. Cette délégation avait été accompagnée par la Cellule dans toutes ses démarches.

- **La discrimination sur base de l'état de santé et/ou handicap**

Le nombre de signalements reçus par la CLCD sur base du critère de l'état de santé, qui peut être assimilé ou non au handicap, est le plus important ces dernières années. La législation *Réintégration des malades de longue durée* dans ses différentes versions n'est pas étrangère à ce phénomène. Le traitement des situations individuelles que la CLCD réalise montre à quel point les travailleuses et travailleurs peuvent être discriminés sur base de leur état de santé et/ou handicap, ce qui questionne également la prévention dans les entreprises concernant les risques physiques et psychosociaux ainsi que les conditions de travail.

La Cellule a également organisé des formations sur la notion d'aménagement raisonnable et l'obligation des employeurs en la matière, en lien avec l'interdiction de discriminer sur base de l'état de santé et/ou du handicap. Un module de formation concernant les trajets de réintégration a par ailleurs été développé.

La CLCD poursuit un travail de coopération avec l'AViQ en vue de répondre plus efficacement aux situations problématiques rencontrées par les affiliées et affiliés ainsi que les déléguées et délégués dans les entreprises, en lien avec les trajets individuels de réintégration. Ce travail conjoint permet de proposer un panel d'actions plus large et de lutter de la sorte contre les licenciements pour force majeure médicale.

En outre, et en amont de ce travail, la CLCD propose d'accompagner les permanentes et permanents, ainsi que les déléguées et délégués, à la mise en place de politiques de réintégration collectives, promues par la FGTB, en les outillant efficacement en matière de prévention dans ce domaine.

- **Les discriminations dues à l'âge**

Les discriminations dues à l'âge sont une forme de discrimination systémique qui reste très présente. Elles concernent à la fois les demandeuses et demandeurs d'emploi plus âgés ainsi que les travailleuses et travailleurs en poste qui ont moins facilement accès aux formations. Cette problématique prend une importance de premier ordre avec les mesures récentes d'exclusion du chômage où les personnes âgées de plus de 45 ans sont surreprésentées (42% des exclusions).

Elle concerne également les travailleuses et travailleurs plus jeunes souvent écartés de l'accès à un premier emploi parce qu'une expérience parfois démesurée est exigée.

- **La fin de la lutte contre les discriminations en Wallonie ?**

Le travail accompli depuis plus de 17 ans, la reconnaissance par les organismes publics compétents en matière de discrimination que sont Unia et l'IEFH, la coopération de la Cellule avec ces organismes sur un grand nombre de dossiers de discriminations traités et résolus... Ces éléments démontrent pleinement la pertinence et l'utilité des actions de lutte contre les discriminations menées par la CLCD. Vu la situation socioéconomique et politique, le nombre de signalements pour discrimination est en constante augmentation, les affiliés et affiliées ont besoin de continuer à bénéficier du soutien de la CLCD, de l'écoute de ses équipes et de leur expertise. Ils risquent cependant d'être abandonnés à leur propre sort faute de moyens. De la même manière, les missions et le travail de sensibilisation et de formation à la lutte contre les discriminations, plus que nécessaires par les temps qui courent, sont fortement mis à mal par la décision du ministre de l'Emploi de supprimer la subvention annuelle que la Région wallonne octroyait à la CLCD.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

- **Face au chaos mondialisé, nous résistons**

Au cours de ces dernières années, la situation sociale, économique, environnementale et sanitaire s'est fortement dégradée. Les guerres et conflits sociaux se sont multipliés. Les répressions des mouvements syndicaux se sont généralisées. Les crises sociétales et environnementales sont systémiques, structurelles, profondes. Elles touchent particulièrement les pays du Sud et les populations les plus pauvres. Les inégalités explosent et le dérèglement climatique accroissent les déséquilibres mondiaux.

C'est dans ce contexte explosif que la FGTB wallonne a poursuivi son action de solidarité internationale de lutte contre les logiques d'exploitation, de prédation et domination rencontrées sur le terrain. Conscientiser, dénoncer, lutter et proposer des alternatives au capitalisme mondialisé constituent le cœur de notre travail.

La FGTB wallonne co-construit une solidarité qui vise à répondre aux besoins concrets de nos Camarades du Sud, dans un souci constant de promouvoir les droits humains sur les plans politique, socio-économique, culturel et environnemental. Une conception de la lutte qui repose sur une vision commune de l'émancipation ainsi que sur une relation responsable et égalitaire entre la FGTB wallonne et les organisations syndicales du Sud.

- **Nous n'agissons pas seuls**

La FGTB wallonne siège au Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale (CWBCI). Elle a participé aux missions du CWBCI au Bénin.

Elle est membre de l'Institut de Formation Syndicale Internationale (IFSI) et de la Commission internationale de la FGTB fédérale et participe aux travaux de la Commission politique du CNCD. La FGTB wallonne a soutenu, aux côtés de l'ONG LHAC les projets de la MLK (construction de la Maison de la laïcité de Kinshasa).

Elle est également active dans le champ de l'éducation au développement et participe chaque année à l'opération 11.11.11. Grâce à ce soutien, avec la collaboration de Solsoc et du CEPAG, un programme d'appui aux organisations de jeunesse en Palestine a été renforcé.

- **Sur le terrain**

Avec le soutien de Wallonie-Bruxelles Internationale (WBI), la FGTB wallonne a été active :

Visite d'étude au Rwanda : un levier de transfert d'expertise Sud-Sud.

En octobre 2023, en partenariat avec l'IFSI, la FGTB wallonne ainsi qu'une délégation de la Confédération des Syndicats Autonomes du Bénin (CSA-Bénin) et de l'Union nationale des syndicats des travailleurs du Bénin (UNSTB) ont effectué un voyage d'étude à Kigali pour rencontrer le syndicat CESTRAR-Constructive.

Cette rencontre a été déterminante pour l'élaboration du projet « Renforcement des capacités du syndicat du Bois et du Bâtiment de la CSA-Bénin et de l'UNSTB sur les techniques de négociation » en cours de réalisation :

- L'ancrage sectoriel : les échanges ont permis d'observer les réussites rwandaises dans la structuration des syndicats de la construction, encourageant les partenaires béninois à demander un appui similaire pour renforcer leur propre ancrage dans un secteur souvent réticent aux revendications.
- L'inclusion du genre : le projet béninois s'inspire directement des expériences réussies de la CESTRAR pour renforcer la présence et la visibilité des femmes dans les instances syndicales du bâtiment. Bien que le secteur soit marqué par une forte représentation masculine, le projet fixe un objectif de 30% de participation féminine dans ses activités, s'appuyant sur les outils de communication non discriminants testés au Rwanda.

Zoom sur le projet Bénin (2025-2027)

Le projet « Renforcement des capacités du syndicat du Bois et du Bâtiment de la CSA-Bénin et de l'UNSTB sur les techniques de négociation » s'inscrit dans la continuité de l'action de solidarité de la FGTB wallonne. Prévu pour une durée de trois ans (2025-2027), il est porté en partenariat avec le CEPAG au Nord, et les confédérations CSA-Bénin et UNSTB au Sud.

Le secteur de la construction au Bénin connaît un essor fulgurant (+16,8% selon la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest), mais reste marqué par une forte informalité des relations de travail, privant les ouvriers de contrats clairs et de protection sociale. Le projet vise donc à :

- Structurer et syndicaliser 4.000 travailleurs et travailleuses du secteur.
- Former les militants aux techniques de négociation collective et à la maîtrise des textes fondamentaux via des sessions à Cotonou, Calavi, Abomey et Parakou.
- Améliorer les conditions de vie en négociant de meilleurs salaires et en favorisant l'adhésion au système de protection sociale gouvernemental ARCH (Assurance pour le Renforcement du Capital Humain).
- Renforcer la sécurité et la santé sur les chantiers par la sensibilisation aux règles environnementales et de prévention.

Financé à hauteur de 89.940 € (dont 90% via Wallonie-Bruxelles International), ce programme repose sur la méthodologie de l'éducation populaire pour favoriser l'émancipation collective et un dialogue social durable.

FORMATION ET ANIMATION

Le syndicalisme dans sa dimension interprofessionnelle doit se développer et se positionner sur les enjeux contemporains liés aux politiques sociales et économiques, souvent destructrices pour les travailleuses et les travailleurs. C'est un rôle essentiel pour la FGTB wallonne et l'une des clefs de l'émancipation des travailleuses et travailleurs.

Pour ce faire, en partenariat étroit avec le CEPAG, plusieurs structures de formation ont été mises en place.

FORMATION DES ANIMATEURS ET ANIMATRICES, FORMATEURS ET FORMATRICES DES CENTRALES PROFESSIONNELLES

• Formation continue

Organisée sur plusieurs journées par an, l'objectif de cette formation est d'aborder des questionnements pédagogiques au travers de concepts d'actualité traités dans les formations de base ou spécifiques :

- 2022 : criminalisation des mouvements sociaux.
- 2023 : quelles résistances pour quel projet de société ?

- 2024 : droitisation de la société et monde du travail : comment s'approprier les enjeux de demain ?
- 2025 : quel narratif de gauche reconstruire ?

Parallèlement à ces modules de formation, et pour répondre à la demande des Centrales et des Régionales, des formations aux techniques d'animation et de pédagogies syndicales sont également proposées.

- **Formation des animateurs et animatrices**

À la demande de certaines Centrales professionnelles, le CEPAG organise 3 ou 4 semaines de formation aux techniques d'animation et aux processus d'apprentissage autour d'approches diverses proposant comme repères des démarches pédagogiques ascendantes.

L'objectif est de passer de la logique de la formation-information à celle de l'échange et d'expériences de co-construction.

- **Formations spécifiques**

Le CEPAG propose des cycles de formation continuée. Une coordination entre la FGTB wallonne, le CEPAG et les responsables de formation des Centrales se réunit plusieurs fois par an pour aborder l'enjeu des formations continuées pour les animatrices, animateurs, formatrices et formateurs syndicaux et en définir les thématiques comme l'entraînement mental, les enjeux socioéconomiques, l'analyse des questions d'actualité...

MODULES « À LA DEMANDE »

À la demande des Centrales professionnelles, le CEPAG prend en charge des formations qui concernent tous les sujets d'actualité socio-économique.

Dans le cadre des élections sociales, la FGTB wallonne, avec le CEPAG, propose également des formations en amont et en aval. Elles sont organisées en accord avec les Centrales professionnelles allant de formations pour candidates et candidats à des formations pour nouvelles et nouveaux élus, en passant par les témoins. En 2024, plus de 40 jours de formations ont été organisés, touchant près de 800 travailleuses et travailleurs.

La FGTB wallonne, avec le CEPAG, propose des modules de formation spécifiques. Ils concernent les questions d'environnement, de mobilité mais aussi la lutte contre les discriminations ou les questions liées au genre. Ils peuvent également aborder des questions d'actualité comme l'organisation du travail ou l'analyse de mesures gouvernementales. Ils sont organisés à la demande des Centrales ou des Régionales.

FORMATION CONTINUÉE UNIVERSITAIRE

Depuis 2013, un partenariat actif entre l'ULB (Faculté des sciences du travail), la Formation continue de l'ULB, la FGTB wallonne et le CEPAG, propose une formation continuée de type universitaire. Cette formation de 80 heures octroie une certification en « Politiques économiques et sociales » permettant aux participants et participantes de passer directement en 3^{ème} année en sciences du travail à l'ULB. Depuis sa création, toutes les Centrales professionnelles ont largement investi, avec leurs permanentes, permanents, déléguées et délégués, cette structure de formation.

ACTIVITÉS DIVERSES

Afin d'alimenter au mieux les débats dans les groupes de déléguées, délégués, militantes et militants en formation, mais aussi pour apporter un discours en rupture avec la pensée unique, la FGTB wallonne collabore avec le CEPAG pour l'organisation de différentes activités.

- États généraux féministes : 3 rendez-vous annuels, depuis 2018, pour aborder les questions liées à l'égalité de genre ainsi qu'à la place des femmes dans la société et l'organisation syndicale.

- Séminaires d'actualité.
- En 2022 : colloque sur la Réduction collective du temps de travail et le télétravail ; colloque sur les malades de longue durée et le trajet de réintégration ; colloque sur la marchandisation de la santé ; forum sur les coopératives et les syndicats.
- En 2023 : matinée d'information sur l'impôt ; colloque sur le chômage ; séminaire sur le Conseil consultatif des Aînés.
- En 2024 : rencontre syndicale antifasciste ; rencontre avec Anseime Amoussou, Secrétaire général de la CSA-Bénin et Secrétaire général adjoint de la CSI-Afrique ; journée sur la politique de diversité en entreprise ; soirée en solidarité avec le peuple palestinien ; colloque sur les maisons de repos.
- En 2025 : focus sur la pénibilité au travail ; focus sur la santé au centre du travail ; échanges autour du chômage et la déconstruction des idées reçues

EXPOSITIONS

L'exposition « Le droit de vivre » retraçant l'histoire de la sécurité sociale, en partenariat avec plusieurs associations, présentée pour la première fois à Verviers en 2021, a été programmée à intervalles réguliers sur l'ensemble du territoire wallon et bruxellois à l'initiative des Régionales ou d'autres associations.

OUTILS – PUBLICATIONS

La FGTB wallonne diffuse également les outils et publications du CEPAG (études, analyses, brochures, outils pédagogiques, catalogue de formations, outils audiovisuels).

En 2023, l'ouvrage « Critique populaire de l'exploitation. Ce que devient le travail » de Nicolas Latteur a été l'occasion de multiplier les échanges sur le travail et ses conditions au départ des nombreux témoignages récoltés.

Les campagnes de sensibilisation du mouvement d'éducation populaire, relayées par la FGTB wallonne, permettent de mettre en avant des enjeux d'actualité comme la lutte contre l'extrême droite ou la déconstruction des idées reçues sur le chômage ou encore le droit de protester.

LA CELLULE COMMUNICATION

La Cellule Communication est chargée de la communication et de l'expression de la FGTB wallonne. La communication numérique (principalement sur les réseaux sociaux) a pris une place prépondérante dans la communication de la FGTB wallonne.

- **Communication externe, interne et digitale**
 - Relations avec la presse : suivi des sollicitations des journalistes, organisation des « sorties » dans les médias, préparation de ces expressions avec le Secrétaire général et/ou les collaboratrices et collaborateurs sollicités.
 - Rédaction et diffusion de communiqués de presse.
 - Réalisation de capsules vidéo de sensibilisation, d'information, de messages militants et politiques..
 - Développement de la présence en ligne de la FGTB wallonne : alimentation du site fgtb-wallonne.be mais aussi des comptes Facebook, YouTube et Instagram. En janvier 2024, en réaction à l'évolution et aux dérives du réseau social X depuis son acquisition par Elon Musk, la FGTB wallonne s'est jointe à l'initiative #HelloQuitX et a suspendu son compte X.
 - En 2024, lancement du Baromètre de la vie chère : une initiative de la FGTB wallonne pour expliquer, simplement et sans jargon, pourquoi le portefeuille des travailleurs et travailleuses, des citoyennes et citoyens perd ses plumes. Pas de discours institutionnel, pas de langue de bois : des contenus vivants, ancrés dans le quotidien réel des gens. Micro-trottoirs, prises de parole face caméra, carrousels comparatifs... Chaque format part d'une expérience concrète pour remonter vers l'explication et vers les solutions. Le fil rouge est simple : ce que tu vis, ce que ça te coûte, pourquoi,

et comment changer ça. Parce qu'un message qui s'intègre naturellement dans le quotidien voyage toujours plus loin qu'un prospectus. La Saison 2 est appelée à se décliner en 2026 : plus proche du terrain, plus humaine, plus directe. Les travailleurs et travailleuses prennent la parole pour raconter leur réalité. Parce que ce que nous subissons n'est pas une fatalité et comprendre, c'est déjà refuser de subir. Tout est sur www.barometredelaviechere.be

- Réponse aux questions, réactions ou interpellations des internautes sur les réseaux.
- Réalisation de campagnes de communication et de sensibilisation à destination des militantes, militants et du grand public. Élaboration de divers supports visuels (affiches, visuels, tracts, autocollants, vidéos, photos...), entre autres à destination des réseaux sociaux.
- Suivi et mise à jour du site internet de la FGTB wallonne.
- Contributions pour Syndicats – version papier et en ligne.

Le graphisme des différents supports est également réalisé, quand cela est possible, en interne par la Cellule. Si des travaux graphiques sont réalisés en externe, la Cellule en assure le suivi.

• **Collaborations**

- La Cellule diffuse les différents outils de communication de la FGTB wallonne auprès des services Communication de la FGTB fédérale, des Centrales professionnelles, des Régionales wallonnes, de services de formation, de partenaires...
- Elle assure le relais des outils de communication de ces mêmes services et vient en appui de leurs actions.
- Elle coordonne des actions, des campagnes et participe au développement de partenariats avec le monde associatif, syndical, mutuelliste mais aussi avec des collectifs citoyens.

• **Appui**

La Cellule vient également en appui de la communication de différents services de la FGTB wallonne (Cellules de reconversion, Coup de Boost, Cellule de lutte contre les discriminations...).

PLACE PUBLIQUE

ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES « REGARDS » ET AUTRES RÉALISATIONS AUDIOVISUELLES

Dans le cadre de ses missions de service public, la RTBF diffuse, en radio comme en télévision, des émissions proposées par différentes organisations de la société belge (les « associations représentatives » : partis politiques, syndicats, unions professionnelles, associations laïques, cultes), sur des thématiques sociales, politiques, économiques, culturelles, philosophiques, spirituelles, etc.

À ce titre, la FGTB wallonne propose les émissions télévisées « Regards », qui sont diffusées sur les trois chaînes de la RTBF dans le cadre du magazine « Opinions ». À la suite de leur diffusion sur antenne, ces émissions sont mises en ligne sur la plateforme « Auvio » de la RTBF, ainsi que sur les sites internet de la FGTB wallonne (en page d'accueil et dans la rubrique « Outils/Vidéo ») et du CEPAG (rubrique « Vidéos »). Elles sont enfin diffusées via les réseaux sociaux de la FGTB wallonne et du CEPAG.

C'est le CEPAG qui assure la production des émissions ainsi proposées par la FGTB wallonne. Celles-ci sont produites et réalisées par un journaliste-réalisateur qui en assume la conception (production exécutive, repérages, scénario...), dirige les équipes de tournage, de montage, de mixage, d'étalonnage et coordonne, en collaboration avec le GSARA (Bruxelles), la postproduction des émissions avant leur diffusion par la RTBF.

Chaque année, six émissions de 28'30 environ sont diffusées à la RTBF. Chacune d'elles est diffusée trois fois, sur les trois chaînes : le samedi vers 10 h sur La Une, les mercredi et jeudi suivants vers 23 h 30 sur La Deux et La Trois. Une version courte de chaque émission est également réalisée (un remontage de 10' environ). Cette version courte est programmée à deux reprises, le jeudi suivant sur La Une et le vendredi sur La Trois en fin de soirée.

D'après les chiffres d'audience dont nous disposons, chacune de ces six émissions est suivie en moyenne par 75.000 à 100.000 téléspectateurs (audience cumulée des cinq passages sur les trois chaînes télé de la RTBF). Ce qui les place dans le peloton de tête des émissions dites « concédées » à la RTBF. Régulièrement, une à deux rediffusions « compensatoires » supplémentaires sont demandées à la RTBF et accordées en cas de diffusion trop tardive. Chaque émission « Regards » bénéficie donc d'une grande visibilité, avec 5 à 8 passages sur les différentes chaînes télé de la RTBF.

S'inspirant de l'actualité politique, sociale, économique, les émissions « Regards » tentent de proposer sur la ou les thématiques abordées un point de vue et une analyse construits et originaux, ainsi que des pistes de réflexion, d'action et de mobilisation dans une perspective de transformation sociale. Sous la forme de reportages, de courts documentaires ou d'interviews, elles offrent une lecture critique des enjeux de société, avec l'ambition d'être des outils d'éducation populaire, d'information et de conscientisation du grand public. Fondées sur les valeurs de solidarité et de justice sociale, les émissions « Regards » sont des « émissions d'opinion », engagées mais non partisans, basées sur un travail d'information sérieux, argumenté, et réalisées avec la rigueur et la déontologie journalistiques requises.

Également conçues à l'intention des affilié-e-s, des militant-e-s, des délégué-e-s de la FGTB, elles servent régulièrement d'outils dans les sessions de formation syndicale pour alimenter la réflexion, stimuler les débats et les mobilisations.

Avec des moyens financiers et humains extrêmement modestes, le CEPAG réalise des productions audiovisuelles professionnelles qui atteignent un large public et qui, techniquement et qualitativement, soutiennent la comparaison avec les émissions et reportages diffusés par les chaînes de télévision,

tout en traitant de sujets que ces dernières n'abordent pas — ou peu — en éludant bien souvent leurs véritables enjeux politiques, économiques et sociaux. Notons également qu'elles mettent en avant les réalités, le vécu, la parole des travailleuses et des travailleurs, à contre-courant du fonctionnement des médias traditionnels, qui tendent à les ignorer, voire à les invisibiliser.

Avant sa diffusion à la RTBF, chaque émission est annoncée via Facebook ainsi que par un courrier spécifique adressé aux magazines spécialisés en grilles de programmes télévisés, de manière à ce qu'elle y soit mentionnée et brièvement présentée — titre et synopsis.

Après la diffusion télé, c'est le Web qui prend le relais. Sur la plateforme Auvio de la RTBF, ainsi que sur la chaîne YouTube et la page Facebook de « Regards »¹, qui accueillent chaque émission produite. Dès la mise en ligne d'une émission sur YouTube et Facebook, une lettre d'information électronique est envoyée au fichier « Regards », actuellement composé de plus de 30.000 adresses (grand public, syndicalistes, acteurs associatifs, culturels, politiques, parlementaires régionaux et fédéraux, etc.), pour en amplifier la diffusion.

La présence des émissions sur Internet augmente leur audience, leur visibilité, et prolonge considérablement leur circulation dans le public et leur durée d'existence. Certaines émissions produites plusieurs années auparavant sont, grâce à leur présence sur le web et les réseaux sociaux, encore visionnées, partagées et régulièrement demandées pour projection dans le cadre de ciné-débats, de formations, de conférences ou d'activités publiques et militantes. Les chiffres de fréquentation de la chaîne YouTube (plus de 7.200 abonnés et abonnés), bien qu'en diminution régulière au profit de Facebook, témoignent d'un intérêt réel pour les émissions et reportages réalisés : la plupart des émissions comptent plusieurs milliers de vues et plusieurs d'entre elles atteignent ou dépassent les 50.000 vues. L'une d'elles dépasse les 800.000.

À noter également : les émissions « Regards » bénéficient depuis 2015 d'une vitrine et d'un relais de diffusion militante en France grâce à un partenariat avec les Mutins de Pangée (coopérative indépendante de production, réalisation et diffusion de films et reportages documentaires basée à Paris). Les Mutins de Pangée proposent sur leur site, très fréquenté, certaines émissions « Regards » en VOD (*Video On Demand*). Cette collaboration permet une ouverture plus grande vers le public et les réseaux français, notamment les réseaux de production et de diffusion audiovisuelle indépendante. Des demandes régulières de projections publiques nous parviennent par ce canal.

Soulignons enfin que certaines émissions font l'objet d'un deuxième montage, pour raison d'actualisation ou pour la production d'une « version longue » mise en ligne à disposition du grand public sur la chaîne YouTube de « Regards » et sur sa page Facebook. Notons par exemple la version intégrale des entretiens avec Mateo Alaluf, Jean Ziegler, Ugo Palheta, ou la réalisation d'un film documentaire de 45 mn à la suite de l'émission « L'écologie sans la lutte des classes, c'est du jardinage ».

LES ÉMISSIONS « REGARDS » DE JANVIER 2022 À DÉCEMBRE 2025²

LE SOCIALISME MALADE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ENTRETIEN AVEC MATEO ALALUF

Au terme d'un siècle et demi d'existence, la social-démocratie a-t-elle encore un avenir ? Sa conversion au néolibéralisme et ses renoncements la condamnent-ils au déclin, voire à la disparition ? Le legs du socialisme permet-il de formuler l'hypothèse d'une gauche de gauche, capable de répondre à l'urgence sociale, environnementale, démocratique ? Le socialisme peut-il retrouver sa capacité subversive pour

1 <https://www.youtube.com/c/EmissionREGARDS/videos>
<https://www.facebook.com/regards.emissiontv/>

2 Plusieurs des émissions reprises ici ont été rediffusées à la RTBF quelques mois après leur première diffusion, en fonction de l'actualité, parfois après actualisation/amélioration du montage original (exemple : les émissions « Coup de Boost », « On veut vivre », « L'écologie sans la lutte des classes c'est du jardinage », ou « Les Cellules vous parlent »).

en finir avec l'exploitation du travail et l'aliénation marchande ? Quelles perspectives pour les luttes syndicales et les mouvements sociaux ? C'est à ces questions, et à quelques autres, que nous essayons de répondre dans cette nouvelle émission, avec Mateo ALALUF, auteur du livre « Le socialisme malade de la social-démocratie », paru en 2021 aux Editions Syllepse et Page*2.

Février 2022

COUP DE BOOST !

Coline, Kerry, Samuel, Céline, Arnaud, Perrine, Quentin... Des jeunes qui galèrent. Pas de boulot, pas de perspectives, pas d'avenir désirable. Isolés, découragés, perdus. Abandonnés au bord de la route. Et puis un jour, l'éclaircie : un « Coup de Boost » qui leur change la vie. Ils et elles vont vous raconter. Reportage.

Mai 2022

ON VEUT VIVRE ! EN FINIR AVEC LE STATUT COHABITANT

Le « statut cohabitant », c'est un choix politique qui consiste à appauvrir les pauvres. De la souffrance physique et psychologique à grande échelle. De la maltraitance organisée par l'État. Depuis 40 ans. En Belgique, plus d'un demi-million de personnes « cohabitantes » sont prisonnières de ce carcan, et particulièrement des femmes. Précarisées. Empêchées de vivre comme elles le veulent, avec qui elles veulent. Privées d'espace, d'horizon, de futur. Dans cette émission, Anne, Julien, Valentine, Philip et Lena témoignent de cette injustice terrible qu'on leur impose : survivre plutôt que vivre.

Octobre 2022

IL S'AGIT DE NE PAS SE RENDRE ENTRETIEN AVEC JEAN ZIEGLER (1ÈRE PARTIE)

C'est une rencontre exceptionnelle que propose cette émission « Regards », avec **Jean ZIEGLER**, sociologue et écrivain suisse connu et reconnu aux quatre coins de la planète, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Nous l'avons retrouvé chez lui, à Genève, pour un long entretien sur son parcours, son engagement, sur la juxtaposition de crises que nous vivons : crises sociale, économique, environnementale, géopolitique, migratoire, démocratique... Sans oublier la crise alimentaire mondiale, ce « *massacre quotidien fait de main d'homme* » qu'il n'a de cesse de dénoncer. **Jean ZIEGLER** est un grand témoin de notre temps. Il a traversé le siècle avec une infatigable volonté d'agir pour changer le monde. À 88 ans, il en appelle plus que jamais à une insurrection des consciences pour détruire « *l'ordre cannibale du monde* ». Avec une lucidité acérée et un invincible optimisme.

Décembre 2022

DANS LE CERVEAU DU MONSTRE ENTRETIEN AVEC JEAN ZIEGLER (2ÈME PARTIE)

La suite de notre entretien exceptionnel avec **Jean ZIEGLER**, écrivain suisse et ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Dans cette deuxième partie, il analyse notamment le capitalisme prédateur, la montée des extrêmes droites, le rôle des intellectuels, des mouvements sociaux, et notre responsabilité face à « *l'ordre cannibale du monde* ».

Janvier 2023

NB : Une version intégrale de cet entretien avec **Jean ZIEGLER** (« Dans le cerveau du monstre », 1h15) sera réalisée en février 2023 et mise en ligne sur la page Facebook et la chaîne YouTube des émissions « Regards », ainsi que sur le site web et les réseaux de la FGTB wallonne.

DELHAIZE // COMME DES LIONS, POUR NOS DROITS

Lundi 22 mai 2023 : à l'appel des syndicats, plus de 25.000 personnes manifestent à Bruxelles pour soutenir la lutte des travailleuses et travailleurs de Delhaize, qui résistent, depuis le 7 mars, à sa décision brutale de franchiser 128 magasins en Belgique, et qui doivent faire face aux poursuites judiciaires, aux huissiers, aux interventions policières violentes, etc. Ces quelque 25.000 personnes sont là aussi pour défendre les libertés syndicales, le droit de grève, et, plus largement, le droit à l'action collective. Des droits durement attaqués, et de plus en plus souvent, comme en témoigne le projet de loi sur l'interdiction de manifester du ministre de la Justice Van Quickenborne : un pas de plus vers la criminalisation de la contestation. Reportage, témoignages et décodages au cœur de cette démonstration de résistance syndicale et citoyenne. Avec notamment **Marc VANDERMEULEN**, **Fabiola ADAMKIEWICZ**, **Myriam DELMÉE**, **Marianne PETRÉ**, **Thierry BODSON**.

Mai-juin 2023

CHILI 1973-2023 : SALVADOR ALLENDE ET L'UNITÉ POPULAIRE VUS PAR JOSY DUBIÉ

Il y a 50 ans, le 11 septembre 1973, le coup d'État militaire dirigé par le général Pinochet et activement soutenu par les États-Unis écrase dans le sang l'Unité populaire, la « voie démocratique vers le socialisme » emmenée par Salvador Allende. Quelques jours avant le putsch, **Josy DUBIÉ**, alors grand reporter à la RTBF, réalise avec son équipe ce qui sera la dernière interview de Salvador Allende. 50 ans plus tard, « Regards » vous propose un entretien avec **Josy DUBIÉ** ainsi que plusieurs extraits du reportage qu'il a tourné au Chili à l'époque, mettant en lumière cette expérience historique de l'Unité populaire qui a suscité un espoir immense, partagé par des millions de personnes à travers le monde... et qui vit toujours aujourd'hui.

Septembre 2023

ILS NE PASSERONT PAS – COMPRENDRE ET COMBATTRE LE FASCISME QUI VIENT

Un entretien avec **Ugo PALHETA**, sociologue, maître de conférences à l'Université de Lille, auteur entre autres de « La nouvelle internationale fasciste » (Textuel, 2022) et de « La possibilité du fascisme » (La Découverte, 2018).

Décembre 2023

NB : Une version intégrale de cet entretien (55 mn) a été réalisée en janvier 2024 et mise en ligne sur la page Facebook et la chaîne YouTube des émissions « Regards », ainsi que sur le site web et les réseaux de la FGTB wallonne.

PAROLES DE DÉLÉGUÉ·E·S COMBATTANTES ET COMBATTANTS DU QUOTIDIEN

2024 est une année d'élections politiques dont les médias vont parler beaucoup, et longtemps : élections législatives, européennes, régionales, provinciales, communales. Mais ils parleront sans doute beaucoup moins d'un autre scrutin, lui aussi prévu cette année, au mois de mai : les élections sociales. Pourtant, ces élections sont aussi un rendez-vous démocratique très important, qui va concerner plus de 7.000 entreprises, plus de 2 millions de travailleuses et travailleurs, et des dizaines de milliers de déléguées syndicales et délégués syndicaux qui seront élu·e·s pour les représenter et les défendre. Ces délégué·e·s, élu·e·s pour un mandat de 4 ans renouvelable, s'engagent pour améliorer les conditions de travail, les salaires, le bien-être et la santé de leurs collègues, et aussi pour veiller sur la bonne santé économique et la viabilité de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Cette émission « Regards » vous emmène à la rencontre de Christelle, Bibiane, Mathilde et Karim, quatre syndicalistes FGTB qui luttent, au quotidien, pour la solidarité, l'égalité, la justice sociale, et pour que la démocratie ne s'arrête pas aux portes des entreprises.

Mars 2024

« URGENCE »

Avril 2024. Pendant 4 semaines, le Festival Rêve général pose ses valises, ses lampions et ses trois chapiteaux sur le campus universitaire du Sart Tilman, sur les hauteurs de Liège. Au programme : des dizaines de spectacles, de concerts, de conférences, d'expos, avec une intention : « Réconcilier l'art, la science et la démocratie, et réenchanter le monde ». Au cœur des spectacles et des débats, les grands enjeux de l'époque : santé, alimentation, climat, migrations, genre, inégalités sociales. Ce Rêve général est porté par la Compagnie Arsenic 2, l'Université de Liège et le Centre d'Action Laïque, avec le soutien de nombreuses organisations partenaires, parmi lesquelles la FGTB et le CEPAG. Dans cette émission « Regards », nous vous proposons des extraits de l'un des spectacles joués sous le grand chapiteau rouge du festival : voici « Urgence », de la compagnie Adoc. Du théâtre documentaire qui interroge notre système de santé, le manque de moyens dans les hôpitaux, le quotidien et la souffrance du personnel soignant et les politiques d'austérité qui asphyxient nos services publics.

Mai 2024

L'ÉCOLOGIE SANS LA LUTTE DES CLASSES, C'EST DU JARDINAGE

Trois personnages. Devant eux, la fin du monde.

Youna MARETTE, 22 ans, activiste pour le climat.

Alain BRIQUET, 56 ans, délégué syndical métallo FGTB.

Joanie LEMERCIER, artiste visuel et plasticien.

À leurs pieds : la plus grande mine de charbon à ciel ouvert d'Europe.

La fin du monde, ou la fin d'un monde ?

Octobre-novembre 2024

CRÈCHES : GARE À LA MARCHANDISATION ! // TRAVAIL DE NUIT : GARE À L'ARIZONA !

Les spécialistes invités pour cette émission « Regards » consacrée à deux dossiers d'actualité :

Crèches et accueil de l'enfance : **Séverine ACERBIS**, spécialiste de l'accueil de l'enfance, présidente de la Commission nationale pour les droits de l'enfant, et **Michel VANDENBROECK**, professeur émérite en pédagogie familiale à l'Université de Gand.

Travail de nuit : **Marc BORGUET**, médecin du travail, et **Sem VANDEKERCKHOVE**, chercheur à l'Institut de Recherches sur le Travail et la Société (HIVA – Université de Leuven).

Mars 2025

LES CELLULES VOUS PARLENT

« S'attaquer aux plus fragiles, ce n'est pas du courage politique, c'est de la lâcheté. »

Que ce soit au gouvernement fédéral ou au gouvernement wallon, les porte-flingues du MR font dans la démolition, pas dans la dentelle : à tous les niveaux, ils pratiquent une politique de casse sociale délibérée. Au fédéral, ils programment l'exclusion de plus de 180.000 demandeurs et demandeuses d'emploi des allocations de chômage. Ce n'est pas une « réforme », c'est un massacre, dont se félicite son zélé promoteur, le ministre fédéral MR de l'Emploi (sic) David Clarinval. En Wallonie, c'est Pierre-Yves Jeholet, ministre MR de l'Economie et de l'Emploi (re-sic) qui veut en finir avec les Cellules de reconversion. Un peu trop sociales, un peu trop syndicales. La boucherie continue. Les Cellules de reconversion, c'est pourtant un dispositif (unique en Europe) qui a fait ses preuves. Un dispositif solidaire, efficace, collectif,

qui vient en aide aux travailleuses et travailleurs victimes de licenciements collectifs. Makro, Match, Audi, Cora, Opticable... la liste est longue de ces entreprises qui ferment, « restructurent » et jettent dehors des milliers de personnes. Depuis bientôt 50 ans, en Wallonie, les Cellules de reconversion sauvent des vies. Elles permettent à celles et ceux qu'elles accompagnent de surmonter le choc, de reprendre espoir et confiance, de retrouver des perspectives, du sens, de nouveaux horizons. Et dans près de 70% des cas, un emploi stable et durable. Dans cette nouvelle émission « Regards », parmi celles et ceux qui font vivre les Cellules de reconversion, on vous présente **Laurence, Yasmine, Pascal, Christophe, Antoinette, Yannick, Anne, Didier, Patrick**.

Pertinente, émouvante, percutante, leur parole s'élève et nous alerte. Ecoutez-la.

Mai-Juin 2025

JE VOUS ÉCRIS DE GAZA SOUS LES BOMBES

Un récit de **David MURGIA**, d'après le journal de **Hossam AL-MADHOUN**.

Avec **Shahd AWAWDA** (qanoun), **Firas HASSAN** (percussions) et **Noé PRESZOW** (guitare).

Au lendemain du 7 octobre 2023, **Hossam AL-MADHOUN** commence à écrire son journal pour témoigner, au quotidien, de l'enfer vécu par la population à Gaza. L'enfer des bombardements incessants de l'armée israélienne, de la destruction méthodique d'un territoire, d'un peuple, et de ce qui est, en fait, un génocide. Ce sont des extraits de ce journal que lit **David MURGIA** dans cette émission. En solidarité avec le peuple palestinien, que le gouvernement israélien continue d'assassiner, chaque jour, avec la complicité passive et silencieuse des gouvernements occidentaux.

Septembre-octobre 2025

JOUR DE GRÈVE

26 novembre 2025. Dernier jour de grève (générale) pour **Thierry BODSON** en tant que Président de la FGTB. Après 11 mois de mobilisation contre les politiques de casse sociale du gouvernement Arizona, le mouvement social ne faiblit pas, il se renforce : dans un élan « crescendo », il atteint une ampleur historique, avec trois jours de grève consécutifs en front commun syndical les 24, 25 et 26 novembre, et un soutien croissant de la population. L'équipe de « Regards » a suivi **Thierry BODSON** dans sa dernière tournée des piquets, à la rencontre des travailleuses et des travailleurs en lutte.

Décembre 2025

AUTRES RÉALISATIONS AUDIOVISUELLES

Outre les émissions télévisées « Regards », le CEPAG produit et réalise régulièrement d'autres outils audiovisuels d'éducation populaire sous forme de capsules vidéo de formats et styles divers. Ces réalisations sont disponibles en ligne sur la chaîne YouTube du CEPAG, CEPAG TV3, et diffusées via sa page Facebook. Ces 4 dernières années, la FGTB wallonne a également produit régulièrement des capsules vidéo en collaboration avec le CEPAG. Ces réalisations sont diffusées via la chaîne YouTube de la FGTB wallonne⁴ et ses réseaux (Facebook, Twitter, Instagram). Notons par exemple une série de vidéos destinées aux réseaux sociaux, sous le titre générique « Le Baromètre de la vie chère ».

Soulignons également la réalisation en 2025 d'un film documentaire, « **L'ÉCOLOGIE SANS LA LUTTE DES CLASSES, C'EST DU JARDINAGE** », à la suite de l'émission « Regards » du même nom produite et réalisée fin 2024. Une production du CEPAG, en collaboration avec la Form'action André Renard et le GSARA.

3 <https://www.youtube.com/c/CEPAGTV/videos>

4 <https://www.youtube.com/channel/UCDDmQfWfXXltAlc3y1d43xw/videos>

Ce film documentaire d'une durée de 45 mn a été présenté le 29 novembre 2025 dans le cadre des Rencontres internationales du film « Politik », au B3, à Liège. Il sera également présenté au Centre culturel de Marchin le 24 avril 2026 et au cinéma Le Parc, à Liège, le 3 juin 2026, à l'occasion d'une soirée-débat organisée en collaboration CEPAG-FAR-FGTB Métal-FGTB Liège-Huy-Waremme, en partenariat avec les cinémas Les Grignoux.

ÉMISSIONS RADIOPHONIQUES ET PODCASTS « OPINIONS FGTB »

Comme elle le fait en télévision avec les émissions « Regards », la FGTB wallonne propose à la RTBF des émissions radiophoniques destinées au grand public. Celles-ci, d'une durée de 5'30 environ, sont diffusées chaque semaine sur La Première, le jeudi soir après le journal de 23 h. Dans la foulée de leur diffusion sur antenne, ces émissions sont mises en ligne sur le site internet de la FGTB wallonne (en page d'accueil et dans la rubrique « Outils/Radio »), via un compte dédié Soundcloud. Elles sont en outre disponibles en podcast sur la plateforme Auvio de la RTBF, sur la page du magazine « Opinions ».

Ces émissions de radio constituent un outil efficace d'information et de débat sur les thématiques, les priorités, les valeurs défendues par la FGTB. Elles permettent d'atteindre un large public, au-delà des sphères syndicales et militantes, en lui proposant, sur des questions d'actualité sociale et politique, des analyses, des points de vue habituellement peu ou pas relayés par les médias. Et cela dans un format court qui permet à la fois une argumentation sérieuse et un ton accessible et dynamique, sous la forme d'un entretien « questions-réponses » avec une ou un invité.

Cet entretien, qui constitue l'essentiel de la séquence, est précédé d'une mise en contexte du thème abordé, ainsi que d'une présentation de la personne invitée. À la fin de l'entretien, cette personne est désannoncée, puis des éléments d'information complémentaires sont donnés aux auditrices et auditeurs pour leur permettre de prolonger la réflexion (sites web utiles, publications, adresses, rendez-vous de mobilisations, d'activités publiques, etc.). Est soulignée également la possibilité de réécouter l'émission en ligne sur le site web de la FGTB wallonne et sur la plateforme Auvio.

Après son passage sur les antennes de la RTBF, chaque nouvelle émission est diffusée via les réseaux sociaux de la FGTB wallonne (Soundcloud, Facebook, Instagram), et régulièrement dans une version intégrale remontée, un peu plus longue (généralement de quelques minutes) que la version précisément calibrée pour la RTBF.

LES ÉMISSIONS RADIO ET PODCASTS « OPINIONS FGTB » DE JANVIER 2022 À DÉCEMBRE 2025

2022

« SYNDICATS », LE MAG !

Ça y est : « Syndicats » a fait peau neuve. La nouvelle formule du journal de la FGTB était sur les rails, depuis longtemps déjà, la voici. Nouveau style : « Magazine ». Nouvelle maquette, nouveau logo, une « cover » qui en jette. Nouveaux outils : un site web tout chaud, une newsletter, et même une application mobile, s'il vous plaît. Périodicité du mag : tous les deux mois. Des dossiers, de la photo, des vidéos, l'actu des centrales et des régionales de la FGTB, des billets d'humeur, des articles de fond.

Présentation-éclair avec sa rédactrice en cheffe et en mouvement (social), **Aurélié VANDECASTEELE**.

EXPLOSION DES PRIX DE L'ENERGIE : PROPOSITIONS POUR AGIR VITE

Au micro d'Opinions FGTB cette semaine : **Selena CARBONERO FERNANDEZ**, Secrétaire fédérale de la FGTB. Avec elle, on fait le point sur l'augmentation stratosphérique des prix de l'énergie – et des factures qui deviennent impayables pour une partie croissante de la population.

AUPRÈS D'ELLE

« Auprès d'elle », c'est le titre d'un film documentaire à découvrir (notamment) le 24 février prochain au Centre culturel Jacques Franck, à Bruxelles. Un film réalisé par **Chiara GIORDANO** et **Benjamin DURAND**, qui sont nos invités cette semaine.

THIERRY BODSON : « UN COUP DE COUTEAU ASSASSIN »

« *Un coup de couteau dans le dos, une attaque brutale contre le monde du travail.* » Au micro d'Opinions, **Thierry BODSON**, le président de la FGTB, dénonce « l'accord de gouvernement » qui saborde la journée des 8 heures et la semaine de 4 jours.

À LA LIGNE

Joseph PONTIUS, ouvrier intérimaire et écrivain, est mort le 24 février 2021 à 42 ans. L'auteur du magnifique roman « À la ligne – Feuillettes d'usine » entremêlait fulgurance littéraire et militance artistique et populaire. « En lien », le bulletin du CEPAG, lui rend hommage dans son nouveau numéro, en y conviant d'autres artistes militantes et militants, « qui par la peinture, le chant, le dessin, le graph, l'écriture et tant d'autres façons de se raconter, rêvent d'embellir le monde et les manières de l'habiter. » On en parle avec **Laura VIDOTTO** et **Bruno PONCELET**, formatrice et formateur au CEPAG.

LA SANTÉ EST UN DROIT

... et non une marchandise. C'est ce que démontre une brochure du CEPAG, dans sa nouvelle édition actualisée, en proposant une analyse critique et approfondie des politiques de santé en Belgique, avec un focus particulier sur les enjeux de ces politiques pour les personnes âgées. Cette publication est le fruit d'un travail de longue haleine mené par la Commission wallonne des Pensionnés et Pré-pensionnés du CEPAG, avec la FGTB wallonne et le soutien de nombreuses organisations. C'est **Michel ROSENFELDT**, animateur au CEPAG, qui a coordonné la réalisation de cette brochure. Il est l'invité d'Opinions FGTB.

1886-2022 : MANIFESTATION À ROUX

« *En mémoire des martyrs et pour le respect des libertés syndicales* ». Manifestation à Roux, ce vendredi 25 mars, en hommage aux 19 travailleurs tués lors des journées sanglantes de mars 1886, il y a tout juste 136 ans. On en parle avec **François D'AGOSTINO**, historien, l'un des organisateurs de cette manifestation-commémoration avec le collectif 1886, la FGTB et la CSC de Charleroi. Retour sur le contexte de l'époque, sur cette révolte ouvrière qui a ouvert la porte à d'importantes conquêtes sociales, et sur les liens avec les luttes des travailleuses et des travailleurs aujourd'hui.

URGENCE SOCIALE !

Augmentation des prix, inflation record, factures d'énergie qui explosent... La vie est de plus en plus chère et de plus en plus compliquée pour un nombre croissant de citoyennes, citoyens, travailleuses et travailleurs. Beaucoup sont depuis des mois en grande difficulté. Face à cette situation d'urgence sociale, la FGTB avance des propositions et passe à l'action : rendez-vous pour de nouvelles mobilisations le 22 avril prochain, avec une manifestation nationale le 20 juin en point de mire. On en parle avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne.

22 AVRIL : LA FGTB EN ACTION CONTRE LA VIE CHÈRE ET LE BLOCAGE DES SALAIRES

Les prix s'envolent, les salaires stagnent. La situation est critique pour un nombre croissant de personnes, de familles. Face à cette urgence sociale, face à la passivité du gouvernement, la FGTB passe à l'action ce vendredi 22 avril, avec des mobilisations organisées un peu partout en Wallonie et à Bruxelles. On en parle dans ce nouveau podcast, avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne.

FAIRE TREMBLER LES PAVÉS

Répondre à l'urgence. Apporter des solutions à la crise sociale, économique, environnementale, démocratique. Résister, se mobiliser, unir nos luttes syndicales, associatives, environnementales pour inverser la tendance. Recréer un rapport de force, retrouver le chemin de la victoire, et changer la vie, concrètement, maintenant. Avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne.

LE PETIT BERGER, OU L'INTÉGRATION PERPÉTUELLE

Ada A. était berger, au Niger. Un jour, il a fui son pays. Au péril de sa vie, il a traversé l'exploitation, la guerre, la souffrance, la peur, la mer. Aujourd'hui il est « sans-papiers », en Belgique, et plus précisément à Liège, où il étudie et milite avec le collectif La Voix des sans-papiers. Il est aussi devenu écrivain : il vient de publier un très beau livre, accompagné de peintures et de dessins, qui raconte son parcours édifiant et bouleversant. « Le petit berger ou l'intégration perpétuelle » est un vibrant appel à la solidarité et aux droits humains. Il est notre invité dans cette nouvelle édition d'Opinions FGTB, en compagnie de **France ARETS**, du CRACPE (Collectif de Résistance aux Centres pour étrangers), déléguée syndicale CGSP et coordinatrice du comité de soutien à la Voix des Sans-Papiers de Liège.

COUP DE BOOST !

Tout savoir (ou presque) en 8 minutes sur le dispositif Coup de Boost, mis en place par la FGTB wallonne, le CEPAG, la CSC et le Forem. Un dispositif collectif et solidaire conçu pour venir en aide à des jeunes de 18 à 29 ans qui galèrent, perdus entre le chômage, le manque de perspectives, les sanctions, l'échec ou le sentiment d'abandon. Voici comment Coup de Boost leur a changé (et parfois sauvé) la vie.

TOUTES ET TOUS À BRUXELLES CE LUNDI 20 JUIN !

Lundi 20 juin, à partir de 10h, Gare du Nord à Bruxelles : manifestation nationale, en front commun syndical. Voici les raisons et les objectifs de cette importante mobilisation, avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne.

POUR UNE ÉDUCATION POPULAIRE RADICALE

Notre invitée pour cette émission spéciale : **Anne-Marie ANDRUSYSZYN**, pour ses 20 ans ! 20 années à la direction du CEPAG, jusqu'au 31 mai dernier, date à laquelle elle a passé le relais à **Vanessa AMBOLDI**. 20 ans d'éducation populaire, au travers des innombrables animations, formations, campagnes, publications, productions du CEPAG. 20 ans de luttes sociales, politiques, culturelles, aux côtés des travailleuses, des travailleurs, des militantes et militants syndicaux et associatifs, avec comme boussole les mots « émancipation », « radicalité » et « solidarité ». Dans cette émission d'opinion produite par le CEPAG, **Anne-Marie ANDRUSYSZYN** revient sur ces deux décennies de luttes et dessine quelques perspectives pour l'éducation populaire des 20 ans à venir.

LE DROIT DE VIVRE !

« Le droit de vivre », c'est le titre de l'exposition itinérante réalisée par **Harald FRANSEN**, auteur, dessinateur, sur l'histoire de la Sécurité sociale en Belgique. Cette expo s'installe tout l'été à la Cité Miroir,

à Liège, jusqu'au 4 septembre. Voici une petite visite guidée radiophonique de cette expo, avec son concepteur. Une usine, un arbre, et une vieille mamy de 77 ans toujours vaillante...

ON NE PEUT PLUS PAYER !

« Elles sont, ils sont des milliers – travailleuses, travailleurs, allocataires sociaux – à nous dire qu'il leur est désormais impossible d'assumer leurs factures d'énergie. Pour elles, pour eux, il faut prendre des mesures d'urgence immédiatement. Et dans la foulée, reprendre le contrôle public du secteur de l'énergie. » Rencontre avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne, à l'occasion de sa rentrée politique et syndicale et des mobilisations à venir.

ÉCHOS DE MANIF, BRUXELLES, LE 21 SEPTEMBRE

15.000 ! Ils et elles étaient environ 15.000 dans les rues de Bruxelles, ce mercredi 21 septembre, en front commun syndical, pour exiger du gouvernement des mesures rapides et fortes permettant à la population de faire face à la hausse des prix de l'énergie et du coût de la vie. Voici quelques échos de cette manif, captés par le micro baladeur d'Opinions FGTB.

VOX BOX

Vox Box : c'est le titre d'une exposition à découvrir dès ce vendredi à Liège, jusqu'au mardi 4 octobre. On en parle avec **Geoffrey GOBLET**, Secrétaire général de la Centrale générale FGTB et initiateur de cette expo itinérante.

DEBOUT LES FEMMES (ET LES HOMMES) !

Deux rendez-vous à ne pas manquer ! Ce dimanche 27 novembre à Bruxelles, la manifestation contre les violences faites aux femmes, à l'appel de Mirabal Belgique. Et mardi prochain, 29 novembre, le CEPAG vous invite à ses États généraux féministes, sous l'intitulé : « Quand les crises s'accordent au féminin ». On en parle dans cette nouvelle séquence d'opinion avec **Vanessa AMBOLDI**, directrice du CEPAG.

ON MAINTIENT LA PRESSION LE 16 DÉCEMBRE... ET APRÈS !

Les négociations entre patrons et syndicats sont au point mort. Notamment parce que les employeurs veulent bloquer les salaires pour plusieurs années. Dans ces conditions, que penser de la proposition faite par le gouvernement aux interlocuteurs sociaux ? Que dire des primes de 500 et 750 euros qui seraient accordées dans certaines entreprises ? Des primes pour acheter la paix sociale ?

Décryptage et analyse avec **Thierry BODSON**, Président de la FGTB.

2023

IL S'AGIT DE NE PAS SE RENDRE

Dans le podcast de cette semaine, une petite bande-annonce radiophonique : quelques extraits de notre entretien exceptionnel avec **Jean ZIEGLER**, sociologue et écrivain suisse, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Un entretien réalisé tout récemment et diffusé ces jours-ci sur les trois chaînes télé de la RTBF, dans le cadre de notre nouvelle émission « Regards ». Rencontre avec un grand témoin de notre temps, qui a traversé le siècle avec l'infatigable volonté d'agir pour détruire « l'ordre cannibale du monde ».

DANS LE CERVEAU DU MONSTRE

Voici quelques extraits de la suite de notre rencontre avec **Jean ZIEGLER**, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, écrivain et sociologue suisse bien connu, qui continue, à plus de 80 ans, sa lutte infatigable contre « l'ordre cannibale du monde » et pour l'insurrection des consciences.

EN FRANCE, 2 MILLIONS POUR DIRE NON !

Mobilisation massive ce jeudi 19 janvier en France, à l'appel des 8 principaux syndicats, contre le projet de réforme des retraites qu'Emmanuel Macron et son gouvernement veulent imposer, avec notamment un recul du départ à la retraite de 62 à 64 ans. On en parle avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne, qui analyse les dangers de ce projet et fait le lien avec le dossier des pensions en Belgique.

AGIR LE 14 FÉVRIER, ÉLARGIR NOTRE MOBILISATION

Les raisons et les objectifs des actions syndicales de ce mardi 14 février ? Voici les réponses de **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne, qui appelle à élargir le front de la mobilisation sociale.

ANDRÉ ANTOINE, LE DERNIER PRÊTRE OUVRIER

Devinez qui est notre invité cette semaine ? L'arroseur arrosé, l'interviewer interviewé : **Giovanni LENTINI**, qui était aux manettes et au micro d'Opinions FGTB il y a quelques années. Après trois romans, il vient de publier un nouvel ouvrage, cette fois entre l'essai et le livre d'entretiens, consacré à **André ANTOINE**, « le dernier prêtre-ouvrier ». Aujourd'hui retraité, celui-ci a été à la fois prêtre, ouvrier et militant puis délégué syndical FGTB. De tous les combats, de toutes les grèves, toujours aux côtés de la classe ouvrière. Voici le portrait d'un homme au parcours singulier, qui associe l'évangile et la lutte des classes.

BRUXELLES, DIMANCHE 26 FÉVRIER : CONTRE LA GUERRE, POUR LA PAIX !

On parle de la paix dans ce podcast. La paix que l'on voudrait tant voir reprendre du terrain à la guerre en Ukraine. La paix, qui semble chaque jour un peu plus lointaine, à mesure que les combats s'intensifient, que la guerre d'agression menée par la Russie depuis un an se poursuit, à mesure aussi que les discours et les décisions guerrières, militaristes, bellicistes de l'OTAN et de nos gouvernements prennent le dessus et nous imposent une escalade suicidaire. Notre invité : le directeur du service d'études de la FGTB, **Jean-Marie DE BAENE**, très actif au sein de la coalition belge pour la paix qui rassemble les syndicats et des dizaines d'associations et d'organisations du Nord et du Sud du pays. C'est cette coalition qui organise, ce dimanche 26 février à Bruxelles, une manifestation nationale contre la guerre, pour des négociations et une paix durable en Ukraine.

HAÏTI : RÉSISTANCES SOCIALES ET SYNDICALES POUR UNE « TRANSITION DE RUPTURE »

Déjà catastrophique depuis des années, la situation en Haïti ne cesse de se dégrader. Les gangs armés ont pris le contrôle de la capitale, Port-au-Prince, et de plus de 50% du pays. Ils sèment la mort et la violence en toute impunité : plus de 1.300 enlèvements, plus de 2.000 assassinats rien qu'en 2022. La population est prise en étau entre ces groupes armés et un gouvernement illégitime, corrompu et aux abois. Près de la moitié de la population souffre de malnutrition, les besoins sont immenses en matière de nourriture, d'eau potable, de soins de santé. Dans une telle situation, les résistances sociales sont immensément difficiles, et le soulèvement populaire de 2018-2019 a marqué le pas. Mais les syndicats et la société civile continuent leur combat pour une « transition de rupture » qui permettrait au peuple

haïtien de reprendre son avenir en main. On en parle avec **Frédéric THOMAS**, chargé d'études au Centre tricontinental (CETRI) et spécialiste d'Haïti.

DÉFAITES VOS IDÉES TOUTES FAITES SUR LE CHÔMAGE !

La limitation dans le temps des allocations de chômage ? Ça ne marche pas. La dégressivité des allocations ? Ça ne marche pas. La chasse aux chômeurs, les sanctions les exclusions, l'appauvrissement provoqué, la politique du bâton ? Ça ne marche pas. La FGTB wallonne vient de publier une étude qui en fait la démonstration. Une étude qui flingue les politiques de casse sociale menées depuis des décennies et qui tord le cou aux idées reçues, aux préjugés, aux fake news et autres allégations trompeuses sur le chômage et les demandeurs d'emploi. Présentation et explications avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne.

FEMMES, MIGRANTES, TRAVAILLEUSES, EXPLOITÉES

Oppression patriarcale, exploitation néolibérale. Quatre mots qui résument froidement les violences faites à des millions de femmes migrantes à travers le monde. En écho à la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, cette séquence d'Opinions FGTB vous propose la réflexion d'**Aurélié LEROY**, chargée d'études au Centre tricontinental (CETRI).

ÉTATS GÉNÉRAUX FÉMINISTES DU CEPAG : « LE 8 MARS... ET APRÈS ? »

D'où vient le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes ? Et après le 8 mars, qu'est-ce qu'on fait ? Quelles perspectives pour les combats féministes ? Quelle articulation avec les autres luttes sociales ? Pour en débattre, le CEPAG organise ses États généraux féministes ce mercredi 29 mars à Namur. Programme et présentation au micro d'Opinions FGTB, avec **Vanessa AMBOLDI** (directrice du CEPAG) et **Julien SMAL** (Cellule de lutte contre les discriminations et Groupe Femmes du CEPAG).

LE FESTIVAL DU FILM ENGAGÉ, PREMIÈRE !

C'est parti pour la première édition du Festival du film engagé, organisé ces jeudi 13 et 14 avril à Virton par le CEPPST (Centre d'éducation permanente et de promotion sociale des travailleurs). Et ça démarre fort, avec cinq excellents films au programme, et en guest-stars, les frères Dardenne et Benoît Mariage, parrain du festival. « Action ! », avec **Anne BINET**, Directrice du CEPPST.

LE BALAI LIBÉRÉ

« Travailler sans patron, est-ce encore une option ? » C'est l'une des questions soulevées par « Le Balai libéré », un film documentaire qui raconte l'histoire incroyable de femmes de ménage, des ouvrières nettoyeuses, qui décident de faire grève et puis de licencier leur patron, avant de s'organiser et de travailler en autogestion pendant 14 ans. C'était à l'UCL, l'Université catholique de Louvain-la-Neuve, dans les années 70. Le film fait se rencontrer les travailleurs et travailleuses de l'époque et celles et ceux qui sont en charge du nettoyage de l'UCLouvain, un demi-siècle plus tard. C'est **Coline GRANDO**, réalisatrice, qui est notre invitée cette semaine.

AVEC LES COMBATTANTES ET COMBATTANTS DE DELHAIZE, CONTRE LA RÉGRESSION SOCIALE

À l'occasion du 1er mai, on fait le point, dans cette séquence d'Opinions FGTB, sur les enjeux et la portée du combat des travailleuses et des travailleurs de Delhaize contre les attaques patronales et judiciaires. Avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne.

UN COUP DE BOOST POUR COUP DE BOOST !

Coup de boost : un dispositif créé en 2016 par la FGTB wallonne, la CSC et le FOREM pour les jeunes en situation difficile. Des jeunes de 18 à 29 ans qui galèrent, confrontés au chômage, aux politiques de sanctions et d'exclusion, au manque de perspectives professionnelles, ou qui sont à la recherche de leur projet de vie. Aujourd'hui, Coup de boost est en plein développement, avec de nouvelles antennes un peu partout en Wallonie, avec le soutien du gouvernement wallon, et surtout avec des résultats très positifs pour les jeunes qu'il accompagne. Ce lundi 5 juin, une conférence de presse était organisée à Namur par les différents initiateurs et les équipes de Coup de boost, pour en souligner tout l'intérêt. Le micro d'Opinions FGTB y était.

PROJET DE LOI « ANTI-CASSEURS » : À LA CASSE !

Le projet de loi « anti-casseurs » porté par le ministre de la Justice Open VLD Vincent Van Quickenborne, vous avez suivi ? Un projet de loi qui vise à rendre la justice « plus humaine, plus rapide, et plus ferme », selon son auteur. Surtout plus ferme ! Et qui en réalité menace directement les syndicalistes, les mouvements sociaux, les droits collectifs, les citoyennes et citoyens en général. On vous explique pourquoi il faut s'y opposer et exiger son retrait, avec **Selena CARBONERO FERNANDEZ**, Secrétaire fédérale de la FGTB.

RENTRÉE POLITIQUE DE LA FGTB WALLONNE : « MIEUX UTILISER L'ARGENT PUBLIC ! »

C'était la rentrée politique de la FGTB wallonne, le 7 septembre dernier à Namur. **Jean-François TAMELLINI**, son Secrétaire général, s'est adressé aux militantes et militants ainsi qu'aux nombreux mandataires politiques présents, qu'il a interpellés sur de nombreux sujets, notamment la crise sociale vécue par des centaines de milliers de personnes et les enjeux liés à l'emploi. Il a également avancé les priorités et les propositions portées par la FGTB wallonne. En voici quelques échos, résumés dans cette interview de rentrée.

DÉCOUVRIR LES 1000 JOURS DE LA RÉVOLUTION CHILIENNE

Franck GAUDICHAUD est spécialiste du Chili et de l'Amérique du Sud, professeur à l'Université Toulouse Jean Jaurès. Il était à Liège ce lundi 11 septembre, à l'invitation de la CGSP wallonne et de la Librairie Entre-Temps, notamment pour présenter son nouveau livre, « Découvrir la révolution chilienne (1970-1973) ». Au micro d'Opinions FGTB, il revient sur les 50 ans du coup d'État au Chili, et – surtout – sur l'expérience de l'Unité populaire, emmenée par le président Salvador Allende. 1000 jours de fièvre révolutionnaire, sur la voie d'une « transition démocratique et pacifique vers le socialisme ».

VIVE L'UNIVERSITÉ POPULAIRE

C'est reparti ! Au carrefour de l'enseignement universitaire et de l'éducation populaire, revoici le Certificat d'Université en politiques économiques et sociales, organisé en partenariat par le CEPAG et l'Université libre de Bruxelles (ULB). Voici une rapide présentation de cette nouvelle session (la 10ème !), avec **Céline MOREAU**, formatrice au CEPAG.

« MANIFESTANT·E, PAS CRIMINEL·LE » (SUITE) : PS, ECOLO, NE VOTEZ PAS CETTE LOI !

Elles et ils étaient plus de 10.000, ce jeudi 5 octobre à Bruxelles, devant le cabinet du ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne, pour exiger une nouvelle fois le retrait de son fameux – fumeux ! – projet de loi « anti-manifestant·es ». Un projet de loi qui menace directement les syndicalistes, les mouvements sociaux, les citoyennes et citoyens, et leur droit fondamental à manifester. Explications et échos de cette

manifestation avec **Selena CARBONERO FERNANDEZ**, Secrétaire fédérale de la FGtB, **Pierre-Arnaud PERROUTY**, Directeur de la Ligue des Droits humains, et **Thierry BODSON**, Président de la FGtB.

20 ANS DE DÉMOLITION : POURQUOI ET COMMENT ILS VEULENT DÉTRUIRE L'ASSURANCE CHÔMAGE (1/4)

La chasse aux chômeuses et aux chômeurs, ce n'est pas nouveau : cela fait des années – des dizaines d'années ! – que les demandeuses et demandeurs d'emploi sont appauvris, stigmatisés, pourchassés. Mais la tendance au contrôle, aux sanctions et à l'exclusion ne fait que s'aggraver, avec des conséquences sociales catastrophiques. On va tenter de comprendre pourquoi et comment les responsables politiques détruisent, petit à petit, le système d'assurance chômage censé protéger chacune et chacun d'entre nous. Pourquoi ces politiques délibérées de démolition qui s'attaquent à une partie de la population déjà fragilisée, précarisée ? Premiers éléments de réponse avec **David LANNOY**, Conseiller au CEPAG.

20 ANS DE DÉMOLITION : POURQUOI ET COMMENT ILS VEULENT DÉTRUIRE L'ASSURANCE CHÔMAGE (2/4)

Épisode 2, avec **David LANNOY**, Conseiller au CEPAG.

20 ANS DE DÉMOLITION : POURQUOI ET COMMENT ILS VEULENT DÉTRUIRE L'ASSURANCE CHÔMAGE (3/4)

Troisième épisode de notre mini-série qui en compte quatre, consacrée aux politiques de contrôle, de sanction et d'exclusion qui ciblent depuis des années les personnes privées d'emploi. Des politiques toujours plus brutales et punitives, avec des conséquences sociales désastreuses. Et tout ça pour quoi ? Pour rien, parce que ces politiques répressives ne fonctionnent pas. Echec sur toute la ligne. On vous explique ça avec **Jérôme THIRY**, conseiller au CEPAG.

20 ANS DE DÉMOLITION : POURQUOI ET COMMENT ILS VEULENT DÉTRUIRE L'ASSURANCE CHÔMAGE (4/4)

Quatrième et dernier épisode de notre mini-série consacrée aux politiques de contrôle, de sanction et d'exclusion qui ciblent depuis des années les personnes privées d'emploi. Comment sortir de cette entreprise de démolition et inverser la tendance, en mettant la priorité sur la protection sociale et l'emploi de qualité ? Voici les propositions avancées par la FGtB wallonne, avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général.

2024

CRITIQUE POPULAIRE DE L'EXPLOITATION (1/4)

Voici une première plongée radiophonique dans le nouveau livre de **Nicolas LATTEUR**, sociologue et formateur au CEPAG : « Critique populaire de l'exploitation – Ce que devient le travail ».

En 4 épisodes, on vous embarque à la découverte d'un véritable « contre-guide de management ». Au cœur du monde du travail et de sa violence, visible et invisible, depuis le point de vue, la parole et les réalités des travailleuses et des travailleurs.

CRITIQUE POPULAIRE DE L'EXPLOITATION (2/4)

Avec **Nicolas LATTEUR**, sociologue et formateur au CEPAG, auteur de « Critique populaire de l'exploitation – Ce que devient le travail ».

CRITIQUE POPULAIRE DE L'EXPLOITATION (3/4)

Avec **Nicolas LATTEUR**, sociologue et formateur au CEPAG, auteur de « Critique populaire de l'exploitation – Ce que devient le travail ».

CRITIQUE POPULAIRE DE L'EXPLOITATION (4/4)

Avec **Nicolas LATTEUR**, sociologue et formateur au CEPAG, auteur de « Critique populaire de l'exploitation – Ce que devient le travail ».

LE CAPITALISME AU MUSÉE !

On aurait pu en finir plus tôt avec le capitalisme, et le reléguer au musée – ou aux oubliettes. Mais il reste hélas du boulot aux citoyennes et citoyens, aux exploité·es, aux opprimé·es, aux mouvements sociaux du monde à qui il appartient de le soumettre – ou de le démettre. En attendant de n'être plus qu'un mauvais souvenir, ce système économique prédateur et sans issue a déjà son musée, qui fête ses dix ans cette semaine à Namur. Opinions FGTVB vous y emmène, en compagnie de **Laurent WILMET**, animateur d'AFICO.

RETOUR SUR 2022 : UNE ANNÉE DE LUTTES

Aujourd'hui nous recevons **Jean FANIEL**, directeur général du CRISP (Centre de recherches et d'information socio-politiques) qui vient nous parler de grève et de conflictualité sociale. Le CRISP vient de sortir une étude sur les principaux mouvements sociaux et conflictualités qui ont marqué l'année 2022 : grève générale du 9 novembre, manifestations par rapport à la loi de 96, mobilisation des Titres-services, etc. Analyse.

GRÈVE DU 8 MARS ET LUTTES FÉMINISTES

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, de lutte contre les violences faites aux femmes, contre les inégalités de genre – et notamment les inégalités salariales. À cette occasion, de nombreux collectifs, syndicats, associations se mobilisent et organisent des actions un peu partout en Belgique. Le 8 mars sera donc à nouveau une journée de grève, pour les droits des femmes, et on en parle dans cette émission avec **Sandrine LORFÈVRE**, Présidente du Bureau wallon des Femmes de la FGTVB.

PAROLES DE DÉLÉGUÉ·E·S

On va voter, cette année, et pas qu'un peu : élections législatives, élections européennes, élections régionales, provinciales, communales... il va y avoir embouteillage dans l'isoloir. Les médias vont donc en parler beaucoup, et longtemps. Mais ils parleront sans doute beaucoup moins d'un autre scrutin, lui aussi prévu cette année, au mois de mai : les élections sociales, qui vont pourtant concerner plus de 7.000 entreprises, plus de 2 millions de travailleuses et travailleurs, et des dizaines de milliers de déléguées syndicales et délégués syndicaux qui seront élu·e·s pour les représenter et les défendre. Rencontres avec **Christelle**, **Bibiane**, **Mathilde** et **Karim**, quatre de ces délégués que nous avons interrogé·e·s sur leur travail au quotidien, leur parcours et leur action syndicale.

UNE SEMAINE D'ACTION POUR LE DROIT AU LOGEMENT

C'est **Christine MAHY**, Secrétaire générale du Réseau wallon de Lutte contre la pauvreté, qui est au micro d'Opinions FGTVB cette semaine pour parler du droit au logement... et du « mal-logement » qui touche des dizaines de milliers de personnes partout en Belgique. Avec d'autres associations et collectifs, le RWLP organise à partir de ce samedi 30 mars une semaine d'actions dans plusieurs villes de Wallonie et à Bruxelles pour dénoncer une situation catastrophique... qui depuis des années ne fait qu'empirer.

Explications et propositions pour que ce droit au logement, essentiel, existentiel, devienne enfin une réalité pour chacune et chacun.

FESTIVAL DU FILM ENGAGÉ, DEUXIÈME !

Après une première édition très réussie en avril 2023, revoici le Festival du film engagé « Action ! », organisé les 17, 18 et 19 avril par le CEPPST au cinéma Patria, à Virton. Trois jours de films socialement et politiquement engagés, de débats, de photos, de musique et d'éducation populaire, avec la complicité solidaire du musicien Saule et du (parrain) réalisateur Benoît Mariage. Présentation de cette *success story* avec **Jennifer LEROY**, du Centre d'éducation permanente et de promotion sociale des travailleuses et des travailleurs.

« CRÉER C'EST RÉSISTER, RÉSISTER C'EST CRÉER »

C'est parti pour la 16ème édition du Festival de Résistance, organisé par la FGTB de Verviers-Ostbelgien et le CEPAG verviétois, en collaboration avec le Centre culturel de Dison et plusieurs partenaires associatifs. Comme chaque année, le programme du festival vous propose de nombreuses activités (gratuites), articulées autour d'un fil rouge qui a 20 ans aujourd'hui : l'« Appel des Résistants aux jeunes générations », signé en 2004 par 13 anciens résistant-es français-es, dont Lucie et Raymond Aubrac. On en parle avec **Daniel RICHARD**, Secrétaire régional de la FGTB de Verviers-Ostbelgien.

VISA : VIGILANCE ET INITIATIVES SYNDICALES ANTIFASCISTES

Notre invité cette semaine : **Pascal DEBAY**, syndicaliste et représentant de la CGT, en France. Il était en Belgique mercredi 24 avril, à l'invitation du CEPAG et de la FGTB wallonne, pour renforcer les luttes syndicales contre l'extrême droite et pour évoquer, en particulier, une association qui s'appelle VISA et qui regroupe près de 200 structures syndicales, un peu partout en France. **Pascal DEBAY** est l'un de ses représentants, voici ce qu'il en dit.

CHRISTIANE STEFANSKI, UNE CHANTEUSE CAMARADE

Pas d'interview, pas d'invité à vous présenter cette semaine dans « Opinions FGTB », mais une chanson. Et à travers cette chanson, une chanteuse, une interprète d'exception qui vient de partir, à pas feutrés, vers le Panthéon des chanteuses et des chanteurs qui ont des choses à dire : **Christiane STEFANSKI**. Une chanteuse engagée, aux côtés des travailleuses et des travailleurs, dans les usines en lutte, de Jemeppe à Jupille, de Liège au Borinage, et puis toujours du côté des petits, des exploités, des opprimés, avec ou sans papiers. **Christiane STEFANSKI**, c'est le panache des herbes folles, c'est le rock dans les manifs, c'est la poésie au coin de la rue, et l'espoir des jours heureux qui fait palpiter les cœurs. Voici notre modeste hommage à une chanteuse camarade.

QUI SONT LES CASSEURS ?

C'est la question que pose **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne, en ouverture (et en couverture) du livre qu'il vient de publier aux Editions Weyrich. Voici une courte présentation de cet essai par son auteur.

MAWDA, AUTOPSIE D'UN CRIME D'ÉTAT

C'était il y a 6 ans, le soir du 16 mai 2018. La police belge pourchasse une camionnette qui transporte des personnes migrantes, près de Mons, sur l'autoroute E42. Après une longue course-poursuite, la police belge tire et tue une petite fille de 2 ans d'une balle dans la tête. Cette petite fille s'appelait Mawda, elle était kurde, et elle suivait ses parents qui tentaient de se rendre en Angleterre pour y trouver un avenir meilleur. Voici l'histoire terrible d'un crime institutionnel, racontée par **Manu SCORDIA**, auteur et

dessinateur d'une BD qui vient de paraître aux Editions La boîte à Bulles et qu'il faut lire absolument : « Mawda, autopsie d'un crime d'État ».

LE POING, LA ROSE ET LE PUTOIS

C'est **Olivier STARQUIT**, directeur des services syndicaux de la Centrale générale FGTB, qui est notre invité cette semaine pour nous présenter l'essai percutant et vivifiant qu'il vient de publier aux Editions des Territoires de la Mémoire. « Le poing, la rose et le putois » ne pouvait pas mieux résonner avec l'actualité, au lendemain d'élections qui ont vu progresser encore un peu plus les partis de droite et d'extrême droite, en Belgique, en France et ailleurs en Europe. Voici un petit livre qui donne la pêche, parce qu'il balaie la résignation, la fatalité, et dessine des pistes d'action. Oui, les jours heureux sont à notre portée. *Avanti popolo !*

LA FGTB, ZONE ANTIFA

On parle à nouveau des luttes contre l'extrême droite cette semaine, avec **Monique SIMON**, Secrétaire régionale intersectorielle de la CGSP Namur, qui est très impliquée dans le combat antifasciste. Elle évoque notamment la création du Bureau antifa à Namur, et la Nuit blanche contre listes noires organisée le 11 octobre prochain à Namur et Liège.

AUDI BRUXELLES : LA COLÈRE DE 3.000 TRAVAILLEURS EN SURSIS

Le 9 juillet dernier, la direction d'Audi Bruxelles annonce son intention de licencier 1.500 travailleurs avant la fin de cette année, et plus de 1.000 travailleurs en 2025. À l'horizon : la fermeture pure et simple de l'usine. **Grégory DASCOTTE**, secrétaire permanent des métallos FGTB du Brabant, et **Pascal DEBRULLE**, délégué métallo FGTB à Audi Bruxelles, sont au micro d'Opinions FGTB pour analyser les raisons de ce saccage social et industriel programmé.

NOUVELLE GRÈVE MONDIALE POUR LE CLIMAT

Elle s'appelle **Hana**, il s'appelle **Eliot**. Ils ont 15 et 16 ans et sont membres de Youth For Climate, les jeunes activistes pour le climat qui organisent, avec Rise for Climate et d'autres collectifs, la mobilisation de ce vendredi 20 septembre à Bruxelles. D'autres actions sont prévues aux quatre coins du monde : c'est une nouvelle journée de « Grève mondiale pour le climat ». On en parle avec **Eliot** et **Hana**, à la sortie de leurs cours, dans un parc bruxellois situé juste à côté de leur école.

« PENSER ET AGIR » : UNE FORMATION POUR AIGUISER VOTRE ESPRIT CRITIQUE

C'est reparti pour une nouvelle saison du cycle de formation « Penser et agir », proposé par le CEPAG et son équipe de formatrices et formateurs. Ouvert à toutes et tous, ce cycle de formation vous accueille à Bruxelles, Mons, Liège, Charleroi et vous propose un programme aussi copieux que passionnant. Objectif : aiguiser votre analyse critique de la société, des crises qu'elle traverse, et élaborer collectivement les outils qui vous permettront de contribuer à la transformer. **Didier BRISSA**, formateur au CEPAG, vous explique tout dans cette séquence radio.

RIGHT TO PROTEST

Manifester est un droit humain. Notre droit à toutes et tous. Sommes-nous potentiellement menacés si nous l'exerçons ? La réponse est oui. Le droit de protester, de manifester, de faire grève, est de plus en plus souvent (et durement) attaqué, en Belgique comme ailleurs. Face à cette évolution alarmante et à la criminalisation croissante des mouvements sociaux, des organisations se mobilisent et créent une coalition pour défendre le droit de protester. Parmi ces organisations : les syndicats, Greenpeace, Amnesty international, La Ligue des droits humains, le CEPAG, le CIRE, le PAC, le CNCD, la Ligue des Familles, etc. La liste s'allonge, la coalition s'élargit, la résistance se renforce. Présentation et explications

avec **Selena CARBONERO FERNANDEZ**, Secrétaire fédérale de la FGTB, l'une des initiatrices de cette coalition « Right to Protest ».

TRAVAILLER LA NUIT OU LE DIMANCHE, ÇA VOUS DIT ?

Au menu de cette nouvelle séquence d'Opinions FGTB : la volonté affichée par le formateur du probable futur gouvernement Arizona, Bart De Wever, de réformer le travail de nuit et le travail le dimanche et les jours fériés, parmi d'autres intentions socialement et économiquement agressives. Avec quelles conséquences pour les conditions de travail, la santé et les salaires des travailleuses et travailleurs ? Éléments de réponse avec **Andrea DELLA VECCHIA**, Secrétaire fédéral de la Centrale générale de la FGTB.

NON-MARCHAND : À LA RECHERCHE DU TEMPS VOLÉ

Les travailleuses et les travailleurs du secteur non-marchand étaient en nombre dans la rue, ce jeudi 7 novembre à Bruxelles. Une nouvelle fois, elles et ils ont appelé le monde politique à agir pour pallier le manque de moyens et de personnel qui étouffe leur secteur. L'urgence ? Permettre à leurs métiers indispensables de « retrouver le temps de l'humain, le temps de vivre ». Constat, analyse et revendications, avec **Nathalie LIONNET**, Secrétaire fédérale du SETCa.

HARALD EST VIVANT

Pas d'invité au micro d'Opinions FGTB cette semaine, mais une voix, tragiquement réduite au silence il y a quelques jours : la voix d'**Harald FRANSEN**, auteur et dessinateur de la BD « Un cœur en commun, la belge histoire de la Sécurité sociale », et concepteur de l'exposition itinérante « Le droit de vivre », inspirée de cette bande dessinée. Harald s'est fait la malle. Il est parti rejoindre le « comité clandestin » et les fondateurs de la Sécurité sociale, ce « cœur en commun » qui veille sur nous à toutes les étapes de la vie. « La Sécu », disait-il, « c'est notre héritage le plus précieux. C'est elle qui fait la Belgique, bien avant le territoire, le roi, le foot, la bière ou la frite. » Son expo, « Le droit de vivre », qui a circulé un peu partout en Wallonie depuis 2021, est à nouveau visible à Liège, au B3, jusqu'au 14 décembre prochain, à l'initiative du CEPAG, de Promotion et Culture, de PAC Liège et de Point Culture. Voici la voix d'Harald et la présentation qu'il nous faisait de cette exposition en juin 2022.

QUINZAINE DES MIGRATIONS

C'est une première ! Voici la « Quinzaine des migrations », organisée par le CEPAG à partir de ce lundi 2 décembre. De nombreux rendez-vous et événements sont au programme : conférences, colloque, débats, expositions... Objectif : informer, alerter, conscientiser le grand public sur les politiques migratoires et les situations vécues par les personnes migrantes, avec ou sans-papiers. On en parle avec **Vanessa AMBOLDI**, directrice du CEPAG.

LA PRESSION MONTE AU BAROMÈTRE

Manif à Bruxelles ce vendredi 13 décembre, action le mercredi 18 décembre, mobilisation annoncée pour le début 2025... La FGTB fait monter la pression et organise la résistance « face au recul social généralisé que nous préparent les gouvernements de droite, celui qui s'annonce au fédéral et celui qui est déjà en place en Wallonie ». On en parle avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne, qui annonce également le lancement du « baromètre de la vie chère », destiné à mesurer précisément l'impact concret des politiques gouvernementales sur la vie des citoyennes et citoyens. Explications.

LES SERVICES PUBLICS DANS LE COLLIMATEUR DU GOUVERNEMENT WALLON

Journée de grève ce mercredi 18 décembre dans la fonction publique en Wallonie. Une nouvelle mobilisation syndicale, en front commun, pour dénoncer les attaques sur les services publics et les intentions affichées par le nouveau gouvernement wallon, qui prépare notamment de nouvelles coupes budgétaires et la suppression du statut des fonctionnaires. On en parle avec **Stéphane JAUMONET**, secrétaire fédéral de la CGSP, et **Olivier NYSSSEN**, secrétaire général du secteur Admi de la CGSP, au micro de **Corinne GERBINET**.

2025

MATRIBUNE.BE : UN NOUVEAU MEDIA DE GAUCHE DÉBARQUE SUR LE WEB !

En voilà une bonne nouvelle pour commencer l'année ! Un nouveau media de gauche va faire son apparition sur la toile ce mercredi 15 janvier. Un media engagé, qui veut offrir à son lectorat un contenu résolument ancré à gauche. Des infos, analyses, vidéos, podcasts, caricatures, chroniques... qui proposeront une autre vision du monde, une autre perspective que la pensée unique trop souvent ressassée en boucle par les médias dominants. Voici une rapide présentation de « MaTribune.be », avec **Patrick LEBRUN**, Secrétaire général de l'interrégionale wallonne de la CGSP.

1.800 MORTS CHAQUE ANNÉE EN BELGIQUE : STOP AUX CANCERS PROFESSIONNELS !

Les cancers d'origine professionnelle constituent l'un des plus graves problèmes de santé sur les lieux de travail. En Europe, chaque année, on déplore environ 120.000 cas de cancers d'origine professionnelle. 120.000 travailleuses et travailleurs qui sont frappés par la maladie à la suite d'une exposition à des agents cancérigènes. Le décompte est sinistre : 80.000 décès par an. En Belgique, on estime le bilan à 1.800 morts. Trois à quatre fois plus que le nombre de tués sur les routes, et pourtant on n'en parle pas – ou si peu. Le point commun de tous ces cancers professionnels ? Ils sont évitables. C'est **Heinz EVERTZ** qui est notre invité cette semaine. Il est conseiller en matière de santé et de sécurité à la FAR, la Form'action André Renard, qui vient de lancer une nouvelle campagne, « Stop cancers professionnels ».

LES ENSEIGNANTS VENT DEBOUT CONTRE LE PROJET DE RÉFORME MR-ENGAGÉS

48 heures de grève, ces 27 et 28 janvier, et une grande manifestation à Bruxelles : les enseignants et leurs organisations syndicales accentuent leur mobilisation contre le projet de réforme de l'Enseignement porté par la ministre Valérie Glatigny et le gouvernement MR-Engagés. Les raisons de la colère ? Eléments de réponse avec **Clara BEELEN**, Secrétaire régionale de la CGSP Enseignement de Huy.

« HAÏTI : NOTRE DETTE » ET « MONDE EN GUERRE »

« Qui vous aurait pensés capables de ça ? Qui eût cru cela possible ? Vous vous êtes soulevés. Vous parliez de liberté, d'égalité, de fraternité dans des langues africaines et en créole, vous chantiez en français, dit-on, les hymnes révolutionnaires. Vous avez battu la plus puissante armée du monde et vous vous êtes libérés. » Voici quelques mots qui ouvrent « Haïti : notre dette », le nouvel essai de **Frédéric THOMAS**, docteur en sciences politiques et chargé d'études au Centre tricontinental (CETRI). Il est notre invité cette semaine pour nous présenter ce livre, et évoquer également le précédent : « Monde en guerre – Militarisation, brutalisation et résistances ».

100.000 VOIX CONTRE L'ARIZONA ET SON DÉSERT SOCIAL

100.000 personnes déterminées dans les rues de Bruxelles ce jeudi 13 février. 100.000 personnes de tous horizons, de tous âges, de toutes professions, de toutes origines, qui savent à quel point le programme

du nouveau gouvernement Arizona est une déclaration de guerre à l'ensemble du monde du travail. Au lendemain de cette immense mobilisation citoyenne et syndicale, voici l'analyse de **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne, qui appelle à la résistance.

L'HÉRITAGE ASSASSIN

Une fois n'est pas coutume, voici un podcast consacré à un roman, paru en 2024, tout juste 30 ans après le génocide au Rwanda : « L'héritage assassin », de **Jean-Pierre GRIEZ**. Un livre captivant et édifiant, à la fois roman et réquisitoire implacable, fruit d'un long travail d'enquête mené par l'auteur. Au fil de l'histoire qu'il déroule sous nos yeux, ce sont les responsabilités écrasantes de la Belgique dans ce génocide qui sont mises en lumière. Et notamment les responsabilités d'hommes politiques belges, de l'église catholique et de certaines ONG.

LES FEMMES, PREMIÈRES VICTIMES DES BOUCHERS DE L'ARIZONA

« Les femmes sont les premières victimes du gouvernement De Wever-Bouchez » : c'est ce qu'affirme la FGTB, et avec elle de nombreuses organisations et associations qui se sont mobilisées le 8 mars, un peu partout en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre, pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. On revient sur cette forte mobilisation avec **Vanessa AMBOLDI**, directrice du CEPAG, qui fait le lien avec l'édition 2025 des États généraux féministes, plus que jamais d'actualité.

FESTIVAL DU FILM ENGAGÉ : CLAP, TROISIÈME !

La « success story » continue ! Après deux premières éditions qui ont fait salle comble, en compagnie de Benoît Mariage, des Frères Dardenne, de Saule et d'un public conquis, revoici « Action ! », le Festival du film engagé organisé par l'équipe du CEPPST. Rendez-vous au cinéma Patria, à Virton, les 9, 10 et 11 avril ! Présentation de cette troisième édition avec **Jennifer LEROY**, animatrice au CEPPST, le Centre d'éducation permanente et de promotion sociale des travailleuses et travailleurs.

FESTIVAL DE RÉSISTANCE, #17

La semaine dernière, dans « Opinions FGTB », on vous a présenté le festival du film engagé, organisé les 9, 10 et 11 avril par le CEPPST à Virton. Cette semaine, focus sur un autre festival engagé, le Festival de Résistance, qui en est à sa 17ème édition et qui vous propose un sacré programme, tout ce mois d'avril et jusqu'au 9 mai prochain. Présentation résistante et optimiste avec **Daniel RICHARD**, Secrétaire régional de la FGTB de Verviers-Ostbelgien, qui organise ce festival avec le CEPAG verviétois, les centres culturels de Dison et Verviers et plusieurs autres partenaires culturels et associatifs.

ATTENTION, JEU PÉNIBLE !

Drôle de jeu de rôle... Vous voilà dans la peau d'une travailleuse ou d'un travailleur confronté-e à la souffrance au travail : stress, harcèlement, pénibilité, discrimination, maladie, heures supplémentaires non-payées, etc. Comment allez-vous vous en sortir, et atteindre la retraite (pas à 67 ans !) sans être broyé-e par le système ? À vous de jouer ! **Noam LEUNEN** et **Chiara GIACONIA**, stagiaires au CEPAG, vous présentent le jeu de société qu'il et elle ont imaginé et créé. « Attention, jeu pénible ! »

LA POLITIQUE SELON LE MR : S'ATTAQUER AUX PLUS FRAGILES ET S'EN VANTER

Deux ministres MR, deux attaques brutales. Qui riment avec Pierre-Yves Jeholet et David Clarinval. Le premier veut flinguer les cellules de reconversion, qui viennent en aide aux travailleuses et travailleurs licenciés. Le second va plonger plus de 100.000 demandeuses et demandeurs d'emplois dans la misère, et s'en vante, se gargarisant dans les médias de cette décision « historique ». Pour **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne, « ce n'est plus de la politique, c'est du mépris de classe ».

NON-MARCHAND : LA RÉBELLION D'UN SECTEUR APPAUVRI

Cela fait des années que les travailleuses et les travailleurs du secteur non-marchand dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail et d'existence. Toujours plus de travail, de cadences infernales, toujours moins de temps, de personnel. Des années qu'ils et elles réclament des moyens à la hauteur de leur travail, de leurs missions fondamentales au service de la population. En vain. Alors une nouvelle fois, ils et elles sont descendu-es dans les rues de Bruxelles, ce jeudi 22 mai. Plus de 30.000 voix qui ont exigé « des moyens, pas des cailloux dans nos chaussures ! » On en parle avec **Nathalie LIONNET**, Secrétaire fédérale du Setca non-marchand.

PAS TOUCHE AUX CELLULES DE RECONVERSION !

Deux invités au micro d'Opinions FGTB cette semaine : **Didier SMETZ** et **Patrick BRASSEUR**, coordinateurs des Cellules de Reconversion pour la Wallonie. Un dispositif unique en Europe, mis en place il y a près de 50 ans par les syndicats, en partenariat avec le Forem, et qui offre une aide précieuse aux travailleuses et travailleurs victimes d'un licenciement collectif. Avec eux, on tente de comprendre la décision – brutale, injuste, injustifiée – du gouvernement wallon MR-Engagés d'en finir avec les Cellules de Reconversion, qui ont pourtant démontré leur pertinence et leur utilité.

UNE BOUCHERIE SIGNÉE MR-ENGAGÉS

Objectivement, nombre des « réformes » annoncées par le gouvernement Arizona (fédéral) et le gouvernement MR-Engagés (Wallonie) sont violentes, brutales, et vont avoir des conséquences sociales extrêmement dures pour des dizaines de milliers de personnes. On vous en explique trois dans « Opinions FGTB » cette semaine : d'abord, l'exclusion programmée de plus de 180.000 demandeurs et demandeuses d'emploi des allocations de chômage. Ce n'est pas une « réforme », c'est un massacre, dont se félicite son zélé promoteur, le ministre fédéral MR de l'Emploi (sic) David Clarinval. Ensuite, une mesure annoncée par le gouvernement wallon MR-Engagés : la suppression des cellules de reconversion, un dispositif unique en Europe qui démontre pourtant son utilité depuis près de 50 ans. Troisième exemple de casse sociale délibérée : le gouvernement wallon veut supprimer un autre dispositif qui a lui aussi fait ses preuves. C'est Coup de Boost, qui vient en aide aux jeunes en difficulté. Explications et analyse de cette boucherie signée MR-Engagés avec **Jean-François TAMELLINI**, Secrétaire général de la FGTB wallonne.

LA HONTE

Tout va bien. On assiste en direct à l'éradication méthodique du peuple palestinien par l'armée et le gouvernement israélien, et que fait la Belgique ? Rien. Le gouvernement belge s'interroge, temporise, tergiverse. Agir pour tenter de faire cesser le génocide en cours ? Prendre des sanctions contre Israël ? Oui, enfin non, ou alors peut-être, faut voir... Voici ce qu'en pense notre invité cette semaine, **Thierry BODSON**, le président de la FGTB.

« PENSER ET AGIR » : LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES !

« Penser et agir » : un cycle de formation de 3 ans, ouvert à toutes et tous, à Bruxelles, Mons, Charleroi et Liège. Objectifs : développer un regard critique sur l'organisation de nos sociétés, puis explorer collectivement des pistes pour agir. On en parle avec **Didier BRISSA**, formateur au CEPAG.

« PARTOUT LA COLÈRE MONTE CONTRE CES GOUVERNEMENTS DE DROITE ET LEURS POLITIQUES ANTISOCIALES »

La FGTB wallonne faisait sa rentrée politique, ce jeudi 11 septembre à Namur. **Jean-François TAMELLINI**, son Secrétaire général, y a prononcé un discours très critique face aux politiques menées par les

gouvernements wallon et fédéral, qui vont provoquer des catastrophes sociales et dégrader les conditions de vie de l'ensemble de la population. Au micro d'Opinions FGTB, il appelle à la mobilisation et à l'action pour combattre ces politiques et forcer les gouvernements à changer de cap.

« GAZA, ON EST LÀ ! » – UN TÉMOIGNAGE DEPUIS LA FLOTTILLE

Navid LARI a 33 ans, il est bruxellois, et il a embarqué il y a quelques semaines sur l'un des bateaux de la Flottille humanitaire qui fait route vers Gaza avec l'intention d'ouvrir une brèche dans le blocus imposé illégalement par Israël. Nous avons pu joindre **Navid** par téléphone ce mardi 30 septembre après-midi, alors que la cinquantaine de bateaux qui composent cette flottille approchait des eaux territoriales de Gaza, et risquait à tout moment d'être interceptée par l'armée israélienne.

À L'UNIF AVEC LE CEPAG !

Comme chaque année, le CEPAG et la Formation continuée de l'ULB s'associent pour vous proposer un cycle de formation qui débutera le 21 novembre prochain, jusqu'au 29 mai 2026 : le Certificat d'université en politiques économiques et sociales. En voici la présentation avec notre invité cette semaine : **Nicolas ALMAU**, animateur et formateur au CEPAG.

ÉCOFASCISME : COMMENT L'EXTRÊME DROITE S'APPROPRIE LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

L'extrême droite a souvent été décrite comme climatosceptique et hostile à toute politique écologique. Aujourd'hui, et depuis plusieurs années, elle développe une vision identitaire des enjeux écologiques, souvent qualifiée d'« écofasciste ». Notre invité cette semaine pour en parler : **Louis DROUSSIN**, doctorant en sciences politiques à l'UNamur.

ARIZONA : UN COUP D'ÉTAT CONTRE LA DÉMOCRATIE ?

Une casse sociale massive et délibérée qui broie les travailleuses, les travailleurs, les jeunes, les pensionné-es, les demandeuses et demandeurs d'emploi, les sans-papiers. Une politique d'appauvrissement des déjà appauvris. Un mépris de l'intérêt général, des services publics, de la sécurité sociale, de la culture, de l'éducation, des associations, de la justice, des droits humains, du vivre ensemble. Une propension au mensonge, à la désinformation, à la reprise en boucle des discours et des idées d'extrême droite. Une dérive autoritaire et sécuritaire renforcée par des violences policières récurrentes et impunies. L'austérité et la « thérapie du choc » contre tout un pays, au bénéfice des riches et des puissants. La criminalisation de celles et ceux qui résistent. Assistons-nous à la fascisation de notre société, sous l'impulsion du gouvernement Arizona ? Voici ce qu'en dit **Selena CARBONERO FERNANDEZ**, Secrétaire fédérale de la FGTB.

« CONTINUONS À NOUS MOBILISER, ET CE GOUVERNEMENT IMPLOSERA DE LUI-MÊME »

C'est **Thierry BODSON**, président de la FGTB, qui est notre invité cette semaine. Trois sujets au menu de cet entretien : le projet de loi liberticide du ministre MR Bernard Quintin, qui voudrait pouvoir dissoudre des mouvements que le gouvernement considère comme « radicaux », la double requête introduite devant la Cour constitutionnelle par la FGTB et plusieurs organisations de la société civile contre la réforme du chômage portée par le ministre MR Clarinval, et les journées de mobilisation et de grève les 23, 24, 25 et 26 novembre. La pression monte contre le gouvernement Arizona et sa politique de casse sociale critiquée de toutes parts.

FRAGMENTS D'UNE MÉMOIRE VOLÉE

C'est **Gwen BREËS** qui est notre invité cette semaine. Auteur, réalisateur, il est l'un des fondateurs du cinéma Nova, à Bruxelles, qui propose jusqu'au 19 décembre prochain une programmation exceptionnelle : « Palestinian Archives – Fragments d'une mémoire volée ». Des films, des archives palestiniennes, des rencontres, de nombreux invités... Une programmation et un cinéma en lutte contre les tentatives d'effacement du peuple palestinien, de sa culture, de sa mémoire.

ILS ATTAQUENT NOTRE AVENIR. C'EST NON !

Gel des subventions, non-indexation, coupes dans les budgets et les dépenses... C'est l'austérité qui est promise par le gouvernement MR-Engagés à tous les secteurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles : enseignement, petite enfance, aide à la jeunesse, culture, éducation permanente, sport, etc. 7 000 manifestantes et manifestants se sont mobilisés ce lundi 15 décembre pour dire « NON » à des décisions brutales et dangereuses pour l'avenir – et singulièrement pour l'avenir de la jeunesse. On en parle avec **Nathalie LIONNET**, Secrétaire fédérale du Setca non-marchand, et **Olivier NYSSSEN**, Secrétaire général de la CGSP Admi.

Interrégionale wallonne de la FGTB

 fgtb-wallonne.be

  FGTBwallonne



FGTB
Wallonne